



TOGETHER
for a sustainable future

OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50th anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



TOGETHER
for a sustainable future

DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

CONTACT

Please contact publications@unido.org for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at www.unido.org

20401

PROGRAMME DE COOPERATION
ENTRE ENTREPRISES FRANÇAISES ET MEXICAINES
DANS LE CADRE DU PROGRAMME REGIONAL D'AUTOMATISATION
DES INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT
EN AMERIQUE LATINE

MISSION AU MEXIQUE
(Rapport définitif)

Fédération des Industries Mécaniques.
Décembre 1992

AVERTISSEMENT

**Rapport élaboré par M. Pico,
Délégué de la Fédération des Industries Mécaniques**

**Les opinions émises dans ce rapport sont de la responsabilité de son auteur et
n'engagent ni l'ONUDI ni la Fédération des Industries Mécaniques**

SOMMAIRE

Introduction

- 1 - Evolution de la situation économique au Mexique
- 2 - Marchés porteurs
- 3 - Les perspectives de l'ALENA
- 4 - Législation des investissements étrangers et des transferts de technologie
- 5 - Cadre de rapprochement des entreprises
- 6 - Déroulement de la mission
- 7 - Conclusion et plan d'action.

Annexes

- 1 - Géographie et population
- 2 - Evolution de l'inflation et de la croissance (1982 - 1990)
- 3 - Service de la dette
- 4 - Commerce extérieur
- 5 - Indicateurs économiques
- 6 - Programme de puissance électrique à installer
- 7 - L'industrie maquiladora
- 8 - Résumé du contenu de l'accord de libre-échange nord-américain
- 9 - Cadre juridique de l'investissement étranger direct au Mexique
- 10 - Règlement sur la propriété industrielle
- 11 - Liste relative à la demande française
- 12 - Liste relative à la demande mexicaine

INTRODUCTION

Sur la recommandation du GRULAC (Latin American and Caribbean Group), l'ONUDI soutient un programme régional de coopération pour le développement industriel en Amérique Latine et dans les Caraïbes. Dans ce cadre, l'ONUDI conduit actuellement un programme spécifique en vue de la modernisation du secteur des biens d'équipement.

La mission préparatoire au Mexique à laquelle se réfère ce rapport se situe dans le cadre de ce programme spécifique et a pour objectif la promotion de projets de partenariat entre entreprises françaises et mexicaines du secteur de la mécanique.

Ce type de coopération répond en effet à l'objectif global de ce programme, dans la mesure où la mise en oeuvre de relations de partenariat implique généralement :

- un transfert de technologie au niveau des produits,
- une assistance technique pour la mise en oeuvre de méthodes modernes de fabrication,
- la formation de personnel,
- la mise en place d'un "système qualité" dans l'entreprise,
- une collaboration commerciale, etc.....,

facteurs qui contribueront à une amélioration de la compétitivité du partenaire latino-américain.

Les bases de rapprochement entre les entreprises ont volontairement été considérées comme très ouvertes, trois types classiques de partenariat pouvant se succéder chronologiquement en fonction de la consolidation des relations entre les partenaires, de l'évolution des marchés, du contexte économique, etc... :

- partenariat commercial,
- partenariat technologique et industriel,
- co-investissement ou participations financières.

Ce rapport analyse dans un premier temps les contextes économique, industriel et législatif du Mexique, particulièrement favorables aujourd'hui à ce type de coopération entre entreprises : il relate ensuite la préparation réalisée simultanément en France et au Mexique, le déroulement de la mission au Mexique, ainsi que les conclusions et les recommandations portant sur l'évolution future de cette action.

1 - EVOLUTION DE LA SITUATION ECONOMIQUE AU MEXIQUE

Tous les interlocuteurs rencontrés ont confirmé la reprise de l'économie mexicaine dont les résultats en 1991 ont été largement commentés par la presse économique internationale :

- . progression de la croissance : +3,6 %, meilleur taux depuis 9 ans, après 4,4 % en 1990
- . maîtrise de l'inflation : 18,8 %, contre 30 % en 1990. Elle était de 160 % en rythme annuel en 1987.
- . contrôle du budget fédéral : excédent de 3,2 milliards de dollars, contre un déficit du même montant enregistré en 1990.
- . accroissement des investissements étrangers qui ont représenté 4,4 milliards de US \$ en 1990 et rentrée de capitaux d'origine mexicaine (3 milliards de dollars).

Ce redressement spectaculaire doit beaucoup à une série de mesures réalistes et pragmatiques appliquées par la cellule économique du gouvernement, qui ont permis notamment :

- . la renégociation de la dette extérieure mexicaine dans le cadre du plan Brady, avec l'effacement du tiers de la dette et une réduction des remboursements nets de 4 milliards de dollars par an sur la période 1989-94.
- . le lancement d'un programme de privatisation qui réduirait de 1200 à 200, puis à 70 le nombre d'entreprises du secteur public.
- . la mise en place d'une fiscalité moderne, apportant à l'Etat de nouvelles ressources.

Tout ceci a donné au pays un nouvel élan qui a permis de relancer la croissance et de restaurer la confiance.

Celle-ci n'est pas encore totalement rétablie mais on voit difficilement, sauf événements politiques imprévisibles, ce qui pourrait faire changer les tendances libérales actuelles.

La signature du "Traité de libre-échange" avec les Etats-Unis, qui a eu lieu en 1992, rendrait d'une certaine manière irréversible cette évolution et apporterait au Mexique, sur bien des aspects, une crédibilité qui lui a fait défaut depuis la crise de 1982.

Anticipant déjà sur ces bonnes perspectives, les industriels locaux accroissent leurs achats de biens d'équipement afin de rendre plus performant leur outil de production, contribuant du même coup à creuser le déficit commercial qui a atteint 11 milliards de US \$ en 1991 (4,4 milliards de US \$ en 1990).

Les réserves de la Banque Centrale (16 milliards de dollars) et un excédent de 20 milliards de dollars du compte de capital, permettent cependant au Mexique de faire face à ces déficits.

Voir annexes 1 à 5

2 - MARCHES PORTEURS

Un grand nombre de marchés porteurs existent actuellement au Mexique, qui devraient favoriser les projets de partenariat entre fabricants français et mexicains de biens d'équipement dans les secteurs indiqués.

En effet, toutes les infrastructures du pays ont beaucoup souffert du désinvestissement depuis une dizaine d'années et sont incapables de répondre aux nouveaux besoins générés par la croissance de la population et par la reprise économique du pays.

De très lourds investissements, tant de la part du secteur public que privé, sont donc en cours de réalisation ou devraient se réaliser dans les secteurs suivants qui seront analysés individuellement ci-après :

- prospection et exploitation pétrolières,
- pétrochimie et industrie chimique de base,
- production électrique,
- télécommunications,
- transports,
- construction de routes et autoroutes,
- aménagements et équipements portuaires,
- protection de l'environnement,
- mines.

Les secteurs industriels suivants réalisent également des investissements importants :

- automobile,
- cimenteries,
- chimie fine,
- agroalimentaire.

A contre courant de ces perspectives optimistes, deux secteurs particuliers traversent actuellement une situation difficile :

- la sidérurgie, qui est en cours de restructuration et de privatisation, et dont tous les projets d'investissements sont arrêtés ou remis en cause,
- l'industrie textile, très affectée par l'ouverture commerciale du Mexique qui a accéléré la crise dans ce secteur. La tendance va vers l'exportation de matières premières et de produits moins élaborés et vers l'importation de produits à forte valeur ajoutée, ce qui est peu favorable au Mexique.

Beaucoup de petites entreprises disparaîtront, mais la hausse dans les importations de machines textiles (+166% entre 1987 et 1989) est un indice du souci de modernisation du secteur. Ces importations sont effectuées essentiellement par les moyennes et grandes industries.

2.1 Prospection et exploitation pétrolières

Au cours des dix dernières années, le montant des investissements annuels de Pemex a été réduit de 70 %. Si en 1981, les investissements atteignaient 60 % des dépenses de la compagnie, ils ne représentent plus que le tiers de celles-ci. Par ailleurs, en 1990, 57 % des revenus globaux de Pemex ont été versés au Gouvernement Fédéral.

Ce désinvestissement a provoqué un vieillissement des installations, la limitation de la production et fait baisser progressivement les réserves prouvées du pays.

Alors qu'il existait 432 puits exploitables en 1980, il n'en existe plus que 123 en 1990. De ceux-ci, 77 sont en activité pour 321 en 1980. Par ailleurs, 334 km ont été perforés en 1989 contre 1251 en 1980. De plus, la profondeur moyenne des gisements qui était de 2600 m en 1980 est passée à 3600 m en 1990. Selon des spécialistes de l'IMP, elle atteindrait 7000 m, dans un délai rapproché. Ces quelques chiffres montrent l'urgence pour Pemex de réinvestir massivement dans ce secteur sous peine de voir baisser progressivement la production, et plus rapidement encore les exportations compte tenu d'une croissance interne de la consommation de 6 à 7 % par an.

Pour relancer et développer sa production, Pemex envisage d'investir 1700 millions de US \$ au cours des 5 années à venir.

Parmi les prêts extérieurs en cours de négociation, figure un crédit de 6800 millions de US \$ proposé par plusieurs pays : Grande -Bretagne, Norvège, France, Etats-Unis et Japon, en vue de développer des projets prioritaires au stade de la production primaire. Ce prêt devrait permettre l'achat de biens d'équipement et services en provenance de ces pays.

Fin du monopole de Pemex ?

Une série de déclarations et de mesures prises récemment laissent présager la fin du monopole de Pemex et l'entrée d'investissements privés dans des secteurs qui ont été farouchement contrôlés par l'Etat depuis 53 ans.

On assiste actuellement à un retour timide des compagnies multinationales qui s'intéressent notamment à de futurs projets de raffinage. Statoil, compagnie nationale norvégienne, et l'américaine Triton, pourraient capter des contrats de forage dans la sonde de Campeche.

Par ailleurs, le monopole du forage des puits pétroliers sur terre vient d'être supprimé, laissant à des compagnies privées mexicaines et étrangères la possibilité de proposer leurs prestations.

Pemex pourrait également accorder le droit de propriété du projet de gazoduc "Intercon Gaz Incorporated" (2000 km de long, trajet Reynosa à Tijuana, coût de 2200 millions de US \$) à des investisseurs étrangers et privés mexicains.

Il est également envisagé la vente par Pemex à des compagnies privées mexicaines du réseau de distribution des carburants.

2.2 Pétrochimie

Dans ce secteur également le désinvestissement se fait sentir, et un état des lieux récent signale que 60 % des installations pétrochimiques sont obsolètes.

La production a augmenté de 44,2 % entre 1985 et 1989, passant de 11,7 à 16,6 millions de tonnes. Au cours de cette période, la capacité installée ne s'est élevée que de 16 %.

De ce fait, les complexes pétrochimiques qui travaillaient à 71 % de leur capacité en 1982, ont travaillé à 86,5 % de leur capacité en 1989 et 90,3 % en 1990.

Le désengagement du gouvernement quand aux produits pétrochimiques de base (seuls 20 produits sont encore exclusivement fabriqués par Pemex) a eu pour effet d'élargir le champ de la pétrochimie secondaire, où peut participer le secteur privé après accord de la Commission Pétrochimique mexicaine, à 66 produits au lieu de 50 auparavant. Tous les autres produits, environ 500, sont libres à la fabrication.

Cette décision prise en août 1989, avait pour but principal de faire appel à l'initiative privée, nationale et étrangère, face à un manque d'investissements important chez Pemex qui avait conduit le Mexique à une forte dépendance vis-à-vis de l'étranger.

Il ne fait pas de doute que les grands groupes internationaux disposent des moyens financiers nécessaires et ont certainement l'intention d'investir dans les années à venir. D'ores et déjà, plusieurs projets sont à l'étude et le programme national de modernisation de l'industrie pétrochimique prévoit pour les 3 années à venir un investissement global de 5000 millions de dollars afin de satisfaire la consommation intérieure.

2.3 Production électrique

La capacité électrique installée au Mexique, qui était de 23954 MW en 1988 et 24439 MW en 1989, atteignait 27672 MW à la fin de l'année dernière.

La croissance de la demande d'énergie électrique a été au cours du sextennat 1982-1988 de 5,7 % par an. Elle devrait atteindre 6 à 7 % par an au cours de la période 1990-1994, compte tenu de la reprise industrielle et de la croissance de la population.

Pour faire face à ces prévisions, la "Comisión Federal de Electricidad" (CFE) a lancé un vaste programme de construction de centrales qui devrait porter la puissance installée à environ 33000 MW à l'horizon 1994. Tous les grands constructeurs ont participé aux concours et pris des commandes (ABB, Siemens, Hitachi, Mitsubishi, Babcock, etc...), dont le groupe Gec-Alsthom qui doit fournir la centrale thermique de Tuxpan (2 X 350 MW). Ces commandes s'accompagnent d'une sous-traitance importante et de la fourniture de nombreux équipements périphériques.

Un courant d'affaires a repris également depuis quelque temps en ce qui concerne les sous-stations blindées, où sont en concurrence, avec des firmes étrangères, Gegelec et Merlin Gérin.

En raison de l'effort qui doit être accompli dans ce secteur capital pour l'économie mexicaine, le PEE a proposé à l'Actim d'effectuer une action en 1992, comportant des journées techniques portant sur des thèmes d'intérêt pour la CFE : réhabilitation et maintenance des centrales thermiques, problèmes liés à la distribution.

L'annexe 6 donne le programme de puissance à installer au Mexique, la structure du parc et de la production actuelles, ainsi que le détail du programme de construction de centrales.

2.4 Télécommunications

La France est très présente dans ce secteur au Mexique grâce notamment à Alcatel qui a racheté en 1987 Indetel, la filiale mexicaine de ITT. Cette entreprise emploie 3500 personnes. Elle détient 45 % du marché de la consommation face au suédois Ericsson (55%) et 25 % de celui de la transmission. L'entreprise a récemment investi dans une nouvelle usine de terminaux dont 70 % de la production sera exportée vers l'Amérique Latine.

France Telecom a récemment participé au rachat de Telefónica et vient d'obtenir une commande de 2,5 millions de lignes.

Par ailleurs, le Consortium Européen Ariane Espace a gagné en juillet dernier le concours pour le lancement du futur satellite de télécommunications mexicain.

L'ensemble des investissements prévus dans ce secteur est estimé à 10 milliards de US \$ sur une période de 4 ans.

2.5 Transports

La pollution élevée produite par les véhicules à moteur à combustion interne devrait inciter les autorités à accélérer la mise en route des projets de transports par métro et trolleybus.

La France a financé une étude sur le "Contrôle de la contamination de l'air dans l'aire métropolitaine de la ville de Mexico". Ce projet consiste en la création d'un réseau de trolleybus assurant le transport sur les 2 principales artères de Mexico : Reforma et Insurgentes.

Un protocole de 430 MF a été signé au mois de juin pour la ligne n° 8 du métro de Mexico et d'autres projets de métro (Guadalajara et Monterrey) sont suivis avec attention.

Il convient également de signaler la vente récente de plusieurs Airbus à la compagnie Mexicana de Aviación.

2.6 Construction de routes et autoroutes

Construction

Au cours des années 80, l'industrie mexicaine de la construction a connu des années très difficiles comme le montre l'évolution de son taux réel de croissance :

<u>1986</u>	<u>1987</u>	<u>1988</u>	<u>1989</u>	<u>1990</u>
-10,3	+2,4	-2,5	+2,1	+7,7 %

Le secteur a connu de profondes modifications de structures : alors qu'en 1981 on comptait encore 595 grandes et 90 très grandes entreprises, leur nombre, en 1989, n'était plus que de 171 et de 74 respectivement. Pendant la même période, les plus petites entreprises sont passées de 6500 à 14150, grossissant les rangs du sous-secteur de la construction "informelle" qui comprend toutes les activités d'autoconstruction.

Les réductions successives en termes réels du budget public affecté à la construction ont provoqué une forte diminution des projets. Dans ce contexte, les investissements dans les matériels ont été sans cesse reportés, ce qui a conduit à une "cannibalisation" croissante du parc.

Le marché des matériels a fortement chuté (25 grues à tour/an en 1980-82, contre 10 grues/an en 1990) et beaucoup d'importateurs n'ont survécu qu'en développant une activité de location de matériel.

On a par ailleurs constaté depuis la libéralisation du commerce de nombreuses importations de matériels d'occasion provenant des Etats-Unis, réduisant d'autant les ventes de matériels neufs.

Après une période assez difficile, une reprise semble se manifester pour les années à venir dans ce secteur, avec une participation plus active du secteur privé, comme le montre le tableau ci-dessous :

	<u>1987</u>	<u>1988</u>	<u>1989</u>	<u>1990</u>
<u>Valeur totale de la construction</u> (milliards de pesos en 1980)	496,9	505,3	500,9	515,5
Privé (%)	57,4	62,0	62,3	64,7
Public (%)	42,6	38,0	37,7	35,3

Routes et Autoroutes

Le Mexique ne possède que 1000 km d'autoroutes à péage pour un réseau routier de 235 000 km. L'investissement public routier est passé d'un montant équivalent à 0,53 % du PIB en 1977-82 à 0,35 % en 1983-88. Plus de la moitié des dépenses sont consacrées à l'entretien.

Le manque de moyens a conduit l'administration publique à demander aux milieux privés d'investir dans ce secteur. Un plan de construction de 4000 km. d'autoroutes, incluant les ponts, a été lancé pour la période de 1989-1994. A la fin de février 1990, douze concessions portant sur 1270 km avaient été accordées, dont les plus importantes sont les suivantes : Monterrey-Nuevo Laredo (273 km), Acapulco-Cuernavaca (262 km) et Torreon-Durango (243 km).

En 1991, il est envisagé d'accorder des concessions pour 14 autres projets portant sur un total de 1610 km. Les autorités mexicaines espèrent que d'ici 1994, 2000 km d'autoroutes sur les 4000 km lancés, puissent être opérationnels.

Tous ces projets devraient favoriser la reprise du secteur ainsi que les ventes de matériels de TP. Le marché mexicain reste très influencé par les techniques et les matériels américains.

2.7 Equipements portuaires

Trois ports mexicains devront plus particulièrement être modernisés : Tampico, Vera Cruz et Altamira. Chacun de ces ports serait équipé de 6 portiques à containers de 40' et de 8 portiques mobiles à roues. Un financement de la Banque Mondiale est prévu à cet effet.

2.8 Protection de l'environnement

En matière de protection de l'environnement, tout est urgent et prioritaire au Mexique, tout particulièrement dans les 3 principales villes du pays, très peuplées et industrialisées : Mexico D.F., Monterrey et Guadalajara.

D'après les spécialistes, les priorités relatives sont les suivantes par ordre d'importance :

- Eau : potabilisation et traitement des eaux résiduaires,
- Air : diminution des matériaux et gaz contaminants produits (bioxyde de soufre, oxyde d'azote, hydroxyde et monoxyde de charbon),
- Déchets urbains,
- Traitement des eaux et déchets industriels.

Dans tous ces domaines une réglementation précise existe, qui est semble-t-il appliquée de manière volontariste par le ministère de l'écologie (SEDUE), parfois même de manière très drastique. Un marché important existe donc pour tous les équipements de traitement et de protection et les industriels mexicains, d'ores et déjà, sont demandeurs de ces technologies.

La France est particulièrement impliquée au Mexique dans ce secteur puisqu'elle a financé sur le Fonds Ingénierie du Trésor deux études portant sur :

- le contrôle de la contamination de l'air dans la zone métropolitaine de Mexico,
- l'épuration des eaux usées de la ville de Mexico.

En cas de réalisation, les chefs de file de ces projets seraient Gec- Alsthom, Degremont et Spie Batignolles.

Par ailleurs, des journées techniques portant sur le problème des déchets industriels ont été organisées à Mexico par l'Ambassade de France, en mars 1992.

Le secteur du traitement des déchets industriels, solides et liquides, qui fait partie des priorités mexicaines, est certainement propice à des rapprochements entre PME mexicaines et françaises compte tenu du potentiel technologique et des références dont disposent ces dernières.

2.9 Mines

Le Mexique est un important pays minier et ce secteur demeure le troisième secteur du pays générateur de devises (900 à 1000 millions de US \$/an).

La mine occupe environ 225 000 personnes mais est demeurée de 1985 à 1989 un secteur sans grande évolution en raison du manque d'investissements intervenu pour l'amélioration de son appareil de production.

En accord avec la politique de privatisation de l'actuel gouvernement, le SEMIP (Ministère de l'Énergie et de la Mine) a mis en vente l'ensemble des installations des compagnies minières qu'il détenait, modifiant très profondément la structure de ce secteur. L'état demeure le propriétaire des ressources du pays mais accorde aux entreprises la responsabilité de les exploiter sous forme de concession. Les cinq dernières compagnies minières demeurées sous la tutelle de l'état sont : Azufrera Panamericana, Compañía Explotadora del Istmo, Roca Fosfórica Mexicana, Minera Carbonifera Rio Escondido (Micare) en voie de privatisation et Consorcio Minero Benito Juarez Peña Colorada. Toutes ces compagnies sont en déclin en raison de leur équipement vétuste et des gisements en voie d'épuisement.

Les mines récemment privatisées ont également des équipements vétustes qui devraient être renouvelés ou réparés. D'après un représentant de matériel minier, "tout est à refaire".

Des investissements importants sont donc prévus dans les années à venir dans ce secteur et le gouvernement a autorisé un budget de 2,1 milliards de dollars afin de financer le plan de modernisation de la mine (1990-1994). Ce programme devrait relancer les projets d'exploitation minière, faciliter la modernisation des mines existantes et orienter l'industrie minière vers de nouveaux minerais.

Programme d'investissement dans l'industrie
minéro-métallurgique
(en millions de dollars)

<u>Secteur</u>	<u>1990</u>	<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>	<u>1994</u>	<u>Total</u>
Exploration	42,1	38,9	39,1	37,5	39,7	197,3
Nouveaux projets	157,6	159,0	150,2	173,6	217,5	857,9
Amélioration productivité	190,6	165,4	148,4	117,1	97,2	718,7

Source : Ministère de l'énergie et de la mine

En 1994, le panorama du secteur minier mexicain devrait être complètement modifié, le secteur privé détenant alors plus de 80 % du secteur.

A l'heure actuelle, les principaux partenaires des entreprises mexicaines sont :

- Cominco et Placer Tomd Ltd (Canada) dans Frisco ;
- Mitsubishi (Japon) dans Exportadora de Sal,
- Placer Tomd Ltd (Canada) dans Real de Angeles,
- J.E. Baker et American Metal Climax (USA) dans Peñoles,
- A. Saveo Inc. (USA) dans IMMSA,
- Dupont de Nemours (USA) dans Química Fluor.

2.10 Automobile

Avec 820 000 véhicules assemblés, l'industrie automobile mexicaine se situe parmi les 12 premiers producteurs mondiaux. Pour la cinquième année consécutive, ce secteur a connu une forte progression en volume et chiffre d'affaires.

Le volume des ventes et la part du marché local des constructeurs les plus importants pour les automobiles, utilitaires et camions (total de 544 658) véhicules en 1990) ressortent du tableau ci-après :

<u>Constructeurs</u>	<u>Unités</u> <u>1990</u>	<u>Parts de marché</u> <u>en nombre d'unités</u>	
		<u>1990</u>	<u>1989</u>
Volkswagen	145071	26,64%	19,47%
Nissan	112816	20,71%	21,64%
G.M.	93539	17,17%	16,40%
Chrysler	91942	16,88%	21,12%
Ford	89504	16,43%	19,74%
Sous-total	532872	97,83%	98,37%
TOTAL	544658	100 %	

Sur les marchés extérieurs, les ventes de 276 859 véhicules en 1990 (soit +41,3 % par rapport à 1989) ont dépassé les volumes enregistrés au cours des années précédentes.

Les perspectives immédiates dans ce secteur sont très bonnes puisque les ventes au cours de quatre premiers mois de l'année sont en hausse de 42,6% par rapport à la même période de l'année précédente. A l'exportation, les ventes pour cette même période sont en hausse de 95,8%.

Le secteur espère dépasser cette année le résultat de ses ventes record de 1981.

Ces résultats très positifs viennent récompenser et justifier les très forts investissements réalisés dans le secteur afin d'accroître la capacité de production à l'exportation. Les projets d'extension d'usines ou de construction de nouvelles unités représenteront pour la période 1990-1994 un investissement avoisinant 2,8 milliards US \$.

Il convient de signaler que Mercedes Benz vient de faire son apparition sur ce marché en rachetant le constructeur mexicain de camions Femsa.

Pièces automobiles.

Constituée d'environ 125 entreprises, cette industrie compte depuis 1986 parmi les secteurs les plus dynamiques de l'économie mexicaine avec un taux moyen de croissance de 10 % par an sur la période 1986-89.

La part des capitaux étrangers dans le total du secteur des pièces automobiles est de 43,1 %, dont 75,5 % en provenance des Etats-Unis, 10,7 % d'Allemagne et 9 % de France.

Ses effectifs présents pèsent pour 71,7 % dans l'emploi total de l'industrie automobile.

Comme l'indique le tableau ci-après, l'ensemble du secteur automobile est devenu très fortement exportateur depuis 1982, année de la crise.

Exportations du secteur automobile (en millions de dollars courants)

<u>Années</u>	<u>Véhicules</u>	<u>Pièces automobiles</u> <u>ventes directes</u>	<u>TOTAL</u>
1982	374	166	540
1983	546	233	780
1984	435	292	727
1985	1021	249	1270
1986	997	317	1314
1987	2506	662	3168
1988	2962	834	3797

2.11 Cimenteries

Dix-neuf sociétés se partagent le marché, mais par le biais de rachats et consolidations le groupe Cementos Mexicanos a pris le contrôle de 19 cimenteries sur les 29 unités existantes, devenant ainsi le 4ème producteur mondial.

La production actuelle est de 23,8 millions de tonnes, 20 % de cette production étant exportée.

La bonne tenue du marché intérieur permet des perspectives optimistes sur l'évolution de ce secteur pour les années à venir. La signature du Traité du libre-commerce (TLC) aura d'ailleurs des répercussions favorables sur les ventes vers les Etats-Unis, qui avaient fortement diminué en 1990 à la suite de mesures protectionnistes prises par ce pays.

Il est également probable que la poussée écologiste aux Etats-Unis incite les cimentiers américains à investir au Mexique. Plusieurs projets seraient actuellement en cours de gestation.

2.12 Agroalimentaire

Peu d'information chiffrée a pu être obtenue sur ce secteur considéré prioritaire par les mexicains et ayant une longue tradition exportatrice, surtout vers le Sud des Etats-Unis.

Un effort très important est fait actuellement par l'industrie mexicaine pour diversifier ses zones d'exportation, et l'oblige à s'adapter aux normes internationales, tant pour l'élaboration que pour le conditionnement et la présentation des produits.

Les équipements sont modernisés et les investissements qui en résultent comportent un grand nombre de matériels d'importation. Après avoir eu beaucoup de difficultés pour survivre entre 1982 et 1986, un représentant de matériel français visité a vu pratiquement doubler ses ventes tous les ans depuis 1988.

La concurrence dans ce secteur est essentiellement américaine, avec des matériels robustes mais moins modernes, et des prix inférieurs de 10 à 30% par rapport aux prix des matériels français sur site.

Une solution envisagée par certains constructeurs est la fabrication locale, totale ou partielle, qui permet d'aboutir à un prix final du matériel largement inférieur à celui résultant de l'importation. Dans ces conditions, des exportations vers les Etats-Unis sont possibles avec une bonne compétitivité.

Le secteur résulte donc particulièrement intéressant pour les accords de partenariat technologique et industriel.

2.13 L'industrie "maquiladora"

Le travail à façon sous douane, dit "maquila", est un système de sous-traitance internationale qui a commencé à se développer au Mexique vers le milieu des années 60. L'entreprise "maquiladora" peut importer librement (sans droits de douane, ni restrictions quantitatives) les machines et composants nécessaires à la fabrication et /ou assemblage d'un produit destiné à l'exportation. La "maquiladora" peut être propriété à 100 % d'un investisseur étranger.

Cette industrie, qui a réellement pris son essor dans les années 70, a bénéficié depuis la crise de 1982 d'une croissance très soutenue ; elle emploie actuellement 500 000 personnes et est le deuxième secteur du pays générateur de devises avec 3,84 milliards de dollars en 1990. L'annexe 7 donne les chiffres les plus importants de ce secteur.

Pour une entreprise française disposant d'un marché aux Etats-Unis, l'option "maquiladora" avec un partenaire mexicain peut constituer dans certains cas une solution intéressante au problème de délocalisation de la production destinée majoritairement à l'exportation vers ce pays. Elle permet en effet de rapprocher la production du lieu de consommation, d'être présent dans la zone dollar et de réduire en principe les prix de fabrication grâce aux bas salaires de la main d'oeuvre mexicaine. Cette dernière hypothèse doit cependant être soigneusement vérifiée, au cas par cas et de manière réaliste, en fonction des conditions de production et de transport locales.

Par ailleurs, il faut garder à l'esprit que la nouvelle réglementation autorise la vente d'une partie de la production d'une "maquiladora" sur le marché intérieur ; de ce fait, cette option peut être également envisagée dans le cadre d'une stratégie d'entrée sur le marché mexicain, de manière complémentaire à l'exportation vers les Etats-Unis qui restera l'objectif principal.

Cette solution peut être également envisagée pour un industriel mexicain avec un partenaire technologique français.

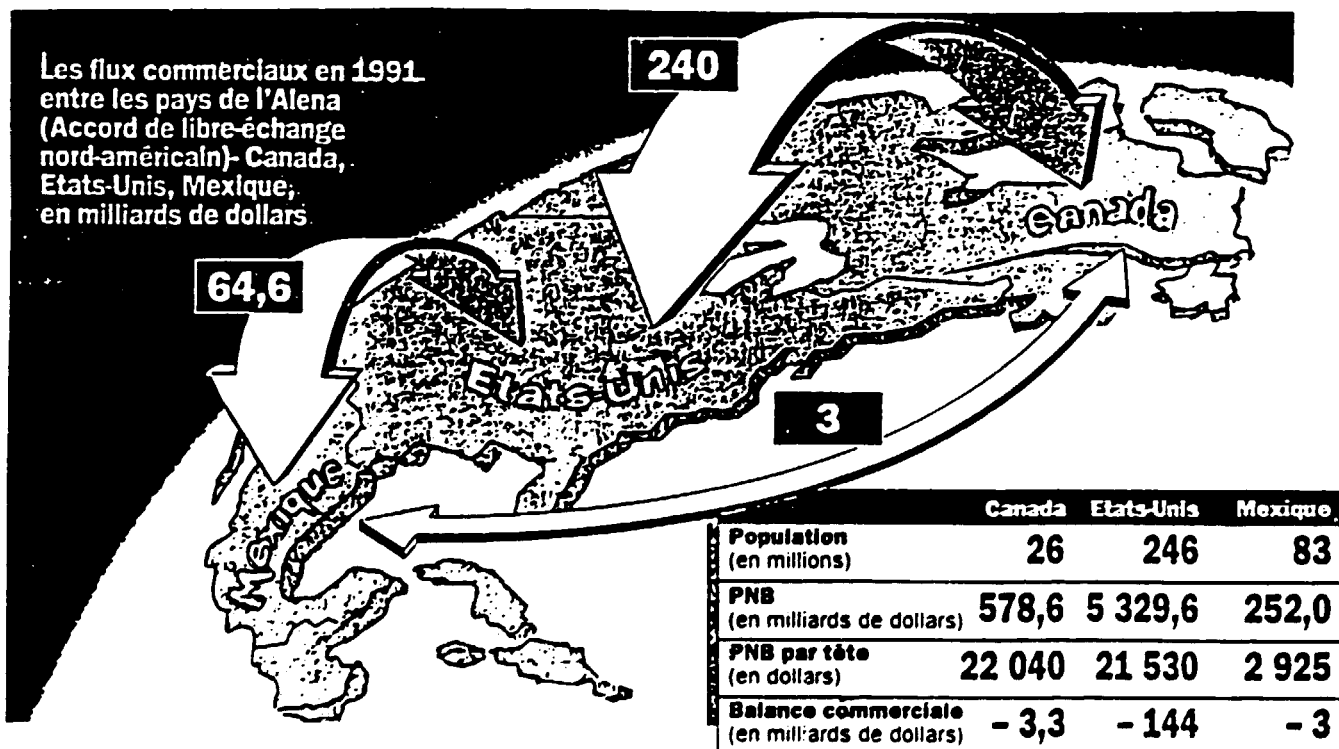
Bien que la "maquiladora" réponde plus particulièrement à des objectifs très spécifiques d'exportation, il a semblé intéressant, à l'occasion de cette mission, d'obtenir des informations concrètes sur les conditions réelles de fonctionnement de ce type d'entreprise. Ces informations font l'objet de l'annexe 7.

3 - LES PERSPECTIVES DE L'ALENA

Le 12 août dernier, le Canada, les Etats-Unis et le Mexique portaient sur les fonts baptismaux l'ALENA, Accord de Libre-Echange Nord-Américain, traduction du NAFTA anglo-saxon (North American Free Trade Area). C'est un marché de 355 millions d'habitants, avec un PNB cumulé de 6000 milliards de dollars, qui verra ainsi le jour.

En 15 ans, 20.000 tarifs douaniers devront être démantelés. Ce marché présente deux différences essentielles par rapport à la Communauté Européenne : tout d'abord, la liberté de circulation se limite aux produits et exclut les hommes ; ensuite, aucune union économique et monétaire n'accompagne la signature du traité. Selon l'Institut d'économie internationale de Washington, ce marché entrainera un flux commercial annuel supplémentaire de 24 milliards de dollars entre le Mexique et les Etats-Unis à partir de 1995, et générera 600.000 emplois au Mexique, mais aussi 130.000 dans les secteurs des services et de la distribution aux Etats-Unis.

L'annexe 8 résume le contenu de ce traité.



La situation géographique exceptionnelle du Mexique (3200 km. de frontière commune avec les États-Unis) constitue certainement une chance de développement pour ce pays au moment où il vient de négocier et signer l'Accord de libre-échange avec les États-Unis et le Canada, accord qui constituera le grand bloc économique nord-américain.

L'économie mexicaine est déjà étroitement liée à celle des États-Unis. Plus des deux tiers de son commerce extérieur se font avec son voisin du nord et les investissements américains représentent plus de 62 % du stock cumulé des investissements étrangers. Par ailleurs, les États-Unis sont le principal investisseur dans les maquiladoras (90 % du total) et le principal client de l'industrie touristique mexicaine.

La stratégie de l'actuelle administration, qui a pris la décision de négocier et signer avec les États-Unis un accord de libre échange, vise à intégrer davantage l'économie mexicaine au bloc nord-américain. Ce choix correspond à la géographie et aux courants commerciaux. De toute évidence, les États-Unis et le Canada sont et resteront le débouché naturel des exportateurs mexicains. Le marché américain est proche, ce qui facilite la prospection et limite le coût du fret. Il a l'avantage d'être bien connu des mexicains, qui voyagent souvent aux États-Unis, y placent leurs capitaux, vont y étudier ou se faire soigner, ce qui crée de multiples liens.

Mais ce choix correspond aussi à une option politique : celle de la libéralisation de l'économie et de l'ouverture vers l'extérieur.

Au delà d'un effet économique immédiat, la signature du traité de libre échange devrait surtout créer un choc psychologique au niveau des investisseurs, rendre irréversible l'évolution libérale actuelle, rétablir la confiance et apporter au Mexique sur bien des aspects une crédibilité qui lui manque depuis la crise de 1982.

Si pour les européens, l'application de ce traité signifie en clair une pression accrue des exportateurs américains sur le marché mexicain, elle signifie également une opportunité supplémentaire pour pénétrer le marché nord-américain depuis une implantation mexicaine ou avec l'aide d'un partenaire mexicain. Cette solution, avec des coûts de structure et d'approche plus réduits devient de plus en plus crédible. D'ores et déjà, beaucoup d'entreprises rencontrées au Mexique ont intégré une part de territoire nord-américain dans leur stratégie et prospection commerciales.

D'après la Canacinfra, homologue mexicain de la F.I.M., les industriels mexicains de la mécanique craignent de devenir des sous-traitants de l'industrie américaine et sont de ce fait ouverts à toute collaboration ou rapprochement avec une entreprise européenne qui leur apporterait une bonne technologie et dont ils seraient commercialement complémentaires. Ces circonstances devraient donc faciliter les accords de partenariat dans l'intérêt des deux parties.

4- CADRE LEGISLATIF DES INVESTISSEMENTS ETRANGERS ET DES TRANSFERTS DE TECHNOLOGIE

4.1 Régimentation des investissements étrangers

Le cadre juridique des investissements étrangers au Mexique était traditionnellement complexe. La loi de 1973 limitait officiellement à 49 % la participation de l'investissement étranger dans une société mexicaine, mais le contrôle majoritaire était possible. Ceci dépendait d'une résolution de la Commission Nationale des Investissements Etrangers (CNIE) qui statuait en fonction de "critères" politico-économiques : part du chiffre d'affaires réalisé à l'export, intérêt du transfert de technologie, localisation, création d'emplois, etc....

Le système était théoriquement souple (il permettait toutes les solutions) mais comptait une part non négligeable de négociation avec les autorités.

Une nouvelle réglementation est entrée en vigueur en mai 1989, tendant à libéraliser le régime des investissements étrangers au Mexique. Elle vise surtout à assouplir les dispositions de la loi de 1973 et simplifier les procédures d'obtention d'autorisations, qui s'étaient auparavant sur une année en moyenne, et qui constituaient un frein à l'investissement étranger.

Certains secteurs sont toujours réservés à l'Etat (extraction d'hydrocarbures, pétrochimie primaire, énergie nucléaire, production et distribution d'électricité, etc...).

Cependant, la liste des secteurs d'activités accessibles aux étrangers a été considérablement élargie : quelques-uns d'entre eux, jusque là réservés aux nationaux, sont maintenant ouverts à une participation étrangère pouvant aller jusqu'à 49 %. C'est le cas des télécommunications, des pièces détachées d'automobile ou de la pétrochimie secondaire.

Dans la plupart des autres secteurs, correspondant approximativement aux deux tiers de l'économie, l'investissement étranger peut atteindre 100 % du capital des sociétés mexicaines, l'autorisation de la Commission Nationale des Investissements Etrangers (CNIE) étant donnée automatiquement à l'enregistrement.

Les entreprises étrangères doivent néanmoins remplir les conditions suivantes :

- le montant total de l'investissement dans la période préalable au démarrage des activités ne doit pas dépasser 100 millions de US \$.
- l'investissement doit provenir de l'étranger.
- le projet doit être situé hors des zones à forte concentration industrielle (Mexico, Guadalajara et Monterrey). Il n'y a par contre aucune restriction pour les investissements concernant les services.
- le solde de l'ensemble des opérations en devises doit être équilibré pendant les trois premières années d'activité.
- l'investissement doit créer des emplois permanents.
- l'investissement doit utiliser des "technologies adéquates" et respecter la réglementation en matière d'environnement.

Si le projet ne correspond pas à ces critères, il doit être approuvé au préalable par CNIE, mais les nouveaux textes prévoient dans ce cas un accord automatique si la Commission ne répond pas dans les délais de 45 jours suivant la demande.

Pour plus ample information, le lecteur pourra se référer au texte de ce règlement joint en annexe 9.

En ce qui concerne les investissements dans le secteur bancaire, la nouvelle loi de crédit du 18 juillet 1990 autorise les participations étrangères. Le total de la participation étrangère dans les groupes financiers comme dans les banques ne peut cependant excéder 30 % du capital et la part de chaque actionnaire 5 % du capital.

Rapatriement des profits et dividendes

Les profits et dividendes distribués après impôts sont librement transférables sous réserve que la société soit inscrite au Registre National des Investissements Etrangers (RNIE) et qu'elle respecte les exigences légales de constitution de réserves d'intéressement du personnel ainsi que les impôts et les taxes.

Aucune disposition n'interdit d'ailleurs le rapatriement du capital par achat de devises sur le marché libre.

4.2 Transferts de technologie

Un nouveau règlement sur les conditions du transfert de technologie est intervenu en janvier 1990. Il modifie un dispositif caractérisé jusque là par une forte intervention de l'Etat.

Désormais, les contrats peuvent être librement négociés entre les parties, les taux des redevances ne sont plus limités et la limite de 10 ans est abolie.

Les contrats peuvent être rédigés en n'importe quelle langue, une traduction en espagnol doit toutefois être déposée.

L'enregistrement auprès du Registre National des Transferts de Technologie (RNTT) subsiste, mais cet organisme dispose d'un délai de 90 jours pour répondre.

4.3 La propriété industrielle

La nouvelle "loi de développement et de protection de la propriété industrielle" publiée au journal officiel mexicain du 27 juin 1991 est très novatrice pour le Mexique, notamment en matière de protection des brevets.

Les principaux objectifs poursuivis par le gouvernement lors de l'élaboration de cette loi étaient les suivants :

- offrir une protection juridique aux innovations des industriels mexicains,

- moderniser l'industrie mexicaine et faciliter les transferts de technologie en donnant une sécurité juridique aux étrangers titulaires de brevets,
- adapter la législation à celle des autres pays du GATT (dont le Mexique est membre depuis 1988),
- permettre de manière générale une insertion harmonieuse du Mexique dans le marché mondial.

L'adoption de cette loi coïncide également avec le début des négociations pour la création du Traité de Libre Commerce (TLC) avec les Etats-Unis et le Canada.

La nouvelle loi mexicaine dénommée LFPI (Ley de Fomento y Protección de la Propiedad Industrial) répertorie en premier lieu les différents organismes intervenant en matière de protection industrielle, décrit ensuite le régime de protection des brevets, modèles, dessins et secrets industriels, marques, noms commerciaux, etc.....

Les principales innovations de cette loi font l'objet de l'annexe 10.

4.4 L'investissement étranger au Mexique

<u>Investissement étranger direct</u> (en millions US \$)	<u>1988</u>	<u>1989</u>	<u>1990</u>	<u>1991</u> (nov.)
Flux	3157	2500	3723	3453
Inv. cumulé	24084	26587	30310	33740
<u>Investissement français</u>				
Flux	152	16,5	181	481
Inv. cumulé	748	765	946	1427
Part	3,1%	2,9%	3,1%	4,2%

Sur la base du total cumulé, les Etats-Unis représentent le premier pays investisseur au Mexique avec 63 % du total, suivi de très loin par le Royaume Uni avec 6,5 %, la France n'arrivant dans ce palmarès qu'en sixième place après l'Allemagne, le Japon et la Suisse.

4.5 Formes d'implantation

a/ Succursale

En raison des contraintes imposées par le législateur mexicain, la création d'une succursale offre peu d'avantages pour une société étrangère :

- celle-ci doit obtenir l'autorisation de la CNIE,
- la succursale ne peut être propriétaire ni d'un terrain, ni d'un immeuble.

- la base d'imposition est plus importante dans la mesure où les versements de redevances et intérêts effectués à la maison-mère ne sont pas déductibles.

b/ Filiale

Les activités commerciales sont régies par le Code de commerce mexicain.

Les formes de sociétés les plus utilisées par les investisseurs étrangers sont :

- la société anonyme (Sociedad anónima, S.A.)
- la société à capital variable (Sociedad anónima de capital variable, S.A. de C.V.).

Les deux types de sociétés fonctionnent de manière identique, à quelques exceptions près. Cependant, les investisseurs étrangers ont plutôt recours à la SA de CV, dont le capital peut varier sur simple décision du Conseil de direction, ce qui n'est pas le cas de la SA qui doit obtenir l'autorisation du Ministère des Relations Extérieures.

5 - CADRE DE RAPPROCHEMENT DES ENTREPRISES

Ce cadre concerne essentiellement le cas des PME, qui constituent, quel que soit le pays considéré, plus de 95 % des adhérents des organisations professionnelles de la mécanique.

Ce cadre se doit d'être suffisamment souple afin de pouvoir intégrer tous les particularismes pouvant se présenter ; il doit cependant s'appuyer sur des bases saines et réalistes qui conditionnent en grande partie la faisabilité des projets.

Trois conditions semblent plus particulièrement devoir être vérifiées dans chaque cas considéré :

- la viabilité de l'accord de partenariat, qui ne sera assurée que dans la mesure où les deux partenaires tireront de cet accord une part équitable de bénéfices. En clair, tout accord dans lequel une seule des parties est bénéficiaire s'appuie sur des bases non réalistes et est voué à l'échec.
- la complémentarité des entreprises, tant sur le plan commercial que des produits et technologies, facteur qui assure la convergence des intérêts réciproques,
- la taille des candidats qui devra dépasser un minimum critique afin :
 - . sur le plan des moyens humains et financiers, de pouvoir assurer la réalisation et le suivi du projet,
 - . sur le plan technique, en ce qui concerne le bailleur, de disposer d'une technologie avancée de produit ou de fabrication justifiant le transfert ; et, pour le partenaire de ce bailleur, d'avoir une capacité d'assimilation de cette technologie, de commercialisation et d'exportation des produits dans la zone.

Dans les deux cas il est intéressant, sinon indispensable, que les entreprises soient réellement représentatives sur leur marché pour les produits considérés ou des produits proches (connaissance du marché, de la clientèle, de la distribution, etc...), qu'elles aient une couverture commerciale nationale et une certaine expérience de l'exportation.

Bien qu'avec de multiples variantes possibles, trois types classiques d'accords peuvent exister ou se succéder chronologiquement dans le temps, entre partenaires, en fonction de la consolidation de leurs relations, de l'évolution des marchés, des contextes économiques, etc....

1 - Partenariat commercial

Dans ce type d'accord, les relations entre partenaires sont essentiellement commerciales. Il s'agit de représenter et distribuer sur son marché, intérieur et d'exportation, un produit ou une famille de produits qui complète la gamme de produits déjà représentés ou fabriqués en prospectant la même clientèle ou une clientèle proche.

Les nouveaux matériels pourront représenter un complément de gamme horizontal ou vertical, et dans ce dernier cas les matériels représentant un haut de gamme avec des caractéristiques techniques plus élaborées, s'adresseront à une clientèle plus exigeante.

Le premier stade de collaboration permet aux partenaires de mieux se connaître eux-mêmes, de se familiariser avec la gamme de matériels de leur partenaire, d'analyser et tester les marchés possibles de ces produits :

- adéquation du produit au marché,
- modifications ou adaptations souhaitables,
- niveau de prix,
- problèmes de service après-vente, etc...

Après cette première phase d'observation et de pénétration des marchés (intérieur et d'exportation), une intégration locale, partielle ou totale, pourra être envisagée si des critères essentiellement économiques la justifient.

Le partenariat commercial évoluera alors progressivement vers le partenariat industriel.

2 - Partenariat industriel

Dans ce cas, au partenariat commercial qui pourra toujours subsister pour une partie de la gamme, ou par des achats de matériels et composants, pourra se superposer un partenariat industriel, impliquant entre partenaires, pour une fabrication partielle ou totale locale :

- des transferts de technologie concernant les produits (licence de fabrication, plans,....),
- des transferts de savoir-faire afin de maîtriser la fabrication,
- de l'assistance technique pour la mise en place d'un "système qualité" dans l'entreprise, d'une nouvelle organisation ou gestion, etc...
- de la formation de personnel, soit directement en entreprise ou indirectement par des programmes de coopération entre le CETIM et les centres techniques locaux, etc....

Tous ces échanges supposeront pour le partenaire mexicain une élévation de son niveau technologique général et une amélioration de sa productivité.

3 - Co-investissement ou participation financière

Ce type de partenariat lie financièrement les deux sociétés, soit pour la création d'une société commune de fabrication ou de commercialisation, soit par des prises de participation financière, univoques ou réciproques, dans les sociétés.

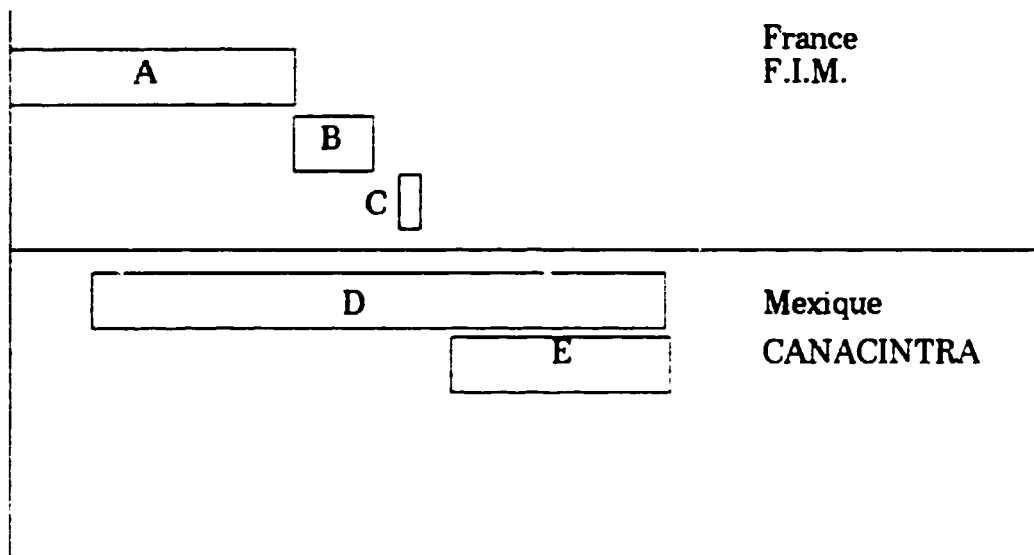
6 - DEROULEMENT DE LA MISSION

L'action complète envisagée pour ce programme comporte 4 parties distinctes dont uniquement les deux premières sont intégrées dans cette mission.

1 - Préparation en France et au Mexique

Cette préparation a consisté en une promotion de ce programme auprès des diverses structures professionnelles (une dizaine de syndicats) du secteur, des biens d'équipement de la Fédération des Industries Mécaniques en France et de la Canacintra au Mexique (section du Consejo Coordinador de las Industrias de Bienes de Capital), ainsi qu'une identification des entreprises intéressées par ce programme et par des accords de coopération avec des partenaires de l'autre pays.

Les opérations suivantes ont eu lieu simultanément en France et au Mexique, suivant le schéma indiqué ci-dessous.



- A - Promotion du programme et identification des entreprises françaises intéressées à conclure des accords de partenariat avec des entreprises mexicaines
- B - Réunion avec ces entreprises et analyse des dossiers
- C - Envoi à Canacintra de chacun de ces dossiers comportant :
 - . une fiche synthétique de l'entreprise avec sa documentation
 - . la description de l'objectif visé et du profil de partenaire recherché
- D - Promotion du programme et identification des entreprises mexicaines intéressées à conclure des accords de partenariat avec des entreprises françaises.
- E - Recherche spécifique des partenaires possibles pour les entreprises composant la demande française, dont fiches et documentation ont fait l'objet de l'envoi C

Ce travail de préparation a permis d'identifier dans un premier temps 8 entreprises (cf. annexe 11), fabriquant les biens d'équipement suivants :

- machines outils de rodage,
- presses hydrauliques,
- fours de fusion,
- équipements spéciaux de climatisation industrielle,
- matériels de TP (chargeuses, pelles hydrauliques, ...)
- matériels pour la construction et la réparation des routes,
- chariots élévateurs embarqués,
- technologie pour traitement des eaux de l'industrie du cuir.

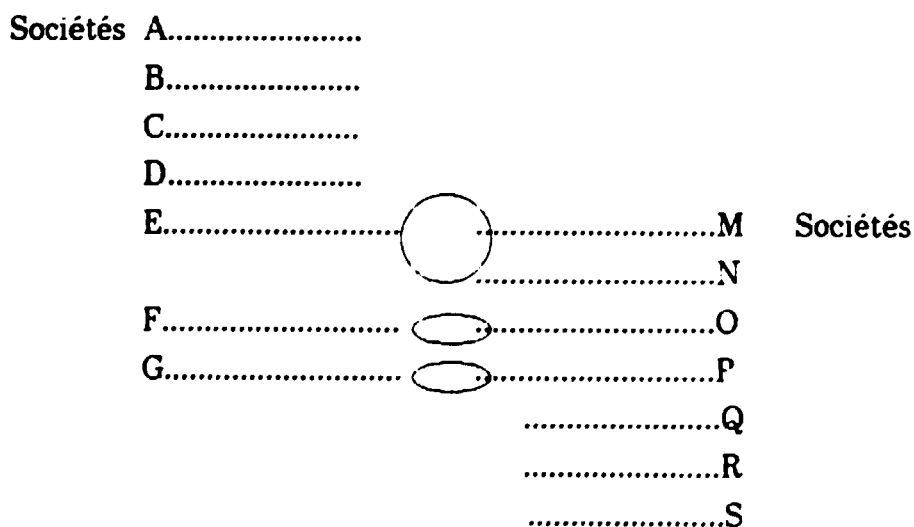
2 - Mission au Mexique

Celle-ci devait permettre de visiter les entreprises mexicaines intéressées par le programme, de mieux préciser leurs objectifs et le type de partenaire recherché.

La comparaison des deux demandes devait permettre de constituer les premiers couples possibles de partenaires en vue d'une étude plus approfondie des dossiers.

Demande française

Demande mexicaine



A, B, C, D : demandes sans partenaires du côté mexicain

Q, R, S : demandes sans partenaires du côté français

E.M)

E.N) demandes concordantes,

F.O) couples de partenaires possibles

G.P)

Compte tenu des préoccupations créées par les négociations sur le Traité de libre-échange entre le Mexique et les Etats-Unis, et les craintes très vives que l'application de cet accord suscite auprès des constructeurs mexicains de biens d'équipement, le délai de préparation de cette mission du côté mexicain s'est avéré trop court, les réponses permettant l'identification de la demande mexicaine ne se faisant connaître qu'avec un grand retard.

De ce fait, le déroulement du programme a été perturbé et les visites réalisées n'ont concerné qu'un nombre limité d'entreprises, ne représentant qu'un pourcentage très faible par rapport à la demande potentielle mexicaine.

Les demandes identifiées (cf. annexe 12) ont concerné les matériels suivants :

- matériels pour la construction et réparation de routes,
- matériels de manutention de produits en vrac,
- chaudières industrielles et technologies d'économie d'énergie,
- pompes de process et de dosification,
- pompes pour l'industrie alimentaire.

3 - Recherche complémentaire de partenaires en France et au Mexique.

Cette recherche correspondra aux demandes identifiées et non encore satisfaites : sociétés A, B, C et D côté français, sociétés Q, R et S côté mexicain.

Une fois identifiés les partenaires possibles, tant en France qu'au Mexique, un dossier succinct avec documentation technique sera envoyé au demandeur pour accord de principe.

4 - Mission d'industriels

A la suite de ce travail de promotion, ayant permis l'identification des demandes et la constitution de couples possibles de partenaires, une mission d'industriels mexicains en France ou d'industriels français au Mexique pourrait être organisée dans le but de réaliser les premiers contacts directs entre partenaires industriels.

A la fin de la mission, deux objectifs devraient être atteints :

- 1 - démarrer le rapprochement et le dialogue entre partenaires potentiels en vue d'accords formels de coopération,
- 2 - par la promotion et les contrats que cette mission favoriserait, susciter de nouvelles demandes, tant du côté français que mexicain, permettant d'assurer la continuité de ce programme.

7 - CONCLUSION ET PLAN D'ACTION

L'objectif de cette mission préparatoire n'était pas de procéder à une identification exhaustive de la demande mexicaine en matière de partenariat, donc de procéder de manière extensive au niveau de la promotion du programme et de la récupération d'information, mais plutôt d'identifier une demande limitée à une vingtaine d'entreprises par exemple, et d'essayer, par le traitement concret de ces demandes, de faire aboutir quelques accords de partenariat, la méthodologie de la demande à travers les organisations professionnelles respectives pouvant servir d'exemple pour d'autres actions ultérieures.

La mission d'industriels envisagée soit en France soit au Mexique permettrait, tant par les contacts collectifs qu'individuels qui pourraient être organisés à cette occasion, de promouvoir le programme, de crédibiliser la demande, de susciter certainement d'autres demandes et finalement d'assurer la continuité de ce programme.

Les préoccupations actuelles que la signature de l'ALENA suscite auprès du secteur des biens d'équipement mexicain, et le temps relativement court de préparation de cette mission n'ont pas permis d'avoir à temps une réponse suffisamment représentative de la part de ce secteur. Une mission ultérieure a donc été envisagée dont la programmation indicative pourrait être celle indiquée par le tableau ci-après.

1992		1993						
Nov	Dic	Janv	Fev	Mar	Avr	Mai	Juin	Juil
A		B		D		E	F	
			C					

Description des actions :

- A : Information directe aux Présidents des sections concernées par le programme et sa promotion
- B : Identification des entreprises intéressées par le programme, définition précise de l'intérêt manifesté et cadre de collaboration recherché
- C : Elaboration de la demande mexicaine
- D : Diffusion de la demande mexicaine entre les membres de la Fédération des Industries Mécaniques et identification de partenaires possibles

E : Mission de premier contact au Mexique, avec documentation du partenaire français et cadre de collaboration proposé. Vérification de l'adéquation "demande-offre" dans les deux sens : France-Mexique. Mexique-France.

F : Mission d'industriels

La réalisation de cette deuxième mission au cours du premier semestre de 1993 devrait permettre de tirer des conclusions définitives sur les orientations possibles et les suites à donner à ce programme.

ANNEXE 1

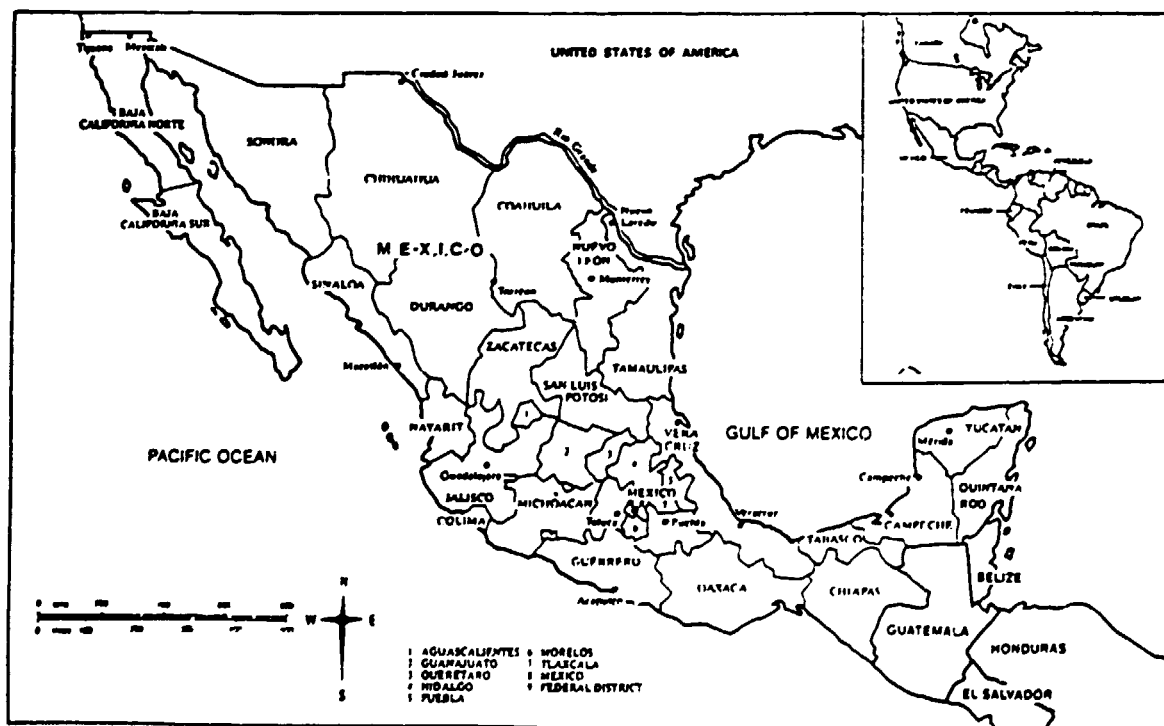
GEOGRAPHIE ET POPULATION

1- Principaux chiffres

Population	85 millions (50 % a moins de 20 ans)
Population active	30 %
Langue	Espagnol
Monnaie	Peso mexicain
Taux de change	≈ 3000 pesos/US \$
PIB(1990)	224 milliards US \$
PIB per capita (1990)	2635 US \$
Exportations totales(1990)	26.800 millions US \$
Dette extérieure	93.600 millions US \$
Inflation (1990)	21 %

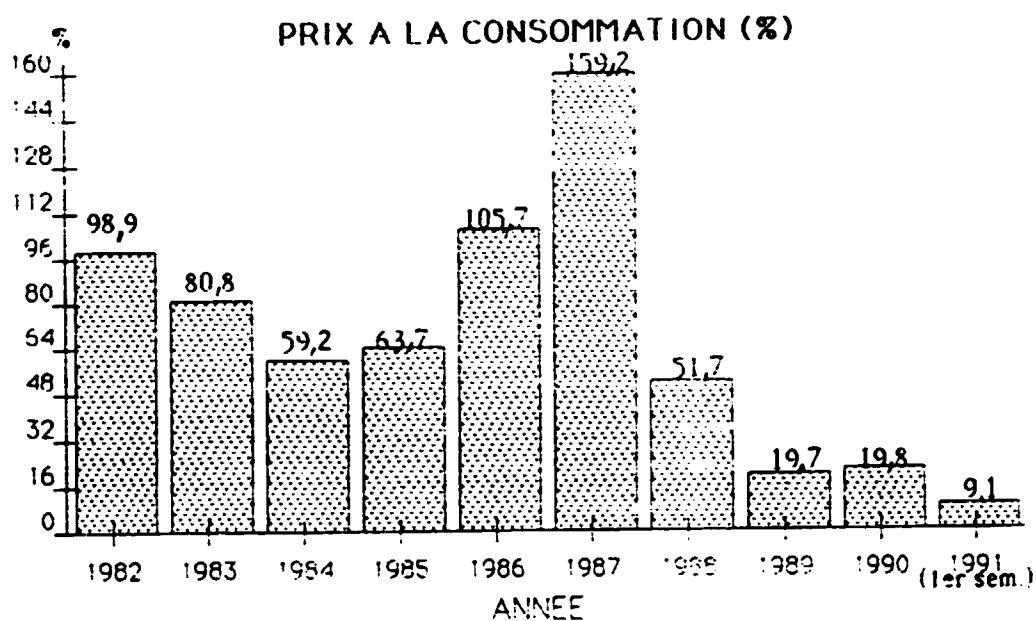
2- Géographie

Superficie : 5 fois la France
Structure : 31 Etats et un District fédéral

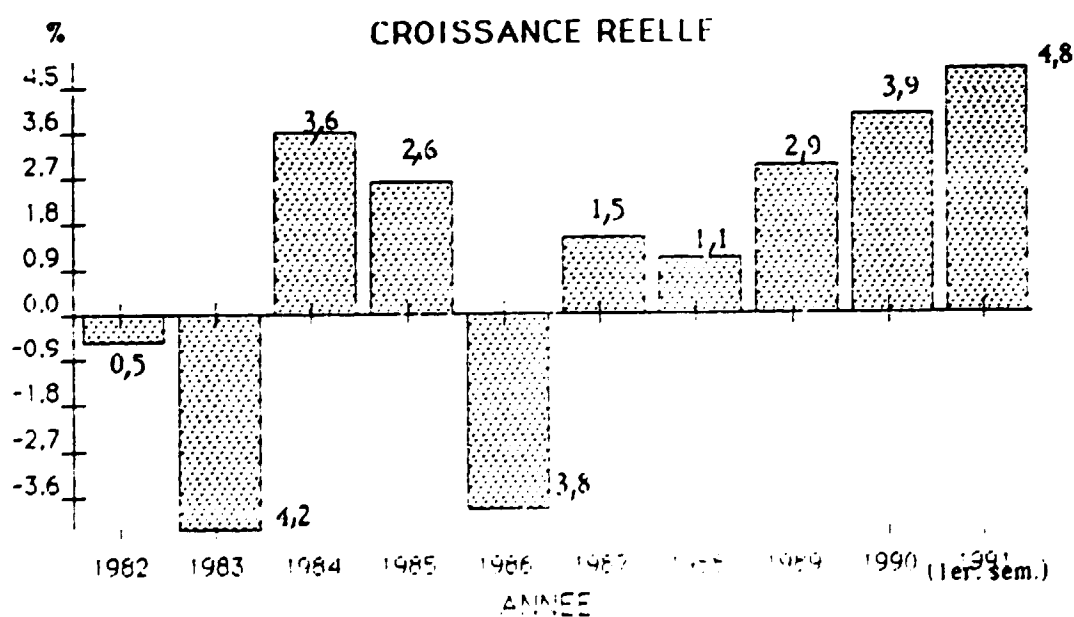


ANNEXE 2

EVOLUTION DE L'INFLATION ET DE LA CROISSANCE (1982-1990)



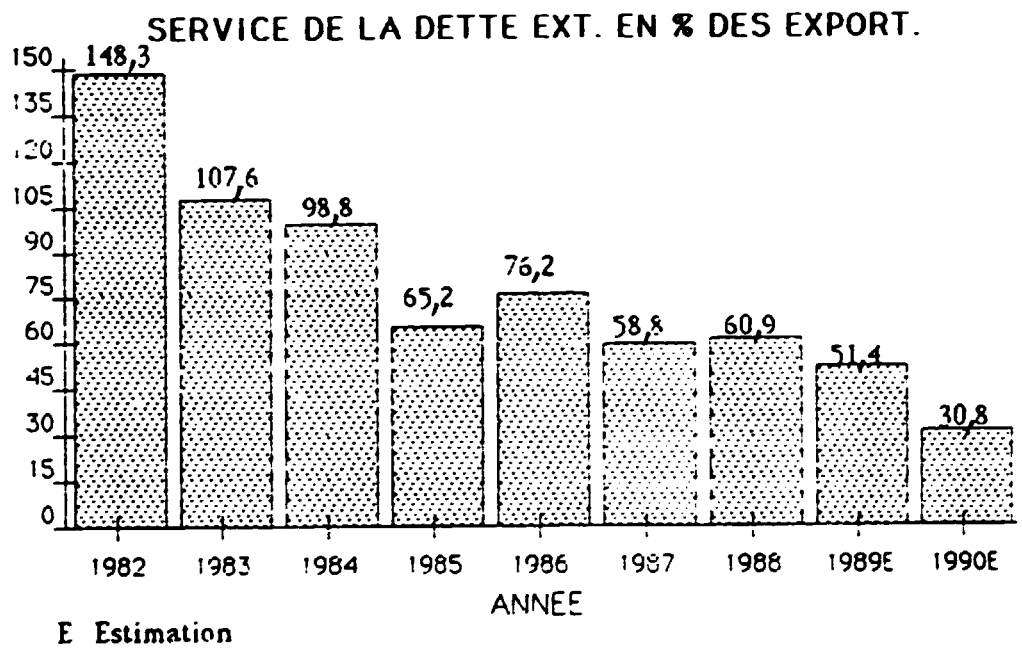
Source : Banque de Mexico



Source : Banque de Mexico

ANNEXE 3

SERVICE DE LA DETTE



Source CIEMEX-WEFA

ANNEXE 4
COMMERCE EXTERIEUR

1- LIBERALISATION DU COMMERCE

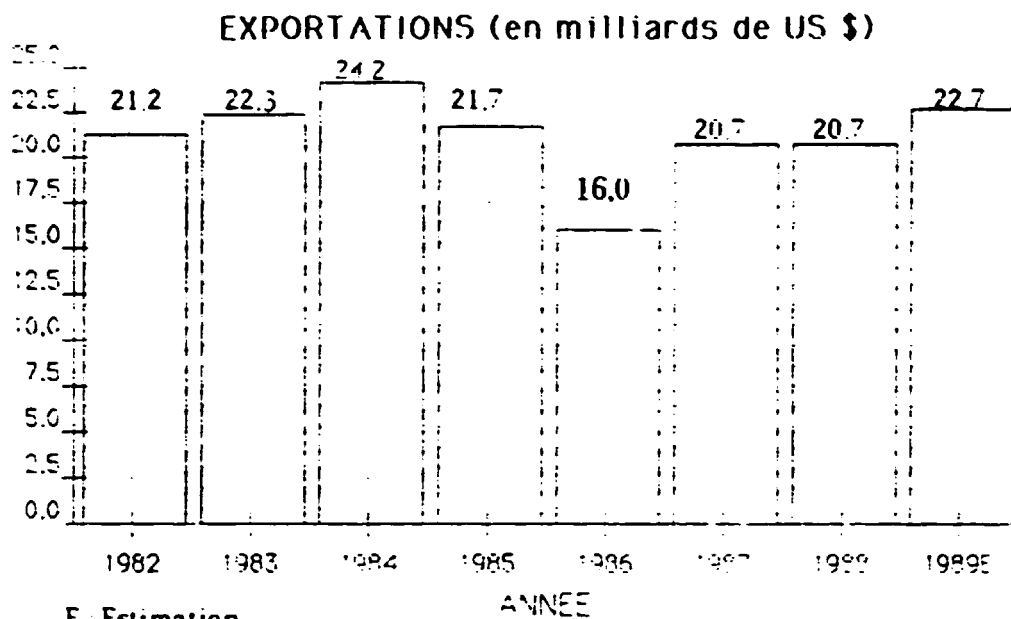
Après l'entrée du Mexique au GATT, en 1986, le commerce a été libéralisé et les droits de douane considérablement réduits.

	1985	1990
DROITS D'IMPORTATION	0-100 %	0-20 %
MOYENNE	27 %	9,6 %

STRUCTURE DES DROITS D'IMPORTATION (Décembre 1990)

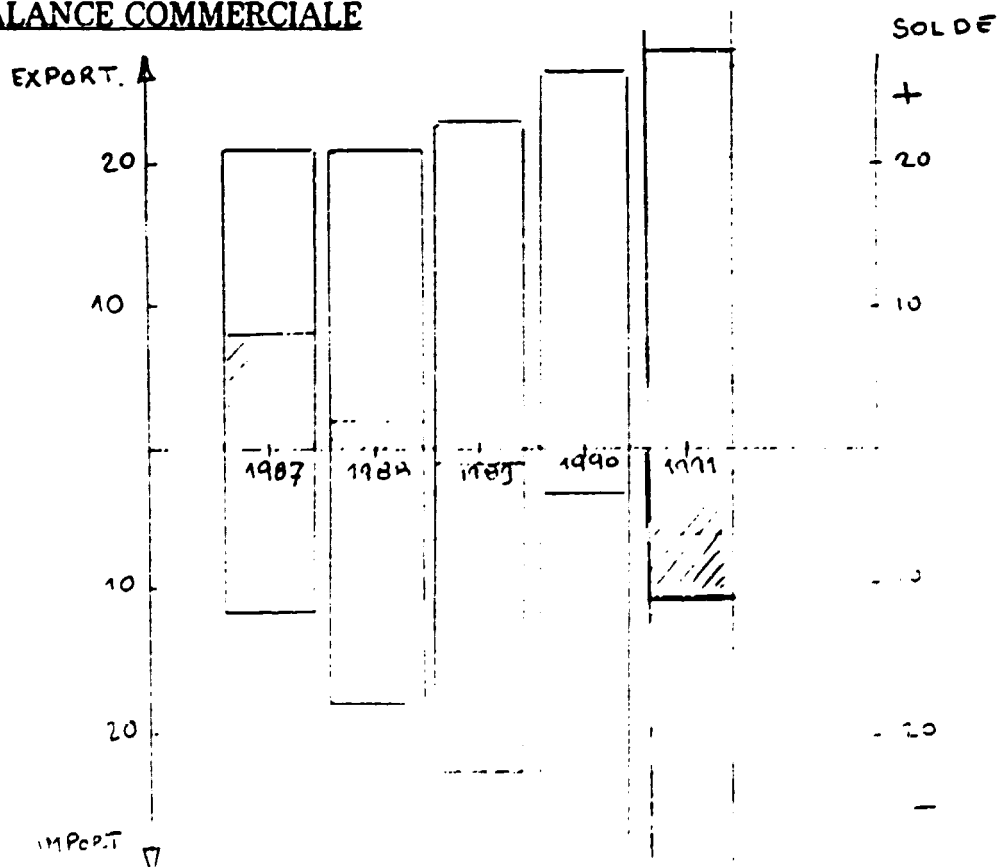
DROITS(%)	PRODUITS	PARTICIPATION
TOTAL	11,838	100
0	248	2.1
5	84	0.7
10	5,872	49.6
15	3,254	27.5
20	2,380	20.1

2- EXPORTATIONS

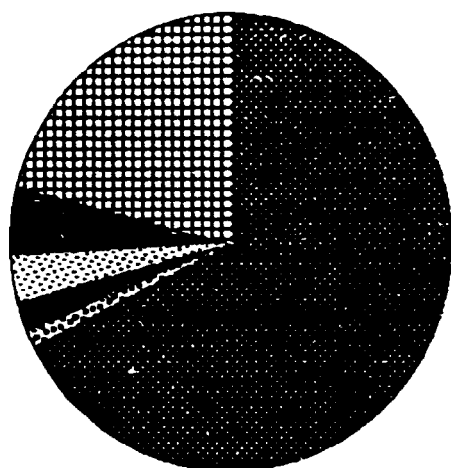


	1982	1989
Exports pétroliers	78%	88%
Exports non pétroliers	22%	12%

3- BALANCE COMMERCIALE



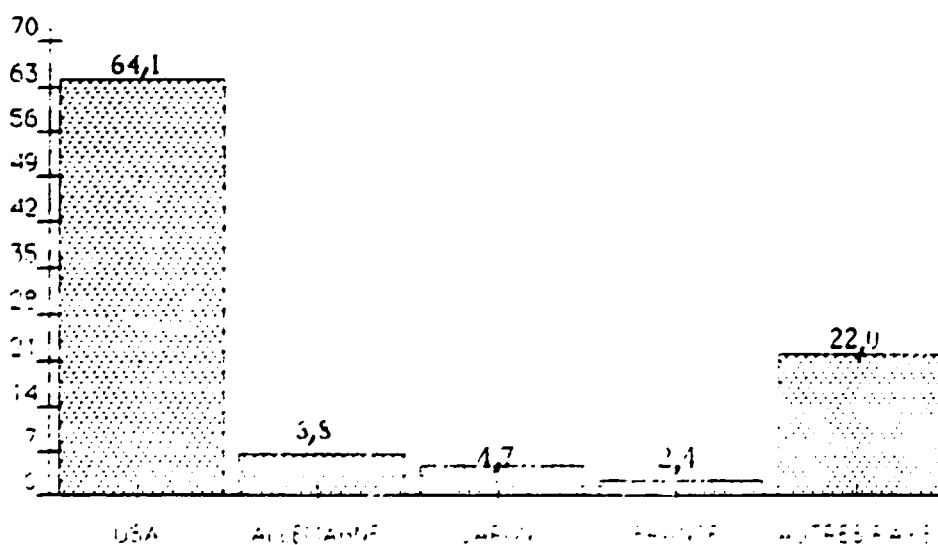
4- PARTENAIRES COMMERCIAUX



■ USA	67.4%
▣ U.K.	1.1%
■ FRANCE	2.2%
▣ ESPAGNE	3.4%
■ JAPON	5.0%
▣ AUTRES PAYS	20.9%

5- REPARTITION ET ORIGINE DES IMPORTATIONS

Biens de consommation : 17%
 Biens d'équipement : 23%
 Biens intermédiaires : 60%



ANNEXE5

INDICATEURS ECONOMIQUES

	1989	1990	1991
• PIB (milliards de US \$)	201,4	224,0	
Croissance réelle en %	2,9	4,4	3,6
• INFLATION	19,7	20,9	18,8
• COMMERCE EXTERIEUR (Millions de US\$)			
Exportations totales	22764	26838	27120
Croissance en %		+17,8	+1
Importations totales	23409	31272	38184
Croissance en %		+33	+22
• BALANCE COMMERCIALE (Millions de US\$)	-645	-4434	-11064
• COMMERCE BILATERAL FR-MEX			
Solde (millions de francs)	478	-73	2423
Taux de couverture en %	111	98	167
• COMPTE DE CAPITAL (millions de US \$)	3053	8900	20179
• RESERVES BANQUE CENTRALE (millions de US \$)	6860	10293	18095
• TAUX D'INTERET ANNUEL Cetes 28 jours en %	40,66 déc.	23,5 déc.	21,3
• TAUX DE CHANGE PESO/US \$			
Libre, fin de période	2667	2969	
Libre, moyenne annuelle (en casa de cambio bancaria)	2448	2800	
• BARIL DE PETROLE (US \$)		moyenne annuelle	
Istmo	17,16	21,94	
Maya	14,53	17,00	

ANNEXE6

1- PROGRAMME DE PUISSANCE ELECTRIQUE A INSTALLER

<u>PROGRAMME</u>	<u>1990</u>	<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>	<u>1994</u>
(nov. 1989)	27672	28367	29822	32680	34865
(mai 1990)					33600
(sept. 1990)					32000

2- PUISSANCE INSTALLEE EN OPERATION AU 31 DECEMBRE DE CHAQUE ANNEE (MW)

	<u>1986</u>	<u>1987</u>	<u>1988</u>	<u>1989</u>	<u>1990</u>
HYDROELECTRIQUE	6532	7546	7749	7761	7805
THERMOELECTRIQUE					
*FUEL	9949	10299	10800	11301	11367
*CYCLE COMBINE	1450	1550	1624	1618	1687
*TURBINE A GAZ	1789	1789	1792	1770	1700
*COMBUSTION INTERNE	111	111	89	89	89
*GEOtherMIQUE	535	650	700	700	705
*A CHARBON	900	1200	1200	1200	1200
*NUCLEAIRE					675
TOTAL	21266	23145	23954	24439	25298

3- OUVRAGES EN CONSTRUCTION EN 1990
(Mise en service 1991-1995)

<u>PROJETS</u>	<u>UNITES</u>	<u>CAPACITE</u> (MW)	<u>LIEU</u>	<u>DATE MISE EN</u> <u>SERVICE</u>	<u>EN %</u>
HYDROELECTRIQUES					
Agua Prieta	2	240	Zapopan, Jal.	OCT/91	74,6
Comedero	2	110.0	Cosala, Sin.	JUL/91	83,0
Aguamilpa	3	960	Tepic, Nay.	JUIN/95	12,3
Zimapàn	2	280	Zimapàn, Hgo.	FEV/95	9,0
SOUS-TOTAL	9	1,590.0			
GEOOTHERMIQUES					
Boca Pozo los Humeros	4	20.0	Chingnaultla, Pue.	(4)	76,4
Boca Pozo los Azufres	2	10.0	Zinapécuaro, Mich.	AOÛT/90	100,0
SOUS-TOTAL	6	30.0			
FUEL					
Adolfo Lopez Mateos	2	700.0	Tuxpan, Ver.	FEV/91(?)	98,9
Gpe. Victoria (Lerdo)	2	320.0	Lerdo, Dgo.	MAI/91	95,7
Presidente Juárez (Rosarito II)	2	320	Tijuana, B.C.	JUIL/91	92,8
San Carlos	2	65.0	Comondú, B.C.S.	AOUT/91	74,6
Felipe Carrillo Puerto (Valladolid)	2	75.0	Valladolid, Yuc.	SEP/91	87,0
Petacalco Lázaro Cárdenas	2	700.0	La Unión, Gro.	MAI/93	39,4
SOUS-TOTAL	12	2,180.0			
CYCLE COMBINE					
Felipe Carrillo Puerto (Valladolid)	3	220.0	Valladolid, Yuc.	AVR/91	84,4
SOUS-TOTAL	3	220.0			
ACHARBON					
Carbón II	2	700	Nava, Coah.	OCT/92	49,2
SOUS-TOTAL	2	700			
NUCLEAIRE					
Laguna Verde	1	675.0	Alto Lucero, Ver.	JUIN/94	86,2
SOUS-TOTAL	1	675.0			
TOTAL GENERAL	32	5,395			

ANNEXE 7

L'INDUSTRIE "MAQUILADORA"

1 - Règles générales

L'industrie "maquiladora" est régie par un décret du 22 décembre 1989. L'approbation et l'enregistrement des "maquiladoras" se réalisent à la SECOFI (Ministère du Commerce et de l'Industrie) grâce à un guichet unique. L'approbation accordée est valable indéfiniment et non plus pour une période de 2 ans renouvelable, comme c'était le cas auparavant.

Les maquiladoras doivent respecter les quatre principes suivants :

- créer des emplois,
- renforcer la balance commerciale du Mexique en apportant un solde net de devises,
- contribuer à une plus grande intégration industrielle et élever le niveau de compétitivité industrielle du Mexique,
- aider à la formation professionnelle de son personnel et participer au transfert de technologie en faveur du Mexique.

Les personnes physiques de nationalité mexicaine ou les personnes morales créées en conformité avec la loi mexicaine peuvent proposer un programme de "maquiladora", de même que les entreprises déjà établies sur le marché mexicain, qui peuvent demander le bénéfice du statut de "maquiladora" pour la part oisive de leur capacité de production.

Les "maquiladoras" peuvent être situées dans n'importe quelle zone du territoire mexicain. On constate cependant, compte tenu de leurs objectifs d'exportation, que plus de 85 % de ces entreprises sont localisées le long de la frontière avec les Etats-Unis.

L'autorisation du programme donne droit à l'importation en franchise de tout l'équipement et matières premières nécessaires à la fabrication.

La production est destinée à l'exportation : cependant, les "maquiladoras" peuvent être autorisées, sous des conditions bien précises, à vendre sur le marché mexicain jusqu'à 50 % de leur production.

Les maquiladoras peuvent se présenter sous quatre formes différentes :

- "Twin plants" (unités jumelles)
La "maquiladora" est alors une entreprise subsidiaire d'une société étrangère qui détient la totalité de son capital. Elle réalise un process, un produit ou toute la production de la société mère, installée aux Etats-Unis, qui en assure l'intégration sur le produit final et/ou la commercialisation.

- Co-investissement.

Dans ce cas, une partie du capital de la maquiladora est mexicain. Cette solution apporte plusieurs avantages :

- . la société peut bénéficier d'aides financières et fiscales de la part du gouvernement fédéral.
- . une partie de la production pourra être commercialisée sur le marché national.

- Sous-traitance

Dans le cadre d'un accord entre une société étrangère et une société mexicaine, celle-ci met à disposition du donneur d'ordre étranger une partie ou la totalité de sa capacité de production. Le donneur d'ordre étranger peut fournir la matière première, les machines éventuellement, ainsi que les équipements de contrôle de qualité. La facturation se fait soit par pièce ou par heure/homme travaillée.

- Programme dit "shelter"

Une entreprise étrangère passe un contrat avec une société mexicaine dans le but de s'implanter au Mexique. Elle apporte sa technologie, les machines, l'outillage et les matières premières : elle assure l'encadrement et la gestion technique de la production.

L'entreprise mexicaine apporte le local, le personnel de production et administratif, assure les divers services (comptable, financier, de transport,...) et se responsabilise de toutes les formalités juridiques et légales. Elle assure également les relations industrielles et publiques ainsi que toutes les activités nécessaires au fonctionnement de l'unité de production.

Le contrat se négocie généralement pour une durée de 3 ans, au terme de laquelle peuvent être envisagées deux possibilités : le renouvellement du contrat ou l'option achat.

La facturation de la prestation se fait sur la base d'un prix forfaitaire par heure/homme travaillée, dégressif en fonction de la taille de l'unité.

Cette solution permet à la société de prendre pied sur un marché sans apport de capital, de sonder le marché pendant 3 ans et d'opter pour une solution définitive après cette période.

2 - Conditions de fonctionnement

Plus de 85 % des "maquiladoras" sont implantées dans les villes mexicaines frontalières avec les Etats-Unis (Tijuana, Mexicali, Ciudad Juarez, Nogales,) qui se caractérisent souvent par un faible taux de chômage (3.5 % par exemple à Monterrey).

A l'exception des usines d'automobiles qui emploient un pourcentage important de professionnels et de techniciens, la plupart des "maquiladoras" réalisent essentiellement des travaux légers de fabrication et d'assemblage. La main-d'oeuvre utilisée est féminine à 80 %, peu qualifiée, d'un âge compris entre 17 et 22 ans. La rotation varie entre 8 et 12 % par mois pour le personnel ouvrier et entre 2 et 3 % pour le personnel d'encadrement. L'absentéisme est de l'ordre de 5 à 6 %.

L'ambiance dans ces entreprises est très paternaliste : on donne des primes de ponctualité, de fidélité, on organise des loisirs, on climatise les ateliers... tout est fait pour conserver le personnel.

Le coût de la main d'oeuvre en prenant comme référence le salaire minimum est de 0,82 \$/heure sur la base de 2400 heures travaillées par an. En réalité, les salaires versés peuvent doubler le salaire minimum, il faut donc compter sur un coût réel de main d'oeuvre de 1,60 à 1,70 dollars de l'heure.

A l'intérieur du pays, les salaires sont sensiblement inférieurs. Une entreprise de mécanique de la région de Mexico a indiqué par exemple les coûts salariaux suivants sur la base de 2400 h/an :

ouvrier professionnel :	1,2 dollars/heure
soudeur qualifié :	1,5 dollars/heure
ouvrier très qualifié :	2,2 à 2,5 dollars/heure
taux de secteur :	4,7 dollars/heure (27 dollars/h. aux USA)

ANNEXE 8

RESUME DU CONTENU DE L'ACCORD DE LIBRE-ECHANGE

NORD-AMERICAIN

•• Resumen del Contenido del Tratado de Libre Comercio de América del Norte, elaborado por los gobiernos de los Estados Unidos Mexicanos, Canadá y los Estados Unidos de América.

El 12 de agosto de 1992, el Secretario de Comercio y Fomento Industrial de México, Jaime Serra Puche; el Ministro de Industria, Ciencia y Tecnología y Comercio Internacional de Canadá, Michael Wilson; y la Representante Comercial de Estados Unidos, Carla Hills, concluyeron las negociaciones del Tratado de Libre Comercio de América del Norte (TLC). Funcionarios de los tres gobiernos recibieron el encargo de concluir el texto lo antes posible. Este se hará del conocimiento público una vez terminada su redacción. La siguiente descripción no constituye, en sí misma, un acuerdo entre los tres países, ni pretende interpretar el texto final.

Para facilitar su consulta, al final de este documento se incluye un resumen de las principales disposiciones del TLC relativas al medio ambiente.

Preámbulo

El preámbulo expone los principios y aspiraciones que constituyen el fundamento del Tratado. Los tres países confirman su compromiso de promover el empleo y el crecimiento económico, mediante la expansión del comercio y de las oportunidades de inversión en la zona de libre comercio. También ratifican su convicción de que el TLC permitirá aumentar la competitividad internacional de las empresas mexicanas, canadienses y estadounidenses, en forma congruente con la protección del medio ambiente. En el preámbulo se reitera el compromiso de los tres países del TLC de promover el desarrollo sostenible, y proteger, ampliar y hacer efectivos los derechos laborales, así como mejorar las condiciones de trabajo en los tres países.

Objetivos y otras disposiciones iniciales

Las disposiciones iniciales del TLC establecen formalmente una zona de libre comercio entre México, Canadá y Estados Unidos, de conformidad con el Acuerdo General sobre Aranceles Aduaneros y Comercio (GATT). Estas disposiciones proveen las reglas y los principios básicos que regirán el funcionamiento del Tratado y los objetivos en que se fundará la interpretación de sus disposiciones.

Los objetivos del Tratado son eliminar barreras al comercio, promover condiciones para una competencia justa, incrementar las oportunidades de inversión, proporcionar protección adecuada a los derechos de propiedad intelectual, establecer procedimientos efectivos para la aplicación del Tratado y la solución de controversias, así como fomentar la cooperación trilateral regional y multilateral. Los países miembros del TLC lograrán estos objetivos mediante el cumplimiento de los principios y reglas del Tratado, como los de trato nacional, trato de nación más favorecida y transparencia en los procedimientos.

Cada país ratifica sus respectivos derechos y obligaciones derivados del GATT y de otros convenios internacionales.

Para efectos de interpretación en caso de conflicto, se establece que prevalecerán las disposiciones del Tratado sobre las de otros convenios, aunque existan excepciones a esta regla general. Por ejemplo, las disposiciones en materia comercial de algunos convenios ambientales prevalecerán sobre el TLC, de conformidad con el requisito de minimizar la incompatibilidad de estos convenios con el TLC.

En las disposiciones iniciales se establece también la regla general relativa a la aplicación del Tratado en los diferentes niveles de gobierno de cada país. Asimismo, en esta sección se definen los conceptos generales que se emplean en el Tratado, a fin de asegurar uniformidad y congruencia en su utilización.

Reglas de origen

El TLC prevé la eliminación de todas las tasas arancelarias sobre los bienes que sean originarios de México, Canadá y Estados Unidos, en el transcurso de un período de transición. Para determinar cuáles bienes son susceptibles de recibir trato arancelario preferencial son necesarias reglas de origen.

Las disposiciones sobre reglas de origen contenidas en el Tratado están diseñadas para:

- asegurar que las ventajas del TLC se otorguen sólo a bienes producidos en la región de América del Norte y no a bienes que se elaboren total o en su mayor parte en otros países;
- establecer reglas claras y obtener resultados predecibles;
- reducir los obstáculos administrativos para los

exportadores, importadores y productores que realicen actividades comerciales en el marco del Tratado.

Las reglas de origen disponen que los bienes se considerarán originarios de la región cuando se produzcan en su totalidad en los países de América del Norte. Los bienes que contengan materiales que no provengan de la zona también se considerarán originarios, siempre y cuando los materiales ajenos a la región sean transformados en cualquier país socio del TLC. Dicha transformación deberá ser suficiente para modificar su clasificación arancelaria conforme a las disposiciones del Tratado. En algunos casos, además de satisfacer el requisito de clasificación arancelaria, los bienes deberán incorporar un porcentaje específico de contenido regional. El TLC contiene una disposición similar a la existente en el Acuerdo de Libre Comercio entre Canadá y Estados Unidos (ALC), que permite considerar los bienes como originarios, cuando el bien terminado se designe específicamente en la misma subpartida arancelaria que sus componentes y cumpla con el requisito de contenido regional.

El porcentaje específico de contenido regional podrá calcularse utilizando el método de valor de transacción o el de costo neto. El método de valor de transacción se basa en el precio pagado o pagadero por un bien, lo que evita recurrir a sistemas contables complejos. El método de costo neto sustrae del costo total del bien, los costos por regalías, promoción de ventas, empaque y embarque. En este último método se limita la carga financiera que se puede incluir en el cálculo. Por lo general, los productores tendrán la opción de utilizar cualquiera de los dos procedimientos; sin embargo, el de costo neto deberá utilizarse cuando el de valor de transacción no sea aceptable conforme al Código de Valoración Aduanera del GATT o para algunos productos como los de la industria automotriz.

Para que los productos de la industria automotriz puedan obtener trato arancelario preferencial, deberán cumplir con un determinado porcentaje de contenido regional basado en la fórmula de costo neto (que ascenderá a 62.5 por ciento para automóviles de pasajeros y camiones ligeros, así como motores y transmisiones para este tipo de vehículos; y a 60 por ciento para los demás vehículos y autopartes). Para calcular con mayor precisión el contenido regional en dichos productos, el valor de las autopartes que se importen de países no pertenecientes a la región, se identificará a lo largo de la cadena productiva. Para brindar flexibilidad administrativa a los productores de autopartes y vehículos automotrices terminados, el Tratado contiene disposiciones que permiten utilizar promedios de fabricación regional.

Una cláusula de mínimos evita que los bienes perdieran la posibilidad de recibir trato preferencial por el sólo hecho de contener cantidades muy reducidas de materiales "no originarios". Conforme a esta cláusula, un bien que en otras circunstancias no cumpliría con una regla de origen específica, se considerará originario de la región, cuando el valor de los materiales ajenos a ésta no exceda el siete por ciento del precio o del costo total del bien.

Administración aduanera

Con el propósito de asegurar que sólo se otorgue el trato arancelario preferencial a los bienes que cumplan con las reglas de origen, y de que los importadores, exportadores y productores de los tres países obtengan certidumbre y simplificación administrativa, el TLC incluye disposiciones en materia aduanera que establecen:

- reglamentos uniformes que asegurarán la aplicación, administración e interpretación congruente de las reglas de origen;
- un certificado de origen uniforme, así como requisitos de certificación y procedimientos a seguir por los importadores y exportadores que reclamen trato arancelario preferencial;
- requisitos comunes para la contabilidad de dichos bienes;
- reglas, tanto para importadores y exportadores como para las autoridades aduaneras, sobre la verificación del origen de los bienes;
- resoluciones previas sobre el origen de los bienes emitidas por la autoridad aduanera del país al que vayan a importarse;
- que el país importador otorgue a los importadores en su territorio y a los exportadores y productores de otro país del TLC, sustancialmente los mismos derechos que los otorgados para solicitar la revisión e impugnar las determinaciones de origen y las resoluciones previas;
- un grupo de trabajo trilateral que se ocupará de modificaciones ulteriores a las reglas de origen y a los reglamentos uniformes; y
- plazos específicos para la pronta solución de controversias entre los tres países signatarios, en torno a reglas de origen.

Comercio de bienes

El TLC incorpora el principio fundamental del Tratado de Libre Comercio de América del Norte, que es el de eliminar las barreras al comercio entre los miembros del Tratado.

discriminación. Este compromiso se extiende también a las disposiciones provinciales y estatales.

Acceso a mercados

Estas disposiciones establecen las reglas relativas a los aranceles y otros cargos, así como a restricciones cuantitativas entre las que se encuentran cuotas, licencias y permisos y requisitos de precios a importaciones o exportaciones que regiran al comercio de bienes. Asimismo, mejoran y hacen más seguro el acceso a los mercados de los bienes que se produzcan y comercien en la región de América del Norte.

Eliminación de aranceles. En el TLC se dispone la eliminación progresiva de todas las tasas arancelarias sobre bienes que sean considerados provenientes de América del Norte, conforme a las reglas de origen. Para la mayoría de los bienes, las tasas arancelarias vigentes serán eliminadas inmediatamente, o de manera gradual, en cinco o diez etapas anuales iguales. Las tasas aplicables a unas cuantas fracciones arancelarias correspondientes a productos sensibles, se eliminarán en un plazo mayor hasta en quince reducciones anuales iguales. Para propósitos de la eliminación, se tomarán como punto de partida las tasas vigentes el 1o. de julio de 1991, incluidas las del Arancel General Preferencial (GPT) de Canadá y las del Sistema Generalizado de Preferencias (SGP) de Estados Unidos. Se preve la posibilidad de que los tres países consulten y acuerden una eliminación arancelaria más acelerada a la prevista.

Restricciones a las importaciones y a las exportaciones. Los tres países eliminarán las prohibiciones y restricciones cuantitativas, tales como cuotas o permisos de importación que se aplican en frontera. Sin embargo, cada país miembro se reserva el derecho de imponer restricciones en frontera limitada, por ejemplo, para la protección de la vida o la salud humana, animal o vegetal o del medio ambiente. Existen, además, reglas especiales que se aplican a productos agropecuarios, automotrices, energía y textiles.

Devolución de aranceles (Drawback). El TLC establece reglas para la devolución de aranceles, en los materiales que sean utilizados en la producción de bienes que subsecuentemente se exporten a otro país miembro del TLC.

Los programas vigentes de devolución de aranceles serán eliminados el 1o. de enero del año 2001 para el comercio entre México y Estados Unidos y entre México y Canadá. El Tratado extenderá por dos años el plazo establecido en el ALC para la eliminación de programas de devolución de aranceles. En el momento en que estos programas se eliminen, cada país

la "doble tributación" en el pago de impuestos en los dos países, en el caso de bienes que aún se encuentren sujetos a impuestos en el área de libre comercio.

De conformidad con estos procedimientos, el monto de aranceles aduaneros que un país pueda eximir o devolver, de acuerdo con estos programas, no excederá el menor de:

- los aranceles pagados o que se adeuden sobre materiales empleados en la producción de un bien que después se exporte a otro país miembro del Tratado; o
- los aranceles pagados a ese país por concepto de la importación de dicho bien.

Derechos de trámite aduanero. Los tres países acordaron no aplicar nuevos cargos como los referentes al "derechos por procesamiento de mercancías" de Estados Unidos o los "derechos de trámite aduanero" de México. México eliminará estos derechos sobre los bienes originarios de América del Norte a más tardar el 30 de junio de 1999. Asimismo, Estados Unidos eliminará, a más tardar en la misma fecha, los derechos de este tipo que aplica a los bienes originarios de México. Respecto de los bienes originarios de Canadá, Estados Unidos está reduciendo estos derechos, mismos que quedarán eliminados el 1o. de enero de 1994, según lo dispuesto en el ALC entre Estados Unidos y Canadá.

Exención de aranceles. El TLC prohíbe la adopción de nuevos programas de exención arancelaria o de devolución de aranceles, con base en requisitos de desempeño. Los programas existentes en México se eliminarán a más tardar el 1o. de enero de 2001. De conformidad con las obligaciones del ALC, Canadá eliminará los programas de devolución de aranceles el 1o. de enero de 1998.

Impuestos a la exportación. El Tratado prohíbe fijar impuestos a la exportación, excepto cuando éstos también se apliquen a los bienes que se destinen al consumo interno. Se permiten algunas excepciones que permitirán a México aplicar impuestos a la exportación para hacer frente a una escasez grave de alimentos y de bienes de consumo básico.

Otras medidas relacionadas con la exportación. Cuando un país miembro del TLC imponga una restricción a la importación de un producto, no deberá reducir la proporción de la oferta total de ese producto que se ponga a disposición de los otros países miembros del TLC por debajo del nivel existente durante los tres años anteriores al momento acordado.

- no deberá imponer un precio mayor en las exportaciones a otro país miembro del TLC que el precio interno; o
- no deberá entorpecer los canales normales de su ministro.

Con base en una reserva estipulada por México, estas obligaciones no se aplican entre México y los otros países miembros del TLC.

Libre importación temporal de bienes. El Tratado permite a las personas de negocios sujetas a las disposiciones sobre entrada temporal del TLC, introducir a territorio de los países miembros, sin pago de arancel y por un periodo limitado, equipo profesional e instrumentos de trabajo. Estas reglas se aplicarán también a la importación de muestras comerciales, de cierta clase de películas publicitarias y a los bienes que se importen con fines deportivos, de exhibición y demostración. Otras reglas disponen que, para 1998, reingresarán con exención arancelaria todos los bienes que se hayan sometido a reparaciones o modificaciones en otro país miembro del TLC. Estados Unidos asume el compromiso de identificar las reparaciones realizadas a las embarcaciones con bandera de Estados Unidos en otros países miembros del TLC, que serán objeto de trato arancelario preferencial.

Marco de país de origen. Se establecen principios y reglas para el mercado de país de origen. Estas disposiciones tienen como objetivo reducir costos innecesarios y facilitar el flujo comercial dentro de la región, asegurando además que los compradores obtengan información precisa sobre el país de origen de los bienes.

Bebidas alcohólicas-productos distintivos. Los tres países han convenido proteger como productos distintivos al tequila, al mescal, al Canadian whiskey, al Bourbon whiskey y al Tennessee whiskey.

Textiles y prendas de vestir

Esta sección contiene reglas especiales para el comercio de fibras, hilos, textiles y prendas de vestir en el mercado de América del Norte. Las disposiciones del Tratado relativas a textiles y prendas de vestir prevalecerán sobre las del Acuerdo Multifibras y otros convenios internacionales sobre comercio de productos textiles de los cuales los países contratantes del TLC sean miembros. Los países miembros del TLC que no sean miembros del Acuerdo Multifibras, podrán eliminar o reducir barreras arancelarias y

Los tres países eliminarán de manera inmediata o gradual, en un periodo máximo de diez años, sus tasas arancelarias para productos textiles y del vestido producidos en América del Norte que cumplan con las reglas de origen establecidas en el Tratado. Además, Estados Unidos eliminará inmediatamente las cuotas de importación para los productos mexicanos de este tipo, y en forma gradual para los productos manufacturados en México que no cumplan con la Regla de Origen. Ningún país podrá introducir cuotas nuevas, excepto de conformidad con las disposiciones específicas sobre salvaguardas.

Salvaguardas

Si durante el periodo de transición, los productores de textiles y prendas de vestir enfrentan daños graves a causa del aumento en las importaciones de productos provenientes de otro país miembro del TLC, el país importador podrá, para proporcionar alivio temporal a esa industria, elevar las tasas arancelarias o con excepción del comercio entre Canadá y Estados Unidos, imponer cuotas a las importaciones con apego a disposiciones específicas. En el caso de bienes que satisfagan las reglas de origen del TLC, el país importador sólo podrá adoptar salvaguardas arancelarias.

Reglas de origen

En materia textil, el Tratado contiene reglas de origen específicas que determinan si los productos textiles y del vestido importado pueden gozar de trato arancelario preferencial. Para la mayoría de los productos la regla de origen es de "hilo en adelante", lo que significa que los textiles y las prendas de vestir, para gozar de trato preferencial, deben elaborarse a partir de hilo producido en un país miembro del TLC. Se establece una regla de "fibra en adelante" para ciertos productos, tales como hilos de algodón y de fibras sintéticas y artificiales. "Fibra en adelante" significa que los productos textiles y del vestido deben elaborarse a partir de fibras producidas en un país miembro. En algunos otros casos, también podrán calificar para recibir trato preferencial las prendas de vestir cortadas y cosidas en un país miembro con telas importadas que los países signatarios consideren que existe oferta insuficiente, como seda, lino y ciertas telas para la fabricación de camisas.

En respuesta a las necesidades de la industria de América del Norte, se establecen disposiciones llamadas "cupos para preferencia arancelaria", conforme a las cuales los productos textiles y del vestido fabricados en los países de la región pero que no cumplan con la regla de origen, podrá gozar también de un trato arancelario preferencial hasta niveles específicos de importación. Estas disposiciones

establecido una tasa de crecimiento anual durante los primeros cinco años por lo menos.

Los países miembros del TLC efectuarán una revisión general de las reglas de origen para textiles y prendas de vestir antes del 1o de enero de 1998. Mientras tanto, los países podrán convocar a consultas sobre la posibilidad de aplicar reglas de origen distintas a bienes específicos, tomando en cuenta las condiciones particulares prevalentes en el mercado de la zona de libre comercio. Además, se acordó un procedimiento para permitir ajustes anuales a los niveles de los cupos para preferencia arancelaria.

Requisitos de etiquetado

Un comité sobre el etiquetado de productos textiles, integrado por miembros del gobierno y del sector privado, formulará recomendaciones para evitar que las diferencias entre los requisitos de etiquetado de los tres países se constituyan en obstáculos innecesarios al comercio. Este comité definirá un plan de trabajo para el desarrollo de requisitos uniformes de etiquetado, incluyendo pictogramas y símbolos, instrucciones de cuidado, información sobre contenido de fibras y métodos para la fijación de etiquetas.

Productos automotrices

El TLC eliminará barreras al comercio de automóviles, camiones, autobuses y autopartes ("productos automotrices") regionales dentro del área de libre comercio, y eliminará restricciones a la inversión en el sector durante un periodo de diez años.

Eliminación de aranceles

Cada país signatario eliminará, a lo largo del periodo de transición, todos los aranceles a sus importaciones de productos automotrices regionales. La mayor parte del comercio de productos automotrices entre Canadá y Estados Unidos se realiza libre de arancel, conforme a lo dispuesto en su ALC, o en el "Autopact".

Vehículos. De conformidad con su ALC, Canadá y Estados Unidos eliminaron aranceles al comercio de vehículos. Para las importaciones provenientes de México, en el tratado se acordó que Estados Unidos:

- eliminará de inmediato sus tasas arancelarias para automóviles de pasajeros;
- reducirá de inmediato a 10 por ciento sus tasas arancelarias a los camiones ligeros, y las eliminará gradualmente en un periodo de cinco años;
- eliminará en diez años sus tasas arancelarias para otros vehículos.

Para las importaciones provenientes de Canadá y Estados Unidos, México:

- reducirá de inmediato en 50 por ciento sus tasas para automóviles de pasajeros y las eliminará gradualmente en un periodo de diez años;
- reducirá de inmediato en 50 por ciento sus tasas para los camiones ligeros y las eliminará gradualmente en cinco años, y
- reducirá gradualmente sus tasas arancelarias sobre todos los demás tipos de vehículos en un periodo de diez años.

Canadá eliminará sus tasas arancelarias para vehículos importados provenientes de México en el mismo periodo en que México desgravará las importaciones provenientes de Canadá y Estados Unidos.

Autopartes. Cada país eliminará de inmediato las tasas arancelarias para ciertas autopartes, en tanto que para otras, se eliminarán en cinco años y para una pequeña porción en diez años.

Reglas de origen

De acuerdo con las reglas de origen del TLC, para calificar al trato arancelario preferencial, los productos automotrices deberán incorporar un porcentaje de contenido regional conforme a la fórmula de costo neto (que ascenderá a 62.5 por ciento para automóviles de pasajeros y camiones ligeros, así como motores y transmisiones para este tipo de vehículos, y a 60 por ciento para los demás vehículos y autopartes). Para calcular con precisión el nivel de contenido de los productos automotrices, se identificará el valor de las importaciones de autopartes provenientes fuera de la región a lo largo de la cadena productiva.

Decreto automotriz de México

El Decreto para el fomento y modernización de la industria automotriz se eliminará al término de la transición. Durante este periodo se modificarán las restricciones del Decreto para:

- eliminar de inmediato la restricción a las importaciones de vehículos, que está condicionada a las ventas en el mercado mexicano;
- revisar de inmediato, los requisitos de "balanza comercial" a fin de que los fabricantes de vehículos establecidos en México reduzcan gradualmente el nivel de exportaciones de vehículos y partes requeridos para importar tales productos y eliminar la disposición que les permite sólo a ellos importar vehículos; y
- cambiar las reglas de valor agregado nacional, reduciendo gradualmente el porcentaje requerido de autopartes de productores mexicanos, estabilizando ese porcentaje en las autopartes

producidas por ciertas maquiladoras, en tanto que los productores mexicanos, canadienses y estadounidenses de autopartes participen en el crecimiento del mercado mexicano sobre una base competitiva, toda vez que durante la transición se continuará exigiendo a los fabricantes de vehículos en México la compra de autopartes mexicanas, y eliminando el requisito de valor agregado nacional al término de la transición.

Decreto mexicano de autotransporte

El decreto para el fomento y la modernización de la industria manufacturera de vehículos de autotransporte, que cubre camiones (excepto ligeros) y autobuses, se derogará de inmediato y se sustituirá con un sistema transitorio de cuotas que estará vigente por cinco años.

Importaciones de vehículos usados

Las restricciones canadienses a las importaciones de vehículos usados provenientes de Estados Unidos se eliminarán el 1o de enero de 1994, conforme a lo establecido en el ALC. Comenzando quince años después de la entrada en vigor del TLC, Canadá eliminará la prohibición de importar vehículos usados provenientes de México en un periodo de diez años. México eliminará, en el mismo lapso, la prohibición a las importaciones de vehículos usados que provengan de América del Norte.

Restricciones a la inversión

De conformidad con las disposiciones sobre inversiones del TLC, México permitirá de inmediato a los inversionistas de países del TLC, la participación de hasta 100 por ciento en las empresas consideradas "proveedores nacionales" de autopartes y hasta 49 por ciento en las otras empresas, incrementándose a 100 por ciento al cabo de cinco años. Los umbrales de México para la autorización previa de adquisiciones en el sector automotriz se registró por las disposiciones del TLC en materia de inversión.

Regulación sobre rendimiento corporativo promedio de combustible

Conforme a lo establecido en el TLC, Estados Unidos modificará la definición de contenido de la flota que aparece en la Regulación sobre Rendimiento Corporativo Promedio de Combustible (CAFE), de modo que los fabricantes de vehículos puedan incorporar partes y vehículos fabricados en México, y elegir que los productos exportados a Estados Unidos sean clasificados como nacionales.

Después de diez años, la producción mexicana que se exporta a Estados Unidos recibirá el mismo trato que la estadounidense y canadiense para propósitos del CAFE. Los automóviles producidos en Canadá ac-

tualmente pueden ser considerados como nacionales para propósitos de CAFE. Estas disposiciones no implican un cambio en los niveles mínimos de rendimiento de combustible para los vehículos vendidos en Estados Unidos.

Normas automotrices

En el TLC se constituye un grupo intergubernamental específico para revisar y elaborar recomendaciones respecto a normas automotrices a nivel federal en los tres países, incluidas las necesarias para lograr una mayor compatibilidad de las normas.

Energía y petroquímica básica

Esta sección establece los derechos y obligaciones de los tres países en relación con el petróleo crudo, gas, productos refinados, petroquímicos básicos, carbón, electricidad y energía nuclear.

Los tres países reiteran en el TLC el pleno respeto a sus respectivas constituciones. Asimismo, reconocen que es deseable fortalecer el importante papel del comercio de bienes energéticos y petroquímicos básicos en la región, y mejorarlo mediante una liberalización gradual y sostenida.

Las disposiciones del TLC en materia de energía incorporan y desarrollan las disciplinas del GATT relacionadas con las restricciones cuantitativas a la importación y exportación, en tanto se aplican al comercio de bienes energéticos y petroquímicos básicos. El TLC establece claramente que, de acuerdo con estas disciplinas, un país no puede imponer precios mínimos o máximos de importación o exportación. El TLC también establece que cada país podrá administrar sistemas de permisos de importación y exportación siempre que se manejen de conformidad con las disposiciones del Tratado. Además, un país no podrá imponer impuestos, derechos o cargos a la exportación de bienes energéticos o petroquímicos básicos a menos que esos impuestos, derechos o cargos se apliquen también al consumo interno de dichos bienes.

Cualquier restricción a la importación o exportación de energía se limitará a ciertas circunstancias específicas, como la conservación de los recursos naturales agotables, el manejo de una situación de escasez, o la aplicación de un plan de estabilización de precios.

Cuando un país signatario imponga una restricción de esta naturaleza, no deberá reducir la proporción de la oferta total disponible para el otro país signatario, por debajo del nivel de los últimos tres años o de otro periodo acordado, ni imponer a las exportaciones hacia otro país signatario un precio más alto que el precio interno en el periodo de tres

nales normales de suministros. México por excepción no adquiere estas disciplinas y por tanto no tiene dichas obligaciones con los otros países miembros del TLC.

Estas secciones también limita las situaciones en las que un país signatario podrá restringir las exportaciones o importaciones de bienes energéticos o petroquímicos básicos por razones de seguridad nacional. Sin embargo, con base en una reserva estipulada por México, el comercio de bienes energéticos entre México y los otros países signatarios no se sujetará a esta disciplina, puesto que se regirá por la disposición general del Tratado sobre seguridad nacional que se describe en la sección de Excepciones.

El TLC reitera que las medidas reglamentarias en materia de energía están sujetas a las reglas generales del TLC sobre trato nacional, restricciones a la importación y exportación de impuestos a la exportación. Además, los tres países acuerdan que la adopción de medidas regulatorias se llevará a cabo de manera tal que se reconozca la importancia de un marco regulatorio estable.

El Estado mexicano se reserva la exclusividad en la propiedad de los bienes y en las actividades e inversión en los sectores del petróleo, gas, refinación, petroquímicos básicos, energía nuclear y electricidad.

Las disposiciones del TLC sobre energía reconocen las nuevas oportunidades de inversión privada en México en materia de bienes petroquímicos no básicos y en instalaciones de generación de electricidad para autoconsumo, cogeneración y producción independiente, al permitir a los inversionistas del TLC adquirir, establecer y operar plantas en estas actividades. La inversión en la petroquímica no básica se regirá por las disposiciones generales del Tratado.

Con objeto de promover el comercio transfronterizo de gas natural y petroquímicos básicos, el TLC establece que las empresas estatales, los usuarios finales y los proveedores tendrán el derecho de negociar contratos de suministro. Asimismo, los productores independientes de electricidad, Comisión Federal de Electricidad (CFE) y las empresas eléctricas de otros países signatarios, tendrán el derecho de negociar contratos de compra y contratos de venta de energía eléctrica. Dichos contratos estarán sujetos a la aprobación por la autoridad competente.

Cada país permitirá a sus empresas estatales negociar cláusulas de desempeño como parte de sus contratos de servicios; en el caso de México dichos contratos tendrán únicamente como contraprestación un pago monetario.

Ciertos compromisos específicos en relación con aspectos especiales del comercio de bienes energéticos entre Canadá y Estados Unidos establecidos en el Capítulo de energía del ALC, seguirán aplicándose entre ambos países.

Agricultura

El TLC establece compromisos bilaterales entre México y Canadá y entre México y Estados Unidos, para el comercio de productos agropecuarios. En ambos casos, se reconocen las diferencias estructurales de los sectores agropecuarios y se incluye un mecanismo transitorio especial de salvaguarda. Por lo general, las reglas del ALC respecto a las barreras arancelarias y no arancelarias continuarán aplicándose al comercio agropecuario entre Canadá y Estados Unidos. Las disposiciones bilaterales contemplan apoyos internos y subsidios a la exportación.

Barreras arancelarias y no arancelarias

Comercio entre México y Estados Unidos. México y Estados Unidos eliminarán de inmediato sus barreras no arancelarias mediante su conversión a sistemas de arancel-cuota, o bien a aranceles.

Los aranceles-cuota facilitarán en cada país la transición de los productos sensibles a la competencia de las importaciones. A través de ese esquema se establecerán cuotas de importación libres de arancel con base en los niveles promedio de comercio reciente. Estas cuotas se incrementarán, generalmente, en tres por ciento anual. Se aplicará un arancel a las importaciones que sobrepasen dicha cantidad, el que se calculará como la razón entre el promedio reciente de los precios internos y externos. Este arancel se reducirá gradualmente hasta llegar a cero durante un periodo de diez o quince años, dependiendo de producto.

A la entrada en vigor del Tratado, México y Estados Unidos eliminarán los aranceles en una amplia gama de productos agropecuarios cuyo valor equivalente, aproximadamente, a la mitad del comercio bilateral agropecuario. Las barreras arancelarias entre México y Estados Unidos se eliminarán en un periodo no mayor a diez años después de la entrada en vigor del TLC, salvo los aranceles de ciertos productos extremadamente sensibles a las importaciones, entre los que se encuentran el maíz y el frijol para México, y el jugo de naranja y el azúcar para Estados Unidos. La eliminación arancelaria de estos productos se concluirá, de manera gradual, después de cinco años adicionales.

México y Estados Unidos abrirán gradualmente su comercio bilateral de azúcar. Después del sexto año de la entrada en vigor del TLC ambos países aplicarán un sistema de arancel-cuota con efectos equivalentes al azúcar proveniente de terceros países. Todas las restricciones al comercio de azúcar entre los dos países se eliminarán al cabo de un periodo de transición de quince años, excepto en los casos de azúcar aromatizado al momento del programa de liberalización.

de azúcar de Estados Unidos que continuará sujeta a las tasas de nación más favorecida.

Comercio entre Canadá y México. Canadá y México eliminarán barreras arancelarias y no arancelarias a su comercio agropecuario, con excepción de las que se aplican a productos lácteos, avícolas, al huevo y al azúcar.

Canadá eximirá inmediatamente a México de las restricciones a la importación de trigo y cebada así como sus derivados, carne de res y ternera, y margarina. Asimismo, Canadá y México eliminarán de manera inmediata o en un periodo máximo de cinco años, las tasas arancelarias que aplican a la mayoría de los productos horticolas y frutícolas, y en diez años para los productos restantes.

Con excepción de los productos lácteos y avícolas, incluyendo el huevo, México sustituirá sus permisos de importación por aranceles, como en el caso de trigo, por ejemplo, o por arancel-cuota como en el caso del maíz y la cebada. Por lo general, estos aranceles se eliminarán gradualmente en un periodo de diez años.

Salvaguarda especial

Durante los primeros diez años de vigencia del Tratado, se establece una disposición para aplicar una salvaguarda especial a ciertos productos dentro del contexto de los compromisos bilaterales mencionados. Un país miembro del TLC podrá invocar este mecanismo cuando las importaciones de tales productos provenientes del otro país signatario, alcancen los niveles de activación de la salvaguarda predeterminados en el Tratado. En estas circunstancias, el país importador podrá aplicar la tasa más baja entre la tasa arancelaria vigente al momento de la entrada en vigor del Tratado y la tasa arancelaria de nación más favorecida que exista en el momento de aplicación de salvaguarda. Esta tasa se podrá aplicar para el resto de la temporada o del año calendario, dependiendo del producto de que se trate. Los niveles de importación que activen la salvaguarda se incrementarán en este periodo de diez años.

Apoyos internos

Los tres países reconocen la importancia de los programas de apoyo en sus respectivos sectores agropecuarios así como el efecto potencial de esas medidas sobre el comercio. Cada país se esforzará para establecer políticas de apoyo a su sector agropecuario que no distorsionen el comercio. Adicionalmente, se establece que cada país podrá modificar sus mecanismos de apoyo interno de conformidad con sus obligaciones en el GATT.

Los países signatarios del TLC reconocen que el uso de subsidios a las exportaciones de productos agropecuarios puede tener efectos adversos en el comercio de los países signatarios del TLC.

de subsidios a la exportación de productos agropecuarios dentro de la zona de libre comercio no es apropiado, con excepción de los necesarios para compensar los otorgados a las importaciones de países que no son miembros. Así el Tratado establece que

- cuando un país del TLC decida introducir un subsidio a la exportación deberá notificar al país importador de su intención, por lo menos con tres días de anticipación
- cuando un país exportador del TLC considere que otro país miembro está importando bienes de países no miembros que reciben subsidios a la exportación, podrá solicitar consultas al país importador sobre las acciones que se pudieran adoptar en contra de tales importaciones subsidiadas
- si el país importador también adopta una medida de común acuerdo con el país exportador, este último no deberá subsidiar sus exportaciones agropecuarias

Tomando como base las disposiciones bilaterales sobre subsidios a la exportación establecidas en el TLC, los tres países trabajarán para eliminar los subsidios a la exportación en el comercio agropecuario de América del Norte, como una manera de alcanzar su eliminación a nivel mundial.

Normas en materia de comercialización de productos agropecuarios

El TLC establece que cuando México o Estados Unidos apliquen una medida relativa a la normalización o comercialización a un producto agropecuario nacional, el país que aplique dichas medidas otorgará trato no menos favorable a los productos de importación similares cuando sean destinados para su procesamiento.

Resolución de controversias comerciales

Los tres países harán esfuerzos para establecer un mecanismo de naturaleza privada de solución de controversias comerciales transfronterizas que involucren productos agropecuarios.

Comité para el comercio de productos agropecuarios. Un comité trilateral para el comercio agropecuario vigilará la puesta en práctica y la administración de las disposiciones establecidas en esta sección. Además, se establecerá un comité para el comercio agropecuario entre México y Estados Unidos.

Medidas sanitarias y fitosanitarias

Esta sección del Tratado establece preceptos para el desarrollo, adopción y ejecución de medidas sanitarias y fitosanitarias, es decir, aquellas que se adoptan para proteger la vida o salud humana, animal o vegetal, de los riesgos que surjan de enfermedades o plagas de animales o vegetales, o de aditivos o sustancias contaminantes en alimentos. Estos preceptos tienen como fin impedir el uso de medidas sanitarias y fitosanitarias como restricciones disfrazadas al comercio, salvaguardando el derecho de cada país para adoptar las medidas sanitarias y fitosanitarias para la protección de la vida o salud humana, animal o vegetal.

Principales derechos y obligaciones

El Tratado confirma el derecho de cada país para determinar el nivel de protección sanitaria o fitosanitaria que considere adecuado y dispone que cada país puede alcanzar tal nivel de protección mediante medidas sanitarias y fitosanitarias que:

- se fundamenten en principios científicos y en una evaluación del riesgo,
- se apliquen sólo en grado necesario para propiciar el nivel de protección determinado por un país, y
- no se traduzcan en discriminación injustificada o en restricciones encubiertas al comercio.

Normas internacionales

Con el propósito de evitar barreras innecesarias al comercio, el TLC alienta a los tres países a utilizar las normas internacionales relevantes para el desarrollo de sus medidas sanitarias y fitosanitarias. No obstante, permite a cada país adoptar medidas más estrictas que las internacionales, apoyadas en resultados científicos, cuando sea necesario para alcanzar los niveles de protección que considere apropiados.

Los tres países promoverán el desarrollo y revisión de las normas sanitarias y fitosanitarias internacionales en el marco de las organizaciones de normalización, internacionales y de América del Norte sobre la materia, como: la Comisión del Codex Alimentarius, la Oficina Internacional de Epizootias, la Comisión Tripartita de Salud Animal, la Convención Internacional para la Protección de las Plantas y la Organización de América del Norte para la Protección de las Plantas.

Armonización y equivalencia

Se ha acordado promover la equivalencia de las medidas sanitarias y fitosanitarias sin reducir el nivel de protección de la vida o la salud humana, animal o vegetal determinado por cada país. Cada uno de los

países parte aceptará como equivalentes a sus medidas sanitarias y fitosanitarias las de otros países miembros del TLC, a condición de que el país exportador demuestre que sus medidas cumplen con el nivel adecuado de protección.

Evaluación del riesgo

El TLC establece preceptos para la evaluación del riesgo, que incluyen aquellos para la evaluación de la probabilidad de entrada, radicación o propagación de plagas y enfermedades. Las medidas sanitarias y fitosanitarias se fundamentarán en una evaluación del riesgo a la vida humana o la salud, animal o vegetal, tomando en cuenta las técnicas de evaluación del riesgo desarrolladas por las organizaciones de normalización, internacionales o de América del Norte sobre la materia. Un país podrá conceder un periodo para que los bienes de otro país cumplan gradualmente con nuevas medidas, toda vez que ese periodo sea compatible para asegurar el nivel de protección sanitario o fitosanitario establecido por el país importador.

Adaptación a las condiciones regionales

Esta sección también contiene reglas para la adaptación de medidas sanitarias y fitosanitarias a las condiciones regionales, en particular las relativas a zonas libres o de escasa prevalencia de plagas o enfermedades. Un país exportador deberá demostrar objetivamente que los bienes que provienen de su territorio se originaron en zonas libres o de escasa prevalencia de plagas o enfermedades.

Transparencia en los procedimientos

Por lo general, el TLC establece una obligación de notificación previa a la adopción o modificación de cualquier medida sanitaria o fitosanitaria que pueda afectar el comercio en América del Norte. La notificación deberá señalar los bienes comprendidos, así como los objetivos y motivos de la medida. Todas las medidas sanitarias y fitosanitarias se publicarán a la brevedad. Asimismo, cada país miembro establecerá centros de consulta que proporcionen información sobre tales medidas.

Procedimientos de control, inspección y aprobación
Se disponen también reglas sobre los procedimientos para garantizar el cumplimiento de las medidas sanitarias y fitosanitarias. Estas reglas permiten la operación continua de los procedimientos internos de control, inspección y aprobación, con apego a los principios de trato nacional, oportunidad y transparencia en los procedimientos, incluidos los sistemas nacionales para la aprobación del uso de aditivos o para el establecimiento de tolerancias en contaminantes en alimentos, bebidas y forrajes.

Asistencia técnica

Los tres países facilitarán la prestación de asistencia técnica relativa a medidas sanitarias o fitosanitarias, ya sea de manera directa o mediante las organizaciones de normalización pertinentes, internacionales o de América del Norte.

Comité de medidas sanitarias y fitosanitarias

Un comité de medidas sanitarias y fitosanitarias contribuirá a mejorar la seguridad de los alimentos y las condiciones sanitarias en la zona de libre comercio, a promover la armonización y equivalencia de las medidas sanitarias y fitosanitarias, y a facilitar la cooperación y las consultas técnicas, incluso las referentes a controversias en la materia.

Normas técnicas

Esta sección se refiere a las medidas de normalización, es decir, a las normas oficiales, a las regulaciones técnicas del gobierno y a los procesos utilizados para determinar si estas medidas se cumplen. Asimismo, reconoce el papel fundamental que tales medidas desempeñan en la promoción de la seguridad y en la protección de la vida y la salud humana, animal y vegetal, del medio ambiente y de los consumidores. Los tres países conviniere en no utilizar estas medidas como obstáculos innecesarios al comercio y por tanto colaborarán para mejorar y hacerlas compatibles en la zona de libre comercio.

Principales derechos y obligaciones

Cada país conservará el derecho a adoptar, aplicar y hacer cumplir sus medidas de normalización, para establecer el nivel de protección que desee alcanzar con ellas, y para llevar a cabo evaluaciones de riesgo que aseguren que se alcancen esos niveles. Adicionalmente, el TLC confirma los derechos y obligaciones de cada país derivados del Código de Barreras Técnicas al Comercio del GATT y otros convenios internacionales, entre los que se incluyen tratados en materia de medio ambiente y de conservación.

Se establecen obligaciones relacionadas con la aplicación de las medidas de normalización para agilizar el comercio entre los países miembros. Por ejemplo, cada país debe asegurar que sus normas otorguen trato nacional y trato de nación más favorecida. Esto es, garantizarán que los bienes y servicios de los otros dos países reciban trato no menos favorable que los bienes y servicios similares de origen nacional, o que los que provengan de otros países no miembros del TLC.

Normas internacionales

Cada país miembro del TLC...

nacionales como base para sus medidas de normalización, siempre que éstas sean un medio efectivo y apropiado para lograr el cumplimiento de sus objetivos. Sin embargo, cada nación conserva el derecho de adoptar, aplicar y hacer cumplir sus medidas de normalización para alcanzar un nivel de protección más alto que el que se lograría con base en las medidas internacionales.

Compatibilidad

Los países miembros del TLC trabajarán de manera conjunta para incrementar el nivel de seguridad y protección de la salud, del medio ambiente y del consumidor. Asimismo, procurarán hacer compatibles sus medidas de normalización, tomando en consideración las actividades internacionales de normalización para facilitar el comercio y reducir los costos adicionales que surjan al tener que cumplir requisitos distintos en cada país.

Validación de la conformidad

Los procedimientos de validación de la conformidad se utilizan para verificar que se cumplan los requisitos establecidos por los reglamentos técnicos o las normas. El TLC establece una lista detallada de las reglas que rigen estos procedimientos para asegurar que no se conviertan en obstáculos innecesarios al comercio entre los países miembros.

Transparencia en los procedimientos

En la mayoría de los casos, se establece la obligación de notificar con anterioridad a los otros países miembros del TLC, la adopción o modificación de las medidas de normalización que pudieran afectar el comercio en América del Norte. La notificación deberá señalar los bienes y servicios comprendidos, y los objetivos y motivos de la medida. Los otros países miembros, así como toda persona interesada en alguna medida en particular, podrán formular comentarios sobre la misma. Los tres países garantizarán que los centros de consulta establecidos para tales fines proporcionen información a los otros países miembros y cualquier persona interesada, sobre las medidas de normalización.

Cooperación técnica

Los países signatarios se comprometen a proporcionar asesoría, consulta y asistencia técnicas según condiciones y términos mutuamente acordados, a solicitud, para mejorar las medidas de normalización. El Tratado exhorta a los países miembros a promover la cooperación entre los organismos de normalización de los tres países.

Comité sobre medidas de normalización

Un comité sobre medidas de normalización...

guimiento a la ejecución y administración de esta sección del Tratado, impulsará la compatibilidad y la cooperación para el desarrollo, aplicación y cumplimiento de las medidas de normalización, y apoyará la realización de consultas respecto de controversias que surjan en la materia. Se crearán, además, subcomités y grupos de trabajo para tratar temas específicos de interés. El Tratado establece que estos subcomités y grupos de trabajo podrán invitar a participar a científicos y representantes interesados de organizaciones no gubernamentales de los tres países

Medidas de emergencia

Esta sección del Tratado establece reglas y procedimientos conforme a los cuales los países miembros del TLC podrán adoptar medidas de salvaguarda para brindar alivio temporal a las industrias afectadas desfavorablemente por incrementos súbitos y sustanciales en las importaciones. Una salvaguarda bilateral transitoria se aplica a medidas de emergencia que se adopten ante incrementos súbitos y sustanciales de importaciones que resulten de reducciones arancelarias derivadas del Tratado. Una salvaguarda global es la que se adopta frente a incrementos súbitos en las importaciones provenientes de todos los países

Los procedimientos del Tratado que rigen las medidas de emergencia disponen que el alivio solo podrá ser establecido por un lapso limitado, y exige al país que las adopte, que otorgue una compensación al país contra cuyos bienes se aplica la medida. Si los países no logran llegar a un acuerdo sobre el monto de la compensación, el país exportador podrá adoptar una medida con efectos equivalentes para compensar el efecto comercial de la medida de emergencia.

SALVAGUARDA BILATERAL

Durante el periodo de transición, si el aumento en las importaciones provenientes de otro país miembro del TLC causa o amenaza causar daño serio a una industria nacional, un país signatario del Tratado podrá adoptar medidas de emergencia que suspendan temporalmente la eliminación de las tasas arancelarias acordadas, o bien, restablecer la tasa superior a la entrada en vigor del TLC. El daño deberá ser consecuencia de la desgravación arancelaria. Estas medidas de salvaguarda podrán adoptarse por una sola ocasión y durante un periodo máximo de tres años. En el caso de bienes extremadamente sensibles a las importaciones, se podrá extender la aplicación de la medida de emergencia a cuatro años después del periodo de transición, las medi-

das bilaterales de salvaguarda sólo podrán adoptarse con el consentimiento del país a cuyos bienes afectaría la medida.

SALVAGUARDA GLOBAL

El Tratado dispone que cuando un país adopte una salvaguarda global o multilateral, (de conformidad con el Artículo XIX del GATT que autoriza medidas de salvaguarda mediante tasas arancelarias o en forma de cuotas), los países miembros del TLC deberán quedar exentos de la aplicación de la medida, a menos que sus exportaciones

- representen una parte sustancial de las importaciones totales del bien en cuestión; y
- contribuyan de manera importante al daño serio o a la amenaza del mismo

El Tratado establece que no se considerará que un país miembro del TLC tiene una participación sustancial en las importaciones, si no se encuentra entre los cinco principales proveedores extranjeros del bien. A fin de que no se considere que un bien proveniente de un país signatario contribuye de manera importante al daño, la tasa de crecimiento de sus importaciones deberá ser notoriamente menor a la de las importaciones totales del bien. Cuando un país miembro del TLC se excluya inicialmente de una salvaguarda global, el país que la adopte tendrá el derecho de incluirlo, posteriormente, ante un aumento súbito en las importaciones de dicho país que reduzca la efectividad de la medida.

PROCEDIMIENTOS

El TLC establece procedimientos para la administración de las medidas de emergencia, como los siguientes:

- atribución de la facultad de determinación de daño a una autoridad competente;
- requisitos formales y sustantivos de las solicitudes, desarrollo de las investigaciones, incluyendo la celebración de audiencias públicas para brindar a todas las partes interesadas la oportunidad de presentar alegatos, y la notificación y publicación de las investigaciones y decisiones.

Revisión de asuntos en materia de antidumping y cuotas compensatorias

En el Tratado se establece un mecanismo para que los tribunales arbitrales independientes, de integración binacional, revisen las resoluciones definitivas en materia de antidumping y cuotas compensatorias

que hayan dictado las autoridades competentes de los países signatarios del TLC. Cada país parte llevará a cabo las reformas legales necesarias para asegurar la revisión efectiva por parte de estos tribunales arbitrales. En esta sección se disponen procedimientos para la revisión por tribunales arbitrales de futuras reformas a la legislación en materia de antidumping y cuotas compensatorias de cada país. También se establece un procedimiento de impugnación extraordinaria que resolverá sobre las afirmaciones de que algunas acciones pudieron haber afectado las decisiones de un tribunal arbitral y el proceso de revisión llevado a cabo por el mismo. Finalmente, se crea un mecanismo de salvaguarda, diseñado para solucionar aquellas situaciones en que la aplicación de la legislación interna menoscaba el funcionamiento del proceso arbitral.

INTEGRACION Y OPERACION DEL TRIBUNAL

A solicitud de una persona que, conforme al derecho del país importador, tenga derecho a la revisión judicial de una resolución el país importador o exportador sustituirá la revisión judicial por tribunales arbitrales binacionales.

Cada tribunal arbitral se integrará por cinco individuos calificados, de los países involucrados, seleccionados de una lista elaborada por los tres países. Cada país seleccionará a dos árbitros, el quinto será escogido por acuerdo de los árbitros seleccionados y, de no haber acuerdo, será elegido al azar.

En la revisión de la resolución impugnada, el tribunal arbitral solamente aplicará el derecho del país importador. Los tres países desarrollarán reglas de procedimiento para los tribunales arbitrales. El tribunal arbitral podrá confirmar la resolución impugnada o reenviarla para que la autoridad administrativa adopte una medida que no sea incompatible con la resolución del tribunal. El cumplimiento de las resoluciones emitidas por el tribunal arbitral será obligatorio.

CONSERVACION DE LA LEGISLACION NACIONAL

El Tratado confirma explícitamente el derecho de cada país miembro para conservar la aplicación de su legislación en materia de antidumping y cuotas compensatorias. Cada país modificará su legislación para permitir la ejecución de las obligaciones del TLC. Con posterioridad a la entrada en vigor del Tratado, cada país podrá reformar su legislación en la materia. Cualquiera de estas enmiendas, en la medida en que se aplique a las importaciones procedentes de otro país signatario, podrá ser revisada por una instancia arbitral para detectar conflictos con los objetivos y propósitos del Tratado. Así como los

del GATT y sus Códigos de conducta relevantes. Si el tribunal arbitral determina que existe un conflicto y, una vez agotado el mecanismo de consultas, no hay acuerdo en una solución, el país que solicite tal revisión podrá adoptar medidas legislativas o administrativas equivalentes o bien denunciar el Tratado.

PROCEDIMIENTO PARA LA IMPUGNACION EXTRAORDINARIA

En el TLC también se establece un procedimiento para la impugnación extraordinaria, así como los fundamentos para invocar este procedimiento. Una vez dictada la resolución del tribunal arbitral, cualquier de los países involucrados en la controversia podrá solicitar la instalación de un comité de impugnación extraordinaria integrado por tres jueces, activos o retirados, de los tres países. Este comité anulará la resolución original si concluye que se ha prescrito alguno de los supuestos para invocar la impugnación extraordinaria. En ese caso, se establecerá un nuevo tribunal arbitral.

COMITE ESPECIAL PARA SALVAGUARDAR EL PROCEDIMIENTO DEL TRIBUNAL ARBITRAL

El TLC establece mecanismos de salvaguarda para asegurar que el procedimiento del tribunal arbitral funcione según lo previsto. Un país miembro podrá solicitar que un comité especial determine si la aplicación de la ley de uno de los países miembros ha

- impedido la instalación del tribunal arbitral,
- impedido que el tribunal arbitral dicte una resolución definitiva,
- impedido la ejecución de la resolución del tribunal arbitral o negado su fuerza y efecto obligatorios, o
- incumplido en lo relativo a brindar la oportunidad a un tribunal judicial independiente, de conformidad con los principios dispuestos en derecho interno, de revisión judicial de los fundamentos de la resolución administrativa objeto de la controversia.

Si el comité especial concluye que se incurre en algunos de los supuestos previstos, los países involucrados buscarán solucionar el asunto tomando en cuenta la determinación del comité. Si no logran llegar a un acuerdo, el país reclamante podrá suspender el sistema de tribunales arbitrales binacionales con respecto al otro país y suspender otros beneficios derivados del Tratado. Si el país reclamante suspende el sistema de tribunales binacionales, el país demandado podrá solicitar la suspensión de los beneficios que los países involucrados disfrutaban del Tratado.

que el país demandado demuestre al comité especial que ha adoptado las medidas correctivas necesarias, cualquier suspensión de beneficios podrá continuar en vigor.

Compras del sector público

El Tratado abre, sobre una base no discriminatoria, una parte significativa del mercado de compras del sector público de cada uno de los países del TLC para los proveedores de los otros países, para bienes, servicios y obra pública del TLC.

COBERTURA

El TLC abarca las compras efectuadas por dependencias, y empresas del gobierno federal, en cada uno de los países signatarios.

El tratado se aplica a las adquisiciones de las dependencias del gobierno federal cuyo monto supere los siguientes valores:

- 50 mil dólares para bienes y servicios, y
- 6.5 millones de dólares para obra pública.

El TLC se aplica a las adquisiciones de las empresas públicas cuyo monto exceda los siguientes valores:

- 250 mil dólares para bienes y servicios, y
- 8 millones de dólares para obra pública.

En el TLC se mantienen los umbrales que se habían definido en el ALC para las compras entre Canadá y Estados Unidos.

Para México, la aplicación de esta sección se llevará a cabo gradualmente, durante un periodo de transición.

Esta sección no se aplica a la compra de armamentos, municiones, armas y otras relacionadas con la seguridad nacional. Cada país se reserva el derecho de favorecer a los proveedores nacionales para las compras especificadas en el Tratado.

PROCEDIMIENTO

Además del requisito de trato nacional y más favorable para los países del TLC, el Tratado establece procedimientos para las adquisiciones cubiertas con las siguientes características:

- se promueve la transparencia y la predictibilidad, mediante el establecimiento de reglas para especificaciones técnicas, calificación de proveedores, determinación de plazos de licitación, y otros aspectos del procedimiento de compra;
- se prohíben las prácticas que permitan a uno o varios proveedores de un país obtener información privilegiada sobre las condiciones de licitación de un país, o sobre la identidad de los otros proveedores que participan en la licitación;
- se requiere que cada país establezca un siste-

ma para la impugnación de licitaciones, que permita a los proveedores objetar el procedimiento o la adjudicación.

COOPERACION TECNICA

Los tres países intercambiarán información relativa a sus sistemas de compra, con objeto de apoyar a los proveedores en cada país de manera que aprovechen las oportunidades de compras generadas por el Tratado.

Los tres países establecerán un comité para que apoye a la micro, pequeña y mediana empresa a identificar las oportunidades de compras en los países miembros del TLC.

NEGOCIACIONES FUTURAS

Los tres países reconocen que los planteamientos de la sección de compras del sector público del TLC son deseables. Por ello, propiciarán que la cobertura prevista en éste se extiendan a los gobiernos estatales y provinciales que, después de consultas, acepten voluntariamente estos compromisos.

Comercio transfronterizo de servicios

El TLC amplía las iniciativas establecidas en el ALC entre Canadá y Estados Unidos y en las negociaciones multilaterales de la Ronda Uruguay para establecer reglas a nivel internacional sobre comercio de servicios. Las disposiciones en el TLC establecen los derechos y obligaciones para facilitar el comercio transfronterizo de servicios entre los tres países.

TRATO NACIONAL

El Tratado extiende a los servicios la obligación fundamental de otorgar trato nacional, la cual ha sido aplicada a bienes a través del GATT y de otros convenios comerciales. Cada país socio del Tratado otorgará a los prestadores de servicios de los otros países miembros del TLC, un trato no menos favorable que el otorgado, a sus propios prestadores de servicios, en circunstancias similares.

Con respecto a las disposiciones de los gobiernos estatales, provinciales o locales, trato nacional significa conceder un trato no menos favorable que el trato más favorable otorgado a los prestadores de servicios del país del que forman parte.

TRATO DE NACION MAS FAVORECIDA

El Tratado también prevé para los servicios una obli-

gación básica del GATT, la de trato de nación más favorecida. Esta requiere que cada país miembro del TLC otorgue a los proveedores de servicios de los otros países, trato no menos favorable que el otorgado a prestadores de servicios de cualquier otro país, en circunstancias similares.

PRESENCIA LOCAL

Conforme al Tratado, un prestador de servicios de otro país miembro del TLC no estará obligado a residir o establecer en su territorio o oficina alguna de representación, sucursal o cualquier otro tipo de empresa como condición para prestar un servicio.

RESERVAS

Cada uno de los países miembro del TLC podrá establecer reservas respecto de disposiciones, legales y otras medidas vigentes que no cumplan con las reglas y obligaciones arriba descritas. Dichas medidas federales, estatales y provinciales estarán especificadas en una lista en el Tratado. Los países tendrán un periodo de dos años para completar la lista con las reservas estatales y provinciales correspondientes. Las medidas incongruentes con el TLC podrán ser mantenidas a nivel municipal y local.

Los países miembros del TLC podrán renovar o modificar las disposiciones listadas, siempre que tales modificaciones o adiciones no las hagan más restrictivas.

RESTRICCIONES CUANTITATIVAS NO DISCRIMINATORIAS

Cada país proporcionará una lista con las disposiciones vigentes no discriminatorias que limiten el número de prestadores de servicios o las operaciones de los prestadores de servicios en algún sector particular. Cualquier país signatario del TLC podrá solicitar consultas sobre estas disposiciones, para negociar su liberalización o eliminación.

OTORGAMIENTO DE LICENCIAS Y CERTIFICACIONES

Para evitar barreras innecesarias al comercio, el Tratado establece disposiciones relativas a los procedimientos de expedición de licencias y certificación de profesionales. En particular, cada país asegurará que éstos se realicen con base en criterios objetivos y transparentes, tal como la capacidad profesional, que no sean más gravosos de lo necesario para garantizar la calidad de los servicios y que no constituyan, por sí mismos, una restricción para la prestación de un servicio. Se prevén mecanismos para el

reconocimiento mutuo de licencias y certificaciones; sin embargo, ningún país miembro del TLC tiene la obligación de reconocer, en forma automática, los estudios o experiencia de un prestador de servicios de otro país. En particular, los tres países de desarrollarán un programa de trabajo con el objeto de liberalizar el otorgamiento de licencias a consultores jurídicos extranjeros y la expedición de licencias temporales a ingenieros.

Los países miembros del TLC eliminarán los requisitos de nacionalidad y residencia para el otorgamiento de licencias y certificaciones a los prestadores de servicios profesionales dentro de su territorio dos años después de la entrada en vigor del Tratado. El incumplimiento de esta obligación facultará a los otros miembros a mantener o restablecer requisitos equivalentes en el mismo sector de servicios.

DENEGACION DE BENEFICIOS

Un país miembro podrá denegar los beneficios derivados del TLC, si el servicio en cuestión es proporcionado a través de una empresa de otro país miembro, de propiedad o bajo el control de una persona de un país no miembro del TLC, y dicha empresa no realice negocios considerables en la zona de libre comercio. En relación con los servicios de transporte, un país miembro puede denegar los beneficios a una empresa si demuestra que estos servicios son proporcionados con equipo no registrado en cualquiera de los tres países.

EXCLUSIONES

Estas disposiciones no se aplican a rubros cubiertos en otros apartados del Tratado, como son compras gubernamentales, subsidios, servicios financieros y servicios relacionados con la energía. Tampoco se aplican a la mayoría de los servicios aéreos; a las telecomunicaciones básicas; a los servicios sociales proporcionados por el gobierno de cualquier país miembro del TLC; a la industria marítima, excepto para algunos servicios entre México y Canadá; y a los sectores reservados al Estado o a los mexicanos de conformidad con la Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos. Cada país miembro se reserva el derecho de establecer medidas de aplicación general, como las relativas a prácticas fraudulentas, y son congruentes con el Tratado.

Transporte terrestre

El Tratado establece un calendario para la eliminación de barreras al transporte terrestre de mercancías y pasajeros entre México, Canadá y Estados Unidos.

ra el establecimiento de normas técnicas y de seguridad compatibles sobre transporte terrestre. El TLC preve un aumento gradual de la competencia en el servicio transfronterizo a fin de proporcionar igualdad de oportunidades en el mercado de transporte terrestre de América del Norte. Las disposiciones acordadas tienen el objetivo de garantizar que las industrias de transporte terrestre de los tres países alcancen mayor competitividad sin quedar en desventaja durante el período de transición hacia el libre comercio.

Calendario de liberalización

Servicios de camiones y autobuses. A partir de la entrada en vigor del Tratado, Estados Unidos modificará la moratoria que actualmente aplica al otorgamiento de permisos para la prestación de servicios de camiones y autobuses, para permitir a los operadores mexicanos de autobuses turísticos y fletados brindar servicios en el mercado transfronterizo estadounidense. Las compañías canadienses de camiones y autobuses no están incluidas en la moratoria estadounidense. Canadá seguirá permitiendo que los operadores de servicios de camiones y autobuses mexicanos y estadounidenses obtengan la autorización de prestar sus servicios en Canadá con base en el principio de trato nacional.

Tres años después de la firma del Tratado, México permitirá a las compañías de autotransporte canadienses y estadounidenses, hacer entregas transfronterizas y recoger carga en sus estados fronterizos, y Estados Unidos permitirá a empresas mexicanas prestar los mismos servicios en territorio fronterizo estadounidense. En la misma fecha, México permitirá un 49 por ciento de inversión canadiense y estadounidense en empresas de autobuses y de camiones de carga que proporcionen servicios internacionales de carga (comprendida la distribución punto a punto de dicha carga en territorio mexicano). Estados Unidos mantendrá su moratoria al otorgamiento de permisos para la prestación de servicios internos de autotransporte de carga y de pasajeros, permitiendo únicamente la participación minoritaria de inversionistas mexicanos en empresas estadounidenses.

Tres años después de la entrada en vigor del Tratado, Estados Unidos permitirá que las empresas de autobuses de México inicien la prestación de servicios transfronterizos con itinerario fijo de y hacia cualquier parte de Estados Unidos. México otorgará el mismo trato a las compañías de autobuses de Canadá y Estados Unidos.

Seis años después de que el Tratado entre en vigor, Estados Unidos permitirá a las compañías de autotransporte de carga de México, el acceso transfronterizo a todo su territorio para prestar sus servicios. México otorgará el mismo trato a las compañías

de autotransporte de carga de Canadá y Estados Unidos.

Al séptimo año de la entrada en vigor del Tratado, México permitirá un porcentaje 51 por ciento de inversión canadiense y estadounidense en compañías mexicanas de autobuses y camiones que presten servicios internacionales de carga. Al mismo tiempo, Estados Unidos eliminará la moratoria al otorgamiento de servicios para la operación en Estados Unidos de empresas de camiones de carga y autobuses con capital 100 por ciento mexicano.

Diez años después de la entrada en vigor del Tratado, México permitirá un 100 por ciento de inversión extranjera en empresas de camiones de carga y autobuses. Los países miembros no estarán obligados a eliminar restricciones a la inversión en transporte de carga interna.

Servicios de ferrocarril. De acuerdo con lo dispuesto en el Tratado y de manera congruente con las reservas de México en este sector, establecidas en la Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos, los ferrocarriles de Canadá y Estados Unidos podrán continuar comercializando libremente sus servicios en México, operar trenes unitarios con sus propias locomotoras, así como construir y tener en propiedad terminales y financiar infraestructura ferroviaria. México continuará gozando de acceso completo a los sistemas ferroviarios canadienses y estadounidenses. El TLC no afecta los requisitos migratorios establecidos en las disposiciones legales de los miembros del TLC sobre la sustitución de tripulaciones en la frontera o cerca de ella.

Servicios portuarios. El TLC también contiene disposiciones que liberalizan actividades portuarias relacionadas con el transporte marítimo. A partir de la entrada en vigor del Tratado, México permitirá el 100 por ciento de inversión canadiense y estadounidense en instalaciones y servicios portuarios, tales como grúas, muelles, terminales y estiba, para empresas que manejen carga de terceros, podrá haber 100 por ciento de inversión canadiense y estadounidense únicamente con previa autorización de la Comisión Nacional de Inversiones Extranjeras, Canadá y Estados Unidos seguirán permitiendo la inversión mexicana irrestricta en estas actividades.

Normas técnicas y de seguridad

Con base en el compromiso de los tres países para mejorar los niveles de salud y seguridad, y de proteger a los consumidores y al medio ambiente, los países miembros del TLC tratarán de hacer compatibles las normas relativas al autotransporte y a las operaciones ferroviarias, comprendiendo: **•** normas de seguridad para vehículos incluidos equipos como llantas y frenos, peso y dimensiones, mantenimiento y reparación y niveles de emisión; **•** pruebas no médicas y licencias para conductores de camiones; **•** normas médicas para conductores de camiones, locomotoras y otro equipo ferroviario y normas para personal operativo relevantes en las operaciones transfronterizas; **•** normas relacionadas con el autotransporte de sustancias peligrosas, y **•** señalización en las carreteras y cumplimiento de los requisitos de seguridad en autotransporte.

Acceso a información

Cada uno de los países establecerán centros que brinden información sobre transporte terrestre, en cuestiones como autorizaciones para operar y requisitos de seguridad.

Proceso de revisión

Cinco años después de la entrada en vigor del Tratado, los tres países establecerán un comité de funcionarios gubernamentales para realizar consultas sobre la efectividad de la liberalización en el sector de transporte terrestre, los problemas específicos de la industria del autotransporte en cada país y los efectos no anticipados de la liberalización de ese sector. A más tardar siete años después de la entrada en vigor del Tratado, las consultas también versarán sobre la posibilidad de liberalizar, en mayor medida, los servicios de transporte terrestre. Los resultados de estas consultas se remitirán a la Comisión de Comercio del TLC para tomar las medidas conducentes.

Telecomunicaciones

El TLC dispone que las redes públicas de telecomunicaciones ("redes públicas") y los servicios de telecomunicaciones estarán disponibles, en términos y condiciones razonables y no discriminatorios, para empresas e individuos que las utilicen en la realización de sus actividades. El uso de las redes públicas incluye la prestación de servicios mejorados o de valor agregado y las comunicaciones internas de las corporaciones. La operación y establecimiento de las redes y servicios públicos de telecomunicaciones no forman parte de este Tratado.

Acceso y uso de las redes públicas

Los países garantizarán que prevalezcan condiciones razonables para el acceso y uso de las redes públicas, incluida la capacidad de: **•** arrendar líneas privadas; **•** conectar equipo terminal y equipo de

des públicas;

- interconectar circuitos privados a las redes públicas;
- realizar funciones de conmutación, señalización y procesamiento; y
- emplear protocolos de operación, a elección del usuario.

Además, sólo se impondrán condiciones al acceso y uso, si son necesarias para salvaguardar la responsabilidad del servicio público de los operadores de la red, o para proteger la integridad técnica de las redes públicas.

Las tarifas de los servicios públicos de telecomunicaciones de los países miembros del TLC deberán reflejar los costos económicos, y los circuitos privados arrendados deberán estar disponibles sobre la base de una tarifa fija. Sin embargo, el Tratado no prohíbe el otorgamiento de subsidios cruzados entre los servicios públicos de telecomunicaciones. Las empresas o las personas podrán utilizar las redes y servicios públicos para transmitir información dentro de cada país y dentro del territorio de América del Norte.

Las disposiciones descritas en esta sección no se aplican a las medidas que afectan la distribución de programas de radio o televisión a través de estaciones radiodifusoras o sistemas de cable, las cuales tendrán acceso a, y uso permanentes de las redes y servicios públicos.

Excepciones y limitaciones

Los tres países no estarán obligados a conceder autorización para prestar u operar redes y servicios de telecomunicaciones a una persona de otro país miembro del TLC, y se reservan la facultad de prohibir a los operadores de redes privadas la prestación de redes y servicios públicos de telecomunicaciones.

Telecomunicaciones mejoradas

El Tratado dispone que los procedimientos de cada país para otorgar licencias u otras autorizaciones para la prestación de servicios mejorados o de valor agregado sean transparentes, no discriminatorios y expeditos. Los proveedores de servicios de telecomunicación mejorados de los tres países no estarán sujetos a las obligaciones que generalmente se les imponen a los proveedores de redes y servicios públicos de telecomunicaciones tales como prestar servicios al público en general o justificar sus tarifas con base en los costos.

Medidas de normalización

El Tratado limita las normas que se pueden imponer a la conexión del equipo de telecomunicaciones a las redes públicas. Las medidas no discriminatorias y necesarias para interoperar con los servicios de

las redes y servicios públicos, tallas en el equipo de facturación, y a aquellas pertinentes para garantizar a los usuarios seguridad y acceso. Además, se permitirá a cualquier entidad técnicamente calificada probar el equipo que será conectado a las redes públicas. Este apartado también establece procedimientos en cada país para la aceptación de los resultados de las pruebas realizadas en los otros países del TLC.

Prestación monopolica de servicios
El Tratado reconoce que un país signatario puede mantener o designar a un prestador monopolico de redes o servicios públicos. Cada país garantizará que cualquier monopolio no abuse de su posición en actividades fuera de su campo de acción incurriendo en conductas contrarias a la competencia que afecten adversamente a una persona de algún otro país del TLC.

Disponibilidad de información
La información que afecta el acceso a, y uso de las redes y servicios públicos de telecomunicaciones estará disponible al público en general, incluyendo:

- tarifas y otros terminos y condiciones para la prestación del servicio;
- especificaciones sobre las interfaces técnicas de redes y servicios;
- información sobre las entidades reguladoras en materia de normas;
- condiciones para la conexión de equipo terminal, y
- requisitos de notificación, permisos, registro o licencias.

Cooperación técnica
Los países cooperarán para el intercambio de información técnica y el desarrollo de programas de capacitación de gobierno a gobierno. Los países reconocen la importancia de las normas internacionales para las telecomunicaciones globales y acuerdan promoverlas mediante los trabajos de la Unión Internacional de Telecomunicaciones, la Organización Internacional de Normalización y otros organismos internacionales pertinentes.

Inversión

El Tratado elimina barreras importantes a la inversión, otorga garantías básicas a los inversionistas de los tres países y establece un mecanismo para la solución de controversias que pudieran surgir entre los inversionistas y un país del TLC.

Cobertura
El apartado establece preceptos que se aplican a las inversiones que realicen los inversionistas de un país miembro del TLC en territorio de otro. Para efectos del Tratado, el concepto de inversión se define de manera amplia ya que abarca todas las formas de propiedad y participación en las empresas, a la propiedad tangible o intangible y aquella derivada de un contrato.

Trato no discriminatorio y niveles mínimos de trato
Cada país otorgará a los inversionistas de un país del TLC y a las inversiones que ellos realicen, trato no menos favorable que el que otorga a sus propios inversionistas (trato nacional) o a los inversionistas de otros países (trato de nación más favorecida). En lo que toca a las disposiciones estatales, provinciales, o municipales se entenderá como trato nacional el no menos favorable que el que otorga a sus propios inversionistas. Asimismo, cada país otorgará a las inversiones de inversionistas de países del TLC, trato justo y equitativo, así como plena seguridad y protección acordes con el derecho internacional.

Requisitos de desempeño
Ningún país miembro del TLC podrá imponer requisitos de desempeño a las inversiones en su territorio, tales como niveles de exportación, contenido nacional mínimo, trato preferencial a proveedores nacionales, importaciones sujetas a los ingresos por exportaciones, transferencia de tecnología y requisitos de fabricación de productos en una región determinada. Sin embargo, lo anterior no se aplicará a las compras del sector público, a los programas de incentivos a la exportación, ni a las actividades en materia de ayuda internacional.

Transferencias
Los inversionistas de un país miembro del TLC podrán convertir la moneda de curso legal en divisas, al tipo de cambio que prevalezca en el mercado, de sus ganancias, ingresos derivados de una venta, pago de préstamos, u otras transacciones relacionadas con una inversión. Cada país miembro del TLC asegurará que esas divisas puedan transferirse libremente.

Expropiación
Ningún país miembro del TLC podrá expropiar, de manera directa o indirecta, inversiones que realicen los empresarios de los países miembros del TLC, salvo por causas de utilidad pública, con base en el principio

de no discriminación y de acuerdo con las formalidades que establece la ley. Los inversionistas afectados deberán recibir, sin demora, una indemnización cuyo monto será determinado conforme al valor justo de mercado de las inversiones expropiadas, más cualquier interés correspondiente.

Solución de controversias
Los inversionistas de los países miembros del TLC podrán reclamar el pago de daños pecuniaros por violaciones a las disposiciones de este apartado por parte del país receptor de la inversión, mediante procedimientos de arbitraje entre el inversionista y el Estado, o ejercitar los recursos disponibles ante los tribunales nacionales de ese país.

Cumplimientos y excepciones específicos de cada país
Cada país miembro del TLC determinará sus compromisos de liberalización y sus excepciones a las obligaciones de trato nacional, nación más favorecida y requisitos de desempeño. En el caso de México estas excepciones toman en consideración las exigencias constitucionales, reservándose ciertas actividades al Estado Mexicano. En un plazo de dos años, cada país especificará las excepciones estatales y provinciales. Con excepción de algunos sectores sensibles a las importaciones, estas medidas no podrán hacerse más restrictivas y, una vez liberalizadas, no podrán volverse más restrictivas. Sin embargo, algunos sectores sensibles como telecomunicaciones básicas, servicios sociales, y marítimo, no estarán sujetos a esta limitación.

Canadá podrá revisar la adquisición de empresas conforme se contempla en el TLC. México podrá revisar las adquisiciones de empresas cuyo valor, al entrar en vigor el TLC, sea de 25 y hasta 150 millones de dólares en el décimo año. Dichos valores serán indexados.

Excepciones
En general, las disposiciones sobre inversión no se aplicarán a las compras del sector público ni a subsidios. Por motivos de seguridad nacional el Tratado establece excepciones para la adquisición de empresas por extranjeros.

Inversión y medio ambiente
El Tratado establece que ningún país deberá reducir sus normas ambientales con el propósito de atraer inversiones y que los países consultarán sobre el cumplimiento de estas disposiciones. Asimismo, el TLC especifica que un país miembro podrá emprender las acciones correspondientes para la protección al medio ambiente, de conformidad con las disposiciones sobre inversión del Tratado.

Política en materia de competencia, monopolios y empresas del Estado

El Tratado incluye disposiciones sobre prácticas comerciales no competitivas, privadas y públicas, en reconocimiento a que estas disposiciones contribuirán a lograr los objetivos del TLC.

Política en materia de competencia
Cada país del TLC adoptará o mantendrá medidas en contra de prácticas comerciales no competitivas y cooperará en la aplicación y ejecución de la ley en materia de competencia.

Monopolios y empresas del estado
Empresas del estado: Las disposiciones del Tratado requieren que las empresas que pertenezcan sean controladas por los gobiernos federales, provinciales o estatales actúen de manera congruente con las obligaciones del país en cuestión cuando ejerzan una función reglamentaria, administrativa o de otra autoridad gubernamental, como en el caso del otorgamiento de licencias.

Monopolios: El Tratado impone algunas disciplinas adicionales aplicables a los monopolios federales propiedad del gobierno, actuales y futuros, así como a cualquier monopolio privado que un país del TLC pueda designar en el futuro. En la compra o venta de un bien o servicio de monopolio, éste deberá apearse a las consideraciones comerciales que sean compatibles en los términos del mandato gubernamental, y no deberá discriminar a bienes o negocios de los otros países del Tratado. Cada país deberá asegurarse que los monopolios no se valgan de su posición para involucrarse en prácticas contrarias a la competencia en mercados no monopolicos en su territorio.

Comité en materia de comercio y competencia
Un comité (trilateral) considerará asuntos sobre la relación entre políticas y leyes de competencia y el comercio en la zona de libre comercio.

Servicios financieros

El TLC establece un enfoque integral sustentado en principios sobre las disposiciones gubernamentales que regulan la prestación de servicios financieros. Los preceptos de esta sección se aplican a las medidas que afectan la prestación de servicios por instituciones financieras de bancos, seguros, valores, y otros servicios financieros. Adicionalmente, cada país define

compromisos específicos de liberalización, los periodos de transición para ajustarse a los principios acordados y algunas reservas a dichos principios

Principios

Presencia comercial y operaciones transfronterizas Conforme al Tratado, los proveedores de servicios financieros de un país miembro del TLC podrán establecerse en otro de los países signatarios para realizar operaciones de banca, seguros, valores y otro tipo de servicios que el país anfitrión determine sean de naturaleza financiera. Cada país permitirá a sus residentes adquirir servicios financieros en territorio de otro país y no podrá imponer restricciones a las operaciones transfronterizas en ningún sector financiero, adicionales a las restricciones ya existentes, salvo que el país haya excluido específicamente a algún sector de esta obligación.

Trato no discriminatorio Cada país deberá otorgar trato nacional, referido este como trato respecto a las oportunidades para competir, así como trato de nación más favorecida a los prestadores de servicios financieros que operen en su territorio. Se considera que una medida otorga igualdad de oportunidades para competir cuando no coloca en desventaja a los prestadores de servicios financieros de otro país respecto de los nacionales.

Procedimientos de transparencia Para procesar las solicitudes de operación en sus respectivos mercados financieros, cada país

- informará a las personas interesadas los requisitos necesarios para establecerse,
- a petición del interesado, proporcionará información relativa a la situación del trámite de la solicitud,
- emitirá, en la medida de lo posible, su resolución administrativa sobre la solicitud de operación, en un plazo no mayor a 120 días;
- publicará las medidas de aplicación general a más tardar en el momento en que entren en vigor y, cuando sea posible, ofrecerá a los interesados la oportunidad de hacer observaciones sobre las medidas o disposiciones financieras que se proponga adoptar, y
- establecerá uno o más centros de información donde se pueda responder a preguntas relativas a las disposiciones aplicables sobre el sector servicios financieros.

Medidas cautelares y de balanza de pagos No obstante cualquier otra disposición del Tratado, las autoridades de los países conservarán facultades para expedir regulaciones razonables que tengan el propósito de salvaguardar la integridad y estabilidad del sistema financiero. Los países también podrán adoptar,

en circunstancias específicas, medidas que tengan el propósito de proteger la balanza de pagos

Consultas

El Tratado establece procedimientos específicos de consulta sobre asuntos relativos a servicios financieros entre los países miembros

Compromisos de los países

México México permitirá a las empresas financieras organizadas conforme a la ley de otro país miembro del TLC, establecer en su territorio instituciones financieras, las que estarán sujetas a ciertos límites de mercado aplicables durante un periodo de transición que concluirá hacia el año 2000. A partir de esa fecha, México podrá aplicar salvaguardas temporales en los sectores de banca y de valores.

Banca y casas de bolsa Durante la transición, el límite máximo a la participación extranjera agregada en el mercado bancario, se incrementará gradualmente del ocho al quince por ciento. Por lo que se refiere a la participación extranjera en las empresas de valores, el límite máximo se incrementará del diez al veinte por ciento en el mismo periodo. De igual manera, durante el periodo de transición México aplicará límites individuales de 1.5 por ciento del mercado a la participación máxima de un banco y de cuatro por ciento a la participación máxima de una casa de bolsa. Las adquisiciones de bancos que ocurran con posterioridad al término del periodo de transición continuarán sujetas a consideraciones cautelares razonables y a un límite máximo del cuatro por ciento del mercado para la institución resultante de la adquisición.

Aseguradoras Las aseguradoras canadienses y estadounidenses podrán tener acceso al mercado mexicano de dos maneras: Primero, las compañías asociadas con aseguradoras mexicanas, podrán incrementar en forma gradual su participación accionaria en la sociedad en coinversión, de 30 por ciento en 1994, al 51 por ciento en 1998 y hasta alcanzar el 100 por ciento en el año 2000. Este tipo de compañías no estarán sujetas a límites máximos, ni agregados ni individuales, de participación en el mercado. En segundo lugar, las aseguradoras de Canadá y Estados Unidos podrán constituir filiales sujetas a un límite agregado de seis por ciento de participación máxima en el mercado, participación que aumentará paulatinamente hasta el 12 por ciento al término de 1999, y a un límite individual del 1.5 por ciento del mercado. Estos límites serán eliminados por completo el 1o de enero del año 2000. Adicionalmente, las compañías de Canadá y Estados Unidos hoy asociadas con aseguradoras mexicanas, podrán incrementar su participación accionaria hasta el 100 por ciento en dichas

compañías a partir del 1o de enero de 1996. A la entrada en vigor del TLC, las sociedades prestadoras de servicios auxiliares y de intermediación en seguros podrán establecer filiales sin límites de participación.

Empresas financieras no bancarias México permitirá a las empresas financieras no bancarias de Canadá y Estados Unidos establecer diferentes filiales en México para prestar servicios de crédito al consumo, crédito comercial, préstamos hipotecarios o servicios de tarjeta de crédito, en términos no menos favorables que los que disfruten las instituciones mexicanas. Sin embargo, durante el periodo de transición, los activos agregados de estas filiales no podrán exceder el tres por ciento de la suma de los activos agregados de los bancos más aquellos de las empresas financieras no bancarias de objeto limitado. Los servicios de crédito que presten las filiales de las empresas autorizadas en relación con los vehículos producidos por esas empresas, no se someterán al límite del tres por ciento ni se tomarán en cuenta para determinar dicho porcentaje.

Otras empresas Las compañías de factoraje y arrendamiento financiero de países miembros del TLC estarán sujetas a límites transitorios de participación máxima en el mercado con las mismas características y duración que los que se apliquen a las casas de bolsa, excepto que no se fijarán límites individuales de participación máxima en el mercado. A la entrada en vigor del Tratado, los almacenes generales de depósito, las fianzadoras, las casas de cambio, así como las sociedades controladoras de sociedades de inversión provenientes de países miembros del TLC también podrán establecer filiales, no existiendo en estos casos límites a su participación de mercado.

Canadá Resultado del ALC, las empresas e individuos de Estados Unidos están exentos de las disposiciones canadienses aplicables a los no residentes relativas a su regla "10/25", en la que se impide a los no residentes adquirir, en conjunto, más del 25 por ciento de las acciones de una institución financiera canadiense sometida a la jurisdicción federal. Con el TLC, Canadá extiende esta exención a las empresas e individuos mexicanos. Los bancos mexicanos tampoco estarán sujetos al límite del 12 por ciento de los activos totales que se aplica a los bancos que no forman parte de la zona de libre comercio del TLC, ni requerirán la aprobación del Ministro de Finanzas para abrir más de una sucursal en territorio canadiense.

Estados Unidos Estados Unidos permitirá a grupos financieros mexicanos que hayan adquirido legalmente un banco mexicano con operaciones en Estados Unidos, continuar operando su casa de bolsa en Estados Unidos durante cinco años después de dicha adquisición. Para el efecto, la adquisición deberá ocurrir antes de la entrada en vigor del Tratado, el banco o la casa de bolsa involucrada debieron

estar en operación en el mercado estadounidense el 1o de enero de 1992 y 30 de junio de 1992, respectivamente. La casa de bolsa no podrá incrementar la gama de sus actividades o adquirir otras casas de bolsa en Estados Unidos. Asimismo, estará sujeta a medidas no discriminatorias que restrinjan las operaciones entre ellas y sus filiales. Excepto estas disposiciones, nada de este compromiso afectará las operaciones bancarias estadounidenses de los grupos financieros mexicanos.

Canadá-Estados Unidos Los compromisos en materia financiera entre Estados Unidos y Canadá derivados del ALC se incorporarán a este Tratado.

Propiedad intelectual

El TLC establece obligaciones sustanciales relativas a la propiedad intelectual, las cuales se fundamentan en el trabajo realizado por el GATT y los convenios internacionales más importantes sobre la materia. Cada país protegerá adecuada y efectivamente los derechos de propiedad intelectual con base en el principio de trato nacional, y asegurará el cumplimiento efectivo de estos derechos, tanto a nivel nacional como en las fronteras.

El Tratado define compromisos específicos sobre la protección de:

- derechos de autor, incluyendo los fonogramas,
- patentes;
- marcas;
- derechos de los obtenedores de vegetales,
- diseños industriales,
- secretos industriales;
- circuitos integrados (semiconductores), e
- indicaciones geográficas.

Derechos de autor

En el área de derechos de autor, las obligaciones de los países signatarios del Tratado son:

- proteger los programas de cómputo como obras literarias, y las bases de dato como compilaciones;
- conceder derechos de renta para los programas de cómputo y fonogramas; y
- estipular un plazo de protección de por lo menos 50 años para los fonogramas.

Patentes

El Tratado otorga protección a las invenciones, requiriendo a cada país... conceder patentes para productos... (texto ilegible)

los farmacéuticos y agroquímicos.

- eliminar cualquier régimen especial para categorías particulares de productos, cualquier disposición para la adquisición de los derechos de patentes, y cualquier discriminación en la disponibilidad y goce de los derechos de patentes que se otorguen localmente y en el extranjero; y
- brindar la oportunidad a los titulares de las patentes, para que obtengan protección en los inventos relativos a productos farmacéuticos y agroquímicos, que antes no estaban sujetos a ser patentados

Otros derechos de propiedad intelectual

Además, esta sección establece reglas para proteger a

- las marcas de servicios al mismo nivel que las de productos,
- las señales codificadas emitidas por satélites, en contra de su uso ilegal,
- los secretos industriales en general, así como la protección contra la divulgación por parte de las autoridades competentes de resultados presentados por las empresas relativos a la seguridad y eficacia de sus productos farmacéuticos o agroquímicos,
- los circuitos integrados tanto en sí mismos, como a los bienes que los incorporen, y
- las indicaciones geográficas, para proteger a los titulares de las marcas y evitar inducir al público a error

Procedimientos de ejecución

También se incluyen obligaciones detalladas sobre

- los procedimientos judiciales para la puesta en práctica de los derechos de propiedad intelectual incluidas las disposiciones relativas a daños, suspensión precautoria y, en general, a los aspectos de legalidad en los procedimientos; y
- el cumplimiento de los derechos de propiedad intelectual en la frontera, incluidas las salvaguardas para prevenir el abuso.

Entrada temporal de personas de negocios

En virtud de la relación económica preferencial entre los países miembros del TLC, esta sección especifica los compromisos que, sobre bases recíprocas, asumieron los tres países para agilizar la entrada temporal de las personas de negocios que sean nacionales de México, Canadá y Estados Unidos. No se establece un mercado común con libre mo-

vimiento de personas. Cada uno de los países conserva el derecho de velar por la protección del empleo permanente de su fuerza de trabajo, así como el de adoptar la política migratoria que juzgue conveniente, y el de proteger la seguridad en sus respectivas fronteras.

Los compromisos de esta sección para la entrada temporal de personas de negocios, desarrollados a partir de las disposiciones sobre la materia en el ALC entre Estados Unidos y Canadá, han sido diseñadas para satisfacer las necesidades de los países miembros del Tratado

Los países contratantes deberán autorizar la entrada temporal a cuatro categorías de personas de negocios

- visitantes de negocios que desempeñen actividades internacionales relacionadas con investigación y diseño; manufactura y producción; mercadotecnia, ventas; distribución, servicios después de la venta y otros servicios generales.
- comerciantes que lleven a cabo un intercambio sustancial de bienes o servicios entre su propio país y el país al que desean entrar, e inversores que buscan invertir un monto sustancial de capital en territorio de otro país signatario; estas personas deberán estar empleadas o desempeñar su labor a nivel de supervisores, ejecutivos o en alguna actividad que requiera habilidades esenciales
- personal transferido dentro de una compañía, mismo que deberá ocupar un puesto a nivel administrativo, ejecutivo o poseer conocimientos especializados y ser transferido por su compañía, a otro de los países miembros del TLC. Estas categorías de profesionales que cumplan con los requisitos mínimos de preparación o que posean credenciales equivalentes y pretendan llevar a cabo una actividad de negocios a nivel profesional.

México y Estados Unidos acordaron limitar la entrada temporal de profesionales mexicanos a Estados Unidos a un número anual de 5 mil 500 personas. Este límite numérico es adicional al que se permite conforme a una categoría similar dispuesta por la ley de Estados Unidos en la cual se establece una limitación global de 65 mil profesionales, la que no será afectada por el Tratado. El límite numérico de 5 mil 500 podrá incrementarse por acuerdo entre México y Estados Unidos y se eliminará diez años después de la entrada en vigor del TLC, salvo que los dos países decidieran hacerlo antes de esa fecha. Canadá, por su parte, no impone a México límite alguno. El TLC no modifica el acceso proporcionado a los profesionales

de Canadá y Estados Unidos conforme a lo establecido en el ALC.

Consultas

Los países miembros del TLC realizarán consultas sobre asuntos de entrada temporal a través de un grupo de trabajo especializado. Dentro de sus labores, el grupo considerará la posibilidad de extender las disposiciones de esta sección al cónyuge de la persona de negocios a la cual se le haya otorgado entrada temporal, de conformidad con lo dispuesto en el TLC, por periodos de un año o más en calidad de comerciantes e inversionistas, personal transferido dentro de una compañía y profesionales

Disposición de información

Cada país publicará material explicativo, fácilmente comprensible, sobre los procedimientos que las personas de negocios deben seguir para beneficiarse de lo dispuesto sobre entrada temporal en el Tratado

Incumplimiento

Las disposiciones sobre solución de controversias del TLC podrán invocarse solamente sobre la base de que otro país ya incurra en una práctica recurrente que sea incompatible con las disposiciones sobre entrada temporal.

Disposiciones institucionales y procedimientos para la solución de controversias

Disposiciones Institucionales

Esta sección establece las instituciones responsables de la aplicación del Tratado, y busca asegurar su administración conjunta así como la prevención y solución de controversias derivadas de la interpretación y aplicación del TLC.

Comisión de Comercio. La institución central del Tratado será la Comisión de Comercio, integrada por ministros o funcionarios a nivel de gabinete que sean designados por cada país. Esta Comisión tendrá sesiones anuales, pero su trabajo cotidiano lo llevarán a cabo funcionarios de los tres gobiernos que participen en los diversos comités y grupos de trabajo establecidos a lo largo del Tratado. Tales comités y grupos operarán por consenso.

Secretariado. El TLC establece un Secretariado para apoyar a la Comisión, así como a otros grupos secundarios y tribunales para la solución de controversias. El apoyo administrativo y técnico del Secretariado permitirá a la Comisión asegurar la administración conjunta y efectiva de la zona de libre comercio.

Procedimientos para la solución de controversias. El Tratado crea procedimientos efectivos y expeditos para la solución de controversias.

Consultas. Siempre que surja un asunto que pudiera afectar los derechos de un país derivado de este Tratado, el gobierno de ese país podrá solicitar consultas a los otros gobiernos involucrados, los cuales deben atender con prontitud la solicitud. El TLC concede prioridad a la conciliación como forma de resolver una controversia. El tercer país tiene derecho a participar en las consultas entre dos países o a iniciar consultas por su cuenta.

Funciones de la Comisión de Comercio. Si las consultas no resuelven el asunto dentro de un plazo de 30 a 45 días, cualquier país podrá convocar a la Comisión de Comercio a una reunión plenaria. Esta procurará una solución pronta mediante el uso de buenos oficios, mediación, conciliación, u otros medios alternativos que diriman litigios.

Inicio de procedimientos ante tribunales. Si después de la intervención de la Comisión de Comercio no se logra una resolución mutuamente satisfactoria, cualquier país involucrado podrá solicitar el establecimiento de un tribunal que considere la controversia.

Selección del foro

En el caso de que una controversia pudiera someterse tanto a instancias previstas por el GATT como a las que instituye el TLC, el país demandante podrá elegir entre cualquiera de los dos foros. Si el tercer país desea someter el asunto ante un foro distinto, los dos países que actúen como demandantes en la controversia consultarán para llegar a un acuerdo sobre un foro único. Si estos países no llegaran a un arreglo, normalmente el procedimiento de solución de controversias se llevará a cabo ante un tribunal arbitral establecido según las disposiciones del Tratado. Una vez seleccionado el foro, éste será excluyente del otro.

Si una controversia se finca en cuestiones relativas a medidas de normalización en materia de medio ambiente, seguridad, salud o conservación, o si surge por la aplicación de convenios ambientales específicos, el país demandado podrá elegir que la controversia se someta a un tribunal establecido conforme al TLC. Estas reglas también contemplan procedimientos para conocer de controversias sobre asuntos cubiertos por el ALC entre Canadá y Estados Unidos.

Procedimientos de los tribunales. Si el país demandante decide que el asunto se lleve a cabo mediante los procedimientos del TLC, puede solicitar el establecimiento de un tribunal arbitral. El tercer país también podrá participar en el procedimiento, o limitarse a presentar a la Comisión de Comercio una declaración de posición.

presentar conclusiones de hechos y determinar si la acción impugnada es incompatible con las obligaciones derivadas del TLC y puede hacer recomendaciones para la solución de la controversia.

Los tribunales se integrarán por cinco miembros quienes serán elegidos normalmente de una lista acordada trilateralmente, integrada por expertos en materia jurídica y comercial u otras áreas relevantes, originarios de cualquier país, inclusive de un país no miembro del TLC. El Tratado prevé una lista especial de expertos para el caso de controversias en materia de servicios financieros.

Para asegurar la imparcialidad del tribunal, los miembros que lo integren se seleccionarán mediante un proceso de "selección inversa": el presidente será seleccionado primeramente, por acuerdo entre los países contendientes y, a falta de acuerdo, por un lado de la controversia, elegido por sorteo. El presidente no podrá ser ciudadano del lado que realice la selección, pero podrá ser ciudadano de un país no miembro del TLC. Luego, cada lado deberá seleccionar dos integrantes adicionales que sean ciudadanos del otro país o países del lado contrario. Cuando una persona que no esté incluida en la lista de miembros trilateralmente acordada sea seleccionada para integrar un tribunal, cualquier país contendiente podrá ejercer una recusación sin expresión de causa contra tal persona.

Las reglas procesales, que la Comisión desarrollará con mayor detalle, permitirán presentar comunicaciones escritas y réplicas, y otorgarán el derecho a, cuando menos, una audiencia. Para asegurar una pronta resolución de los conflictos, las reglas procesales establecen plazos estrictos. Un procedimiento especial permitirá que comités de revisión científica apoyen a los tribunales sobre cuestiones de hecho relativas al medio ambiente, normas técnicas y otros asuntos científicos pertinentes.

El tribunal deberá presentar un informe preliminar con carácter confidencial a los países contendientes, dentro de un plazo de 90 días a partir de la selección de sus miembros, salvo que los países en conflicto acuerden otra cosa. Estos, a su vez tendrán 14 días para comunicar al tribunal sus comentarios respecto del informe. El tribunal presentará el informe final a los países contendientes en un plazo de 30 días a partir de la fecha en que se presentó el informe preliminar, y será turnado a la Comisión, la cual generalmente lo publicará.

Puesta en práctica y cumplimiento. A partir de la fecha en que se haya recibido el informe del tribunal, los países contendientes deberán acordar la solución de la controversia, la cual normalmente se apartará a las recomendaciones del tribunal. El tribunal determina que el país demandado ha

actuado de manera incompatible con sus obligaciones conforme al TLC y los países contendientes no llegan a un acuerdo dentro de 30 días u otro plazo mutuamente acordado luego de la recomendación, el país demandante podrá suspender la aplicación de ventajas equivalentes hasta que se resuelva el asunto. Cualquier país que considere excesiva la represalia tendrá el derecho de someter el asunto a un tribunal para obtener una resolución.

Metodos alternativos para la solución de controversias comerciales privadas

En el apartado de inversión se encuentran disposiciones especiales que contemplan el recurso al arbitraje internacional para controversias entre inversionistas y países miembros del TLC. Los países del TLC, además, alentarán y facilitarán el uso de métodos alternativos para la solución de controversias comerciales internacionales entre particulares de la zona de libre comercio, y asegurarán la ejecución de los compromisos y de las sentencias arbitrales. El Tratado prevé el establecimiento de un comité consultivo sobre métodos alternativos para la solución de esas controversias.

Administración de disposiciones legales

Estas reglas están diseñadas para asegurar que las leyes, reglamentaciones y otras medidas que afecten a comerciantes e inversionistas sean accesibles y se administran por funcionarios de los tres países con imparcialidad y de conformidad con los principios de legalidad. Los tres países dispondrán conforme a su derecho, la revisión administrativa o judicial independiente con relación a asuntos contemplados por el Tratado.

Las disposiciones sobre notificación e intercambio de información darán a cada gobierno la oportunidad de consultar cualquier acción adoptada por cualquier país que pudiera afectar la operación del Tratado y están diseñadas para apoyar a los países del TLC a evitar o reducir las posibles controversias.

Puntos de enlace. Cada país designará un punto de enlace para facilitar la comunicación entre los países del TLC.

Excepciones

El TLC incluye disposiciones que aseguran que el Tratado no restrinja la capacidad de un país para proteger sus intereses nacionales.

Excepciones generales

Esta disposición permite a un país contratante adoptar medidas que afecten al comercio y que en otras circunstancias serían incompatibles con sus obligaciones, cuando lo haga para proteger intereses tales como la moral pública, la seguridad, la vida y salud humana, animal y vegetal, o los tesoros nacionales o para conservar recursos naturales o para la ejecución de medidas en contra de prácticas engañosas o comportamientos contrarios a la competencia. Sin embargo, tales medidas no deberán resultar en discriminación arbitraria o en restricciones disfrazadas sobre el comercio entre los países del TLC.

Seguridad nacional

Nada de lo dispuesto en el Tratado afectará la capacidad de cualesquiera de los países signatarios, de adoptar medidas que consideren necesarias para proteger sus intereses esenciales de seguridad.

Tributación

El TLC dispone que, en general, los asuntos tributarios se regirán por los acuerdos de doble tributación celebrados entre los países miembros.

Balanza de pagos

De conformidad con el Tratado, un país contratante puede adoptar medidas que restrinjan el comercio para proteger su balanza de pagos, sólo en circunstancias limitadas y de acuerdo con las reglas del Fondo Monetario Internacional.

Industrias culturales

Los derechos de Canadá y Estados Unidos con respecto a las industrias culturales se regirán por el ALC. Cada país mantiene el derecho de adoptar medidas con efectos comerciales equivalentes en represalia a cualquier acción referente a la industria cultural que hubiera sido una violación al ALC, excepto para las disposiciones sobre industrias culturales. Dichas medidas compensatorias no se limitarán por las obligaciones derivadas del TLC. Los derechos y obligaciones entre México y Canadá serán idénticos a los que se aplican entre Canadá y Estados Unidos.

Disposiciones finales

Entrada en vigor. Esta sección dispone que el Tratado entrará en vigor el 10 de enero de 1994, una vez concluidos los procedimientos internos de aprobación.

Adhesion

El TLC dispone que otros países o grupos de países podrán ser admitidos como miembros del Tratado con el consentimiento de los países miembros, de conformidad con los términos y condiciones que éstos establezcan y una vez concluidos los procesos internos de aprobación en cada uno de ellos.

Reformas y denuncia

Esta sección contiene disposiciones para introducir reformas al Tratado de conformidad con los procedimientos internos de aprobación. Cualquier país miembro podrá denunciar el Tratado con notificación previa de seis meses.

Resumen de las disposiciones sobre medio ambiente

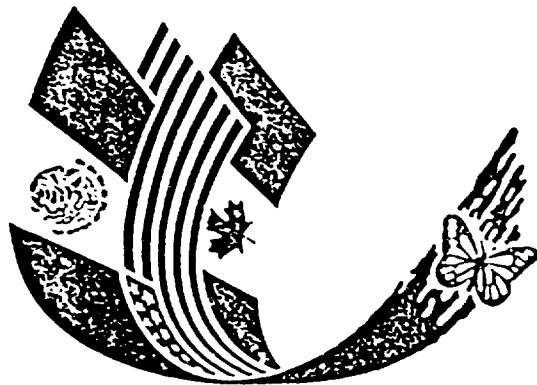
Los tres países miembros del TLC se han comprometido a aplicar y administrar el Tratado de manera compatible con la protección al medio ambiente, así como a impulsar el desarrollo sostenible. Las disposiciones específicas del Tratado en la materia se fundamentan en estos compromisos. Por ejemplo:

- Las obligaciones comerciales de los tres países derivadas de convenios internacionales determinados sobre especies en vías de extinción, sustancias que dañan la capa de ozono y desechos peligrosos prevalecerán sobre las disposiciones del Tratado, sujeto al requisito de minimizar la incompatibilidad de estos convenios con el TLC. Con ello, se asegura que el TLC no limite el derecho de cada país para adoptar medidas conforme a dichos convenios.
- En el Tratado se confirma el derecho de cada país para determinar el nivel de protección que considere adecuados para el medio ambiente y para la vida o salud humana, animal o vegetal.
- En el Tratado también se establece claramente que, para asegurar el nivel de protección, cada país podrá adoptar y mantener normas sanitarias y fitosanitarias, incluyendo algunas que pudieran ser más estrictas que las internacionales.

• Los tres países trabajarán conjuntamente para mejorar el nivel de protección del medio ambiente y de la vida y salud humana, animal y vegetal. En el Tratado se dispone que ningún país miembro deberá disminuir el nivel de protección de sus normas de salud y seguridad o medio ambiente con el propósito de atraer inversión.

- En los casos de controversias comerciales relacionadas con las normas de un país determinado y con implicaciones sobre el medio ambiente, este país podrá optar por que se remita el caso a los mecanismos de solución de controversias del Tratado, en lugar de recurrir a los establecidos en otros acuerdos comerciales. Los países también dispondrán de esta opción en controversias sobre medidas comerciales derivadas de convenios internacionales en materia de medio ambiente.

- Los tribunales para la solución de controversias conforme al Tratado, podrán solicitar asesoría de científicos, incluyendo aquéllos en materia ambiental, sobre asuntos referentes a medio ambiente, normas y otros de índole científica.
- Dentro del proceso de solución de controversias el país demandante tendrá la carga de probar que una medida en materia ambiental o de salud adoptada por un país miembro del T.L.C. es incompatible con el Tratado.



ANNEXE9
CADRE JURIDIQUE DE L'INVESTISSEMENT ETRANGER
DIRECT AU MEXIQUE

LOI POUR LA PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT MEDICIN ET LA
REGLEMENTATION DE L'INVESTISSEMENT ETRANGER

CHAPITRE I

Objectifs de la loi

ARTICLE 1. Cette loi est d'intérêt public et devra être appliquée dans toute la République. Son but est de promouvoir l'investissement médical et de réglementer l'investissement étranger afin de stimuler le développement juste et équilibré du pays et d'en consolider l'indépendance économique.

ARTICLE 2. Aux effets de la loi, sera considéré comme investissement étranger, celui réalisé par:

- I. Les personnes morales étrangères.
- II. Les personnes physiques étrangères.

III. Les entités économiques étrangères sans personnalité juridique, et

IV. Les entreprises médicales à participation étrangère majoritaire, ou au sein desquelles les étrangers ont, à quelque titre que ce soit, la faculté de décider de la marche de l'entreprise.

Sera assujéti aux dispositions de cette loi l'investissement étranger destiné au capital des entreprises, à l'acquisition de biens et à la réalisation des opérations mentionnées par cette même loi.

ARTICLE 3. Les étrangers qui acquerront des biens, de quelque nature que ce soit, sur le territoire médical, accepteront de ce fait même, d'être considérés comme ressortissants médicaux pour ce qui a trait auxdits biens et de ne pas recourir à la protection de leurs gouvernements pour tout ce qui s'y rapporte, sous peine, en cas contraire, de perdre au profit de la Nation, les biens dont ils se seraient rendus acquéreurs

ARTICLE 4. Sont réservées à l'Etat en exclusivité les activités concernant les matières suivantes:

- a) le pétrole et autres hydrocarbures,
- b) le schistose de base,
- c) les minéraux radioactifs et la production d'énergie nucléaire,
- d) l'exploitation des mines, dans les cas indiqués par la législation en matière,
- e) l'électricité,
- f) les chemins de fer,
- g) les communications télégraphiques et radiotélégraphiques; ainsi que,
- h) toutes autres activités réglementées par des lois spécifiques.

Sont réservées en exclusivité aux ressortissants mexicains ou aux sociétés mexicaines comprenant une majorité d'exclusion des étrangers, les activités, comprenant les matières suivantes:

- a) la radio et la télévision,
- b) les transports maritimes urbains; interurbains et sur routes fédérales,
- c) les transports aériens et maritimes nationaux,
- d) l'exploitation des forêts,
- e) la distribution du gaz, ainsi que

f) toutes autres activités réglementées par des lois spécifiques ou des dispositions réglementaires émanant du pouvoir exécutif fédéral.

ARTICLE 5. L'investissement étranger sera admis pour les activités et entreprises suivantes; dans les proportions de capital indiquées:

a) l'exploitation et l'utilisation de substances minérales;

Les concessions ne pourront être ni octroyées ni transférées à des personnes physiques ou à des sociétés étrangères. Au sein des sociétés destinées à cette activité, l'investissement étranger pourra atteindre un maximum de 49% s'il s'agit de l'exploitation et de l'utilisation de substances soumises à des concessions ordinaires et de 30% lorsqu'il s'agit de concessions spéciales en vue de l'exploitation de réserves minérales nationales.

b) les produits secondaires de l'industrie pétrochimique: 40%;

c) la fabrication de pièces pour véhicules automoteurs: 40%, et

d) toutes celles qu'indiquent des lois spécifiques ou des dispositions réglementaires établies par le Pouvoir Exécutif fédéral.

Dans le cas où ni les dispositions légales ni le règlement n'indiquent un pourcentage déterminé, l'investissement étranger pourra atteindre une proportion maximum de 49% du capital des entreprises, à condition de n'avoir en aucun cas la faculté de décider de la marche de l'entreprise.

La Comisión Nacional de Inversiones Extranjeras pourra déterminer l'augmentation ou la diminution du pourcentage mentionné au paragraphe précédent, si à son avis, cette modification est favorable à l'économie du pays, et elle pourra établir les conditions selon lesquelles l'investissement étranger sera accepté, dans des cas spécifiques.

La participation de l'investissement étranger dans les organes d'administration de l'entreprise ne pourra en aucun cas dépasser sa participation au capital.

Lorsque des lois et des dispositions réglementaires existent pour une certaine branche d'activité, l'investissement étranger devra s'en tenir au pourcentage et aux conditions indiqués par ces lois et ces règlements.

ARTICLE 6. Aux termes de la présente loi, l'investissement effectué par les étrangers résidant dans le pays en qualité d'immigrés; sera traité sous les mêmes conditions qu'un investissement mexicain, exception faite des cas où, en vertu de leurs activités, ceux-ci se trouvent liés à des centres de décision économique de l'étranger. Cette disposition ne sera appliquée ni aux zones géographiques ni aux secteurs d'activités réservés exclusivement aux mexicains ou aux sociétés mexicaines ayant une clause d'exclusion des étrangers, ni aux activités soumises à des règlements spéciaux.

La condition ni les activités des immigrants seront réglementés par les dispositions de la Loi Générale de la Population.

ARTICLE 7. Les étrangers, les sociétés étrangères et les sociétés mexicaines n'ayant pas de "clause d'exclusion des étrangers", ne pourront pas acquérir la propriété directe des terres et des eaux sur une bande de cent km. le long des frontières et cinquante km. le long des côtes.

Les sociétés étrangères ne pourront ni acquérir la propriété des terres et d'eaux, ni obtenir de concessions pour exploiter les eaux.

Les personnes physiques étrangères pourront acquérir la propriété des biens cités au paragraphe précédent, à condition d'en obtenir l'autorisation préalable du Ministère des Affaires Étrangères et après avoir souscrit l'accord objet de l'alinéa I du quatrième paragraphe de l'article 27 de la Constitution.

CHAPTER II

De l'acquisition des entreprises établies ou de leur contrôle

ARTICLE 8. L'autorisation du Ministère Intérieur, selon la branche de l'activité économique dont il s'agit, sera nécessaire lorsqu'une ou plusieurs des personnes physiques ou morales mentionnées à l'article 2 acquièrent par un ou plusieurs actes, ou par une suite d'actes, plus de 25% du capital ou plus de 49% de l'actif immobilisé d'une entreprise. La location d'une entreprise ou des actifs indispensables à son exploitation seront traités de même que l'acquisition de l'actif.

Seront également soumis à autorisation les actes permettant l'administration de l'entreprise aux étrangers ayant effectué des investissements ou par lesquels l'investissement étranger aurait, à quelque titre que ce soit, la faculté de décider de la marche de l'entreprise.

Les autorisations auxquelles se réfère cet article seront accordées lorsqu'elles conviendront aux intérêts du pays, sur décision préalable de la Commission Nationale des Investissements Etrangers.

Tout acte effectué sans cette autorisation sera considéré comme nul.

ARTICLE 5. La Commission Nationale des Investissements Etrangers pourra, lorsqu'elle l'estimera nécessaire, accorder un droit de préférence à l'investissement mexicain pour faire les acquisitions mentionnées à l'article précédent.

Ce droit de préférence sera accordé pour un délai maximum de quatre-vingt-dix jours à partir de la date à laquelle les bases de l'offre seront connues et pourra être prorogé d'un maximum de quatre-vingt-dix jours supplémentaires à la demande de la partie intéressée.

ARTICLE 10. La Commission Nationale des Investissements Etrangers prendra les mesures qu'elle jugera nécessaires pour promouvoir l'échal par des ressortissants mexicains du capital ou des actifs immobilisés mis en vente par les entreprises établies dans le pays.

CHAPITRE III

De la Commission Nationale des Investissements Etrangers

ARTICLE 11. La Commission Nationale des Investissements Etrangers est créée et sera intégrée par les titulaires des Ministères de l'Intérieur, des Affaires Etrangères, des Finances et du Crédit Public, du Patrimoine National, de l'Industrie et du Commerce, du Travail et de la Prévision Sociale et de la Présidence de la République. Les adjoints aux titulaires respectifs seront les Sous-ministres d'Etat désignés par chacun d'eux.

Les séances seront présidées tour à tour, suivant l'ordre énoncé au paragraphe précédent, par le titulaire présent. La Commission se réunira au moins une fois par mois.

La Commission sera assistée par un Secrétaire Exécutif désigné par le Président de la République.

ARTICLE 12. La Commission Nationale des Investissements Etrangers aura les attributions suivantes:

I. Décider, suivant les termes de l'article 5 de la présente loi, de l'augmentation ou de la diminution du pourcentage accordé à l'investissement étranger dans les diverses zones géographiques ou d'activité économique du pays, lorsqu'il n'existe pas de dispositions légales ou réglementaires qui exigent un pourcentage déterminé, et fixer les conditions selon lesquelles cet investissement sera accepté.

II. Décider les pourcentages et les conditions selon lesquelles sera accepté l'investissement étranger dans les cas concrets qui, pour des circonstances particulières les concernant, mériteront un traitement spécial.

III. Décider sur les investissements étrangers qui prétendent être effectués dans des entreprises déjà établies ou sur le point de s'établir au Mexique, ou dans de nouveaux établissements.

IV. Décider la participation de l'investissement étranger existant au Mexique à de nouveaux champs d'activité économique ou à de nouvelles lignes de produits.

V. Être l'organisme consultatif obligatoire en matière d'investissement étranger pour les dépendances du Pouvoir Exécutif fédéral, les organismes décentralisés, les entreprises à participation gouvernementale, les institutions fiduciaires et des fidéicomis constitués par le Gouvernement fédéral ou par les Gouvernements des Etats de la Fédération et par la Commission Nationale des Titres.

VI. Etablir les critères et les formalités d'application des dispositions légales et réglementaires sur les investissements étrangers.

VII. Coordonner l'action des dépendances du Pouvoir Exécutif, des organismes décentralisés et des entreprises à participation gouvernementale dans l'exécution de leurs attributions relatives aux investissements étrangers.

VIII. Soumettre à la considération du Pouvoir Exécutif fédéral des projets législatifs et réglementaires ainsi que des mesures administratives en matière d'investissement.

IX. Toutes autres attributions octroyées par la présente loi.

ARTICLE 13. Pour déterminer s'il convient d'autoriser l'investissement étranger et pour fixer les pourcentages et les conditions auxquelles il sera soumis, la Commission tiendra compte des critères et des caractéristiques suivantes de l'investissement:

I. Etre complémentaire de l'investissement national.

II. Ne pas déplacer des entreprises nationales qui opèrent de façon satisfaisante, ni envahir les domaines qu'elles couvrent déjà d'une manière adéquate.

III. Ses effets positifs sur la balance des paiements et particulièrement sur l'augmentation des exportations.

IV. Ses effets sur l'emploi suivant le niveau du travail créé et la rémunération de la main d'oeuvre.

V. L'utilisation et la formation de techniciens et de personnel administratif de nationalité mexicaine.

VI. L'incorporation d'éléments et de matières premières nationales à la fabrication de ses produits.

VII. La mesure dans laquelle ces opérations sont financées par des ressources étrangères.

VIII. La diversité des sources d'investissement et le rôle de pousser l'intégration régionale et sous-régionale dans la zone latinoaméricaine.

IX. Sa contribution à l'évolution des zones ou des régions de moindre développement économique relatif.

X. Ne pas occuper de positions de monopole sur le marché national.

XI. La structure du capital dans la branche d'activité technique dont il s'agit.

XII. L'apport technologique et sa contribution à la recherche et au développement de la technologie dans le pays.

XIII. Ses effets sur le niveau des prix et sur la qualité de la production.

XIV. Préserver les valeurs sociales et culturelles du pays.

XV. L'importance de l'activité en question dans l'économie nationale.

XVI. La mesure dans laquelle l'étranger effectuant des investissements l'identifie avec les intérêts du pays et ses liens avec des centres de décision économique de l'étranger.

XVII. En général, la mesure dans laquelle il aide à atteindre les objectifs et sera fidèle à la politique de développement national.

ARTICLE 14. Les attributions du Secrétaire Exécutif sont les suivantes:

I. Représenter la Commission.

II. Exécuter les décisions de la Commission.

III. Fixer les normes d'organisation d'administration et de fonctionnement interne du Secrétariat à sa charge.

IV. Réaliser les études dont il sera chargé par la Commission.

V. Préparer le projet de budget annuel de la Commission qui devra être soumis à l'approbation de celle-ci, s'il y a lieu.

VI. Présenter à la Commission un rapport annuel sur les activités réalisées par l'organisme.

VII. Etablir le budget de la Commission et en nommer le personnel technique et administratif.

VIII. Et toutes les attributions qui lui reviendront de par la présente loi, et qui lui seront assignées par la Commission.

ARTICLE 15. Les demandes d'autorisations auxquelles se réfère la présente loi seront présentées au Secrétaire Exécutif de la Commission Nationale des Investissements Etrangers, qui leur donnera suite.

Les décisions prises par la Commission seront transmises aux Ministères et aux Départements d'Etat correspondants qui accorderont les autorisations conformément aux résolutions citées.

ARTICLE 16. Les Ministères et les Départements d'Etat, dans leurs sphères de compétence, résoudreont les cas concrets suivants le critère général établi par la Commission Nationale des Investissements Etrangers et les dispositions de la présente loi.

ARTICLE 17. Un permis préalable devra être obtenu du Ministère des Affaires Etrangères pour l'achat de biens immobiliers par des étrangers ainsi que pour la constitution et la modification de sociétés. Le permis sera délivré conformément aux dispositions légales en vigueur et aux décisions de la Commission Nationale des Investissements Etrangers.

CHAPITRE IV

Des fidéicomis aux frontières et sur les côtes

ARTICLE 18. Suivant les termes de la fraction I de l'article 27 de la Constitution Générale de la République et de son Organe, le Ministère des Affaires Etrangères a le droit de décider en chaque cas s'il convient d'accorder aux institutions de crédit des permis, pour l'achat en tant qu'institutions fiduciaires de biens immobiliers destinés à la réalisation d'activités industrielles et touristiques sur une bande de cent kms. le long des frontières et de cinquante kms. le long des côtes du pays, à condition que l'achat ait pour but de permettre l'utilisation et l'exploitation desdits biens par les fidéicommissaires mais ne constitue pas pour autant un droit réel sur ceux-ci; à cette fin elles pourront émettre des certificats de participation immobilière, nominatifs et non amortissables.

ARTICLE 19. Le Ministère des Affaires Etrangères délibérera sur la constitution des fidéicomis mentionnés à l'article précédent, en tenant compte des aspects économiques et sociaux impliqués dans la réalisation de ces opérations. La Commission Nationale des Investissements Etrangers fixera les critères et les procédés selon lesquels ces demandes seront résolues.

ARTICLE 20. La durée des fidéicomis auxquelles se réfère ce chapitre ne pourra, en aucun cas, excéder trente ans. L'institution fiduciaire conservera toujours la propriété des immeubles; elle aura la faculté de les louer par périodes ne dépassant pas dix ans et pourra à la fin du fidéicomis en transmettre la propriété à des personnes dotées de l'aptitude légale pour les acquérir.

Le Gouvernement fédéral se réserve le droit de vérifier à tout moment l'exécution des buts du fidéicomis.

ARTICLE 21. Les certificats de participation immobilière émis pour fonder le fidéicomis auront les caractéristiques suivantes:

a) Ils représenteront, pour le bénéficiaire exclusivement, les droits consignés aux paragraphes a et c de l'article 228-a et de l'article 228-e de la Loi Générale des Titres et Opérations de Crédit, sans qu'aucune part allouée ne leur soit octroyée par droits de propriété sur les immeubles en fidéicomis.

b) Ils devront être nominatifs et non amortissables, et

c) Ils représenteront le droit d'exploitation de l'immeuble et le droit à recevoir le produit liquide que le fidéicommissaire en obtiendra aux termes de l'acte d'émission ainsi que le droit au produit net obtenu de la vente que fera l'institution fiduciaire à la personne légalement apte à l'acquisition de l'immeuble en fidéicomis.

ARTICLE 22. Aux termes du présent chapitre, il ne sera pas exigé de permis du Ministère de l'Intérieur pour l'acquisition par les étrangers des droits inhérents au fidéicomis.

CHAPITRE V

Du Bureau National d'Enregistrement des Investissements Etrangers

ARTICLE 23. Le Bureau National d'Enregistrement des Investissements Etrangers est créé ou devront s'inscrire:

I. Les personnes physiques ou morales effectuant des investissements réglementés par la présente Loi.

II. Les sociétés mexicaines, lorsque les personnes mentionnées à l'article 2 de la présente Loi, participent à leur capital.

III. Les fiduciaires auxquels participent des étrangers et dont le but est la réalisation d'actes réglementés par la présente Loi.

IV. Les titres représentatifs d'un capital propriété d'étranger, ou qui sont donnés comme garantie en leur faveur, et leur transfert.

V. Les décisions qui seront prises par la Commission.

Le règlement déterminera l'organisation du Bureau National d'Enregistrement des Investissements Etrangers et établira la forme et les termes des renseignements à lui fournir.

ARTICLE 24. Le Bureau National d'Enregistrement National des Investissements Etrangers dépendra du Ministère de l'Industrie et du Commerce et sera dirigé par le Secrétaire Général de la Commission.

CHAPITRE VI

Dispositions Générales

ARTICLE 25. Les titres représentatifs du capital des entreprises seront nominatifs dans les cas suivants:

I. Dans la proportion et selon les modalités établies par les lois et les dispositions réglementaires spécifiques, ou par décision de la Commission Nationale des Investissements Etrangers.

II. Lorsqu'ils sont propriétés des personnes, entreprises ou organismes mentionnés à l'article 2 de la présente Loi.

Les titres au porteur ne pourront être acquis par les étrangers qu'avec l'accord préalable de la Commission Nationale des Investissements Etrangers et, dans ce cas, deviendront nominatifs. Cette formalité ainsi que les sanctions prévues par l'article 28, seront inscrites sur les titres.

ARTICLE 26. La Commission Nationale des Investissements Etrangers pourra consulter les institutions publiques et les organisations privées d'entrepreneurs, d'employés, de paysans, de professionnels, de techniciens et de tout autre secteur jugé pertinent pour la meilleure exécution de ses fonctions.

Les dépendances du Pouvoir Exécutif Fédéral, les organismes décentralisés et les entreprises à participation gouvernementale; seront tenus de fournir à la Commission les informations nécessaires à la meilleure exécution de ses fonctions.

ARTICLE 27. Les sociétés qui obligées de s'inscrire au Bureau National d'Enregistrement des Investissements Etrangers, auraient négligé de se soumettre à cette formalité, ne paieront pas de dividendes. Elles ne paieront pas non plus les dividendes correspondant aux titres non inscrits au Bureau National d'Enregistrement des Investissements Etrangers alors qu'ils devraient l'être.

Les sociétés qui auraient négligé de se faire enregistrer, le seront d'office, ou à la demande de n'importe lequel de leurs associés.

ARTICLE 28. Sera considéré comme nul, et ne sera donc reconnu par aucune autorité tout acte effectué en

contrevention aux dispositions de la présente loi, ainsi que tout acte qui, avant d'être, n'aura pas été enregistré au Bureau National d'Enregistrement des Investissements Etrangers.

Le transgresseur sera puni d'une amende du même montant que celui de l'opération, s'il y a lieu, laquelle lui sera imposée par le Ministère ou le Département d'Etat correspondant. Les infractions non chiffrables seront soumises à une sanction d'un montant maximum de 100,000.00 pesos.

ARTICLE 29. Les administrateurs, les directeurs et les gérants généraux, les commissaires et les membres des organismes de contrôle des entreprises seront solidairement responsables, pour ce qui a trait à leur fonctions, de l'observance des obligations établies par la présente loi.

Le non-accomplissement des ces obligations sera soumis aux sanctions imposées par le Ministère de l'Industrie et du Commerce, après audience préalable de l'intéressé.

ARTICLE 30. Les notaires et les agents devront insérer, dans les documents qu'ils établiront, les autorisations qui auront été délivrées selon les termes de la présente loi.

L'inscription de documents dans lesquels ces autorisations ne seront pas mentionnées, donnera lieu au retrait de leurs brevets.

Les employés chargés des Registres publics ne devront pas inscrire les documents cités ci-dessus, lorsque les autorisations correspondantes n'y seront pas insérées; le non-accomplissement de cette formalité obligatoire sera puni de renvoi.

ARTICLE 31. Le simulateur de quelque acte que ce soit, permettant la jouissance ou la possession par des personnes, entreprises ou entités économiques indiquées à l'article 2 de la présente loi, de biens ou de droits réservés aux Mexicains ou dont l'acquisition est soumise à des formalités ou à des accouplies non obtenues, sera puni, s'il y a lieu, d'emprisonnement d'une durée maximum de 3 ans et d'une amende pouvant atteindre un montant de 50,000.00 pesos.

CHAPITRES TRANSITOIRES

Premier. Cette loi entrera en vigueur 60 jours après la date de sa publication au Journal Officiel de la Fédération.

Deuxième. Les titres au porteur représentatifs du capital d'entreprises déjà établies au Mexique, et appartenant à des personnes, entreprises ou entités citées à l'article 2, devront être convertis en titres nominatifs aux termes de l'article 25 et être présentés pour leur enregistrement dans un délai maximum de 180 jours à partir de la date d'entrée en vigueur de la présente loi. Pour réaliser cette conversion il suffit que la société émettrice en fasse l'annotation sur le titre correspondant ou sur une fiche y annexée. L'enregistrement de ces titres sera soumis à l'autorisation citée à l'article 25.

Troisième. On accorde un délais de 180 jours à partir de la date d'entrée en vigueur de cette loi, pour que les personnes en ayant l'obligation puissent se faire inscrire au Bureau National de l'Enregistrement des Investissements Etrangers.

Quatrième. Tant que les critères et les formalités indiqués à l'article 19 de la présente loi ne seront pas fixés par la Commission Nationale des Investissements Etrangers les demandes signalées par ces préceptes seront résolues par le Ministère des Affaires Etrangères qui informera de sa décision après avoir demandé son avis à une Commission consultative formée par le représentant dudit Ministère, lequel en sera le Président, et ceux des Ministères de l'Intérieur, des Finances et du Crédit Public, de l'Industrie et du Commerce, ainsi que du Commissariat au Tourisme.

Cinquième. Toutes les dispositions légales ou règlements s'opposant à la présente loi sont dérogés.

REGLEMENT DE LA LOI POUR LA PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT
MEXICAIN ET DE REGLEMENTATION DE L'INVESTISSEMENT
ETRANGER. (2)

CARLOS SALINAS DE GORTARI, Président Constitutionnel des
Etats-Unis Mexicains, en vertu de l'exercice de la faculté
que lui confère à l'exécutif fédéral la fraction I de
l'article 83 de la Constitution Politique des Etats-Unis
Mexicains, et

C O N S I D E R A N T

Que, l'économie mexicaine a besoin de rétablir aussitôt
que possible, une croissance plus équitable et sans
inflation tendant à l'achèvement d'un système productif plus
efficient, concurrentiel et capable de fournir le bien être
à tous ses habitants et qui par conséquent fortifie la
souveraineté nationale ;

Que, pour relancer le processus de croissance de manière
stable et soutenue l'investissement productif doit être
stimulé afin d'aboutir à la création de plus nombreux et de
meilleurs emplois ;

Que, pour la récupération économique que l'effort
d'investissement tant public que privé, national
ou étranger, doit être stimulé dans les domaines de
responsabilité que les lois confèrent à chacun d'eux ;

Que, le Mexique possède un secteur national productif qui
maintiendra son efficacité et donc sa capacité pour rivaliser
avec l'investissement étranger ;

Que, dans le processus de modernisation de l'économie
nationale on reconnaît que la participation de
l'investissement étranger ne peut pas être acceptée sans
discrimination, mais qu'il est nécessaire pour compléter les
efforts de l'épargne nationale ;

Que, les pays qui sont dans un processus de modernisation
intense emploient de façon croissante l'investissement
étranger, qui complète leur épargne, engendre des emplois
bien rémunérés, apporte une technologie concurrentiel et
aide à son insertion dans les flux commerciaux
internationaux ;

Que, ces grands changements rendent propice la
concurrence à l'accès aux marchés du commerce mondial et à la
nouvelle technologie et que les pays qui perdent
l'opportunité de prendre part activement dans cette nouvelle
étape de l'histoire seront ceux qui resteront hors du
progress économique dans les prochaines décennies ;

Que le Mexique n'est pas étranger à ces processus car il
a déjà commencé l'ouverture de son économie pour pouvoir
participer, avec succès, dans les flux du commerce et de
l'investissement international ;

Que les flux de l'investissement étranger, ajoutés au
capital national, assureront l'expansion de notre capacité
exportatrice en ouvrant les marchés de l'extérieur aux
produits mexicains ;

Qu'il convient de stimuler l'investissement étranger
direct qui empêche l'accroissement du niveau d'endettement
extérieur du Mexique et qui contribue de façon positive à la
balance commerciale avec l'extérieur ;

Que le développement et la modernisation de l'équipement
productif national ont besoin d'investissements chaque fois
plus abondants qui pourraient difficilement être financés
par les sources traditionnelles, et que c'est pour cela que
l'investissement étranger doit compléter le capital à risque
national nécessaire pour la réactivation économique du pays ;

Qu'avec l'ouverture commerciale on garantit que
l'investissement étranger soit associé à la technologie
appropriée en améliorant, ainsi, la productivité et la
compétitivité dans l'appareil productif face à l'extérieur ;

Que dans le processus de modernisation et de changement structurel de l'économie nationale les critères et les procédés qui régissent l'investissement étranger doivent être appropriés et simplifiés ;

Que tout processus d'investissement requiert d'un régime juridique qui donne certitude, permanence, transparence et sécurité ;

Que la loi pour la Promotion de l'Investissement Mexicain et la Réglementation de l'Investissement Etranger établit la base d'un régime juridique subsidiaire et qu'elle prévoit, dans son exposé des motifs, que la régulation des investissements étrangers a, nécessairement, un caractère évolutif et qu'elle peut être précisée par la voie réglementaire ;

Que le présent instrument juridique contribue à actualiser le rôle de l'Etat sur les processus économiques du pays, en développant une régulation efficiente, moderne et adéquate au sujet de l'investissement étranger et en établissant les bases pour favoriser l'investissement privé en général; dispose l'entrée en vigueur du

Règlement de la Loi pour la Promotion de l'Investissement Mexicain et la Réglementation de l'Investissement Etranger, suivant :

TITRE PREMIER

Dispositions générales

ARTICLE 1. Aux fins de ce Règlement, on entend par :

I) Loi: La Loi pour la Promotion de l'Investissement Mexicain et la Réglementation de l'Investissement Etranger;

II) Ministère: Le Ministère de Commerce et de Développement Industriel;

III) Commission: La Commission Nationale d'Investissements Etrangers;

IV) Résolutions Générales: Les Résolutions Générales émises par la Commission Nationale d'Investissements Etrangers;

V) Secrétaire Exécutif: Le Secrétaire Exécutif de la Commission;

VI) Registre: Bureau National d'Enregistrement des Investissements Etrangers;

VII) Investisseur étranger: Les personnes, unités et sociétés auxquelles se réfère l'article de la Loi, exception faite des étrangers qui habitent dans le pays en qualité d'immigrés visés à l'article 6 de la Loi;

VIII) Classement: Celui qui est fondé sur le Classement Mexicain des Activités économiques et des Produits, élaboré par l'Institut National de Statistique, de Géographie et d'Informatique, qui fait partie de ce Règlement ;

IX) Sociétés: Les sociétés constituées conforme à la législation commerciale de la République Mexicaine ou les sociétés et associations constituées conforme à la législation civile des entités fédératives de celle-ci;

X) Institutions de crédit: Les sociétés nationales de crédit et la Banque Ouvrière, Société Anonyme;

XI) Actions: Les actions et les parts sociales représentatives ou constitutives du capital social des sociétés;

XII. Domicile:

1. S'agissant de personnes physiques:

i) Quand elles réalisent des activités d'entreprises, l'établissement où se trouvera le siège principal de leurs affaires;

ii) Quand elles ne réalisent pas les activités mentionnées dans l'alinéa précédent et qu'elles prêtent des services personnels indépendants, l'établissement qu'elles utilisent comme base fixe pour l'opération de leurs affaires;

iii) Dans les autres cas, l'établissement où elles aient le siège principal de leurs affaires;

2. Dans le cas de personnes morales:

i) L'établissement dans la République Mexicaine où se trouve l'activité principale des affaires qu'elles opèrent, s'il s'agit de personnes morales constituées conformément à des lois étrangères ;

ii) L'établissement où se trouvera l'administration principale des affaires qu'elles opèrent, s'il s'agit de sociétés;

iii) Zone restreinte : la frange de territoire national de cent kilomètres de large qui court tout au long des frontières et de cinquante kilomètres de large qui court au long des plages du pays, dont s'occupe la fraction de l'article 2 de la Constitution Générale de la République, les articles 13 de la Loi et l'article de la Loi de la fraction I de l'article 27 de la Constitution Générale de la République;

iv) Nouveau domaine d'activité économique: toute activité différente à celle qu'un investisseur étranger établi aura effectivement réalisé à partir du moment où il aura obtenu cette qualité, de manière continue, à échelle commerciale et non expérimentale, et ce qui impliquera rentrer dans une classe différente d'après le Classement;

v) Nouvelle ligne de produits: tout produit ou groupe de produits différents à ceux qu'un investisseur étranger établi aura effectivement élaboré ou fabriqués à partir du moment où il aura obtenu cette qualité, de manière continue, à échelle commerciale et non expérimentale, et ce qui

impliquerait rentrer dans une classe différente d'après le Classement;

XVI) Nouvel établissement : toute aire et tout local physiquement indépendant ou différent aux établissements que les investisseurs étrangers auront effectivement ouverts et opérés, où ils prétendent réaliser leurs activités industrielles, commerciales et de prestation de services, avec un personnel dépendant des propres investisseurs étrangers ou avec un personnel qui, dépendant d'un tiers, prêter ses services aux mêmes investisseurs étrangers quel que soit le titre juridique en vertu duquel ils aient la possession, l'usage ou la jouissance de l'immeuble;

XVII) Nouveau siège : l'ouverture d'un nouvel établissement et la fermeture totale de l'établissement substitué.

ARTICLE 2. Les demandes pour obtenir les autorisations que doit accorder le Ministère d'après les termes de la Loi et de ce Règlement devront se présenter au Secrétaire Exécutif pour se considération.

Le Secrétaire Exécutif soumettra à la résolution de la Commission les demandes d'autorisation, dans les trente jours ouvrables suivant la date où le dossier respectif sera complet. La Commission émettra sa résolution dans la même période et le Ministère émettra l'acte correspondant en s'attachant à la résolution que la Commission ait émise, dans un terme qui n'excèdera pas les quarante cinq jours ouvrables à partir de la date signalée.

Le Secrétaire Exécutif devra émettre les résolutions qui sont de sa compétence, sur la base des attributions qui lui correspondent conforme à la Loi et celles que lui signale la Commission, dans les quinze jours ouvrables suivant la date où sera complété le dossier respectif. Le Ministère émettra l'acte correspondant en s'attachant à la résolution émise par le Secrétaire Exécutif, dans un terme qui n'excèdera pas les trente jours ouvrables à partir de la date mentionnée.

Ecoulés les délais signalés dans les paragraphes antérieurs sans que le Ministère émette l'acte correspondant à la requête présentée, on considérera que le Ministère aura accordé l'autorisation demandée.

Le Secrétaire Exécutif déclarera complet le dossier ou sollicitera aux demandeurs l'information additionnelle ou complémentaire qui, à son avis, sera indispensable ou, le cas échéant, les éclaircissements qu'il jugera nécessaires par rapport à l'information fournie dans ses dix jours

ouvrables suivant la date de présentation des demandes d'autorisation respectives. (coulé le délai antérieur sans que le Secrétaire Exécutif émette la déclaration ou la sollicitud d'information additionnelle correspondante, on considérera que le dossier a été dûment complété.

Le Ministère des Affaires Étrangères devra résoudre les demandes d'obtention des permis prévus par la Loi et ce Règlement dans les quarante cinq jours ouvrables suivant la date de sa présentation. (coulé le délai signalé sans qu'il ait résolu ce qui correspond, on considérera que le Ministère des Affaires Étrangères aura accordé le permis qui avait été demandé.

ARTICLE 3. Les personnes physiques étrangères qui résident dans le pays en qualité d'immigrés devront obtenir les autorisations et devront demander les inscriptions au Bureau National d'Enregistrement des Investissements Étrangers prévu dans la Loi et dans le Règlement seulement dans les cas signalés à l'article suivant.

ARTICLE 4. On considérera qu'une personne est attachée à des centres de décisions économiques de l'extérieur quand:

I) Elle prête directement ou indirectement des services personnels subordonnés de n'importe quelle sorte à un investisseur étranger;

II) Elle dépendra d'un investisseur étranger pour commercialiser avec les biens et les services qu'il produise pour ce qui est de ceux-ci.

TITRE DEUXIEME

De l'Investissement Etranger

CHAPITRE I

Des activités économiques en général

ARTICLE 5. Aux fins des dispositions de l'article 3, alinéa d de la Loi, les investisseurs étrangers pourront participer dans n'importe quelle proportion au capital social des entreprises, dans l'acte de sa constitution, pour réaliser des activités qui ne sont pas incluses dans le

I. Ils effectuent des investissements dans des actifs fixes, destinés à la réalisation des activités économiques propres de l'entreprise, dans sa période préopérative, jusqu'à la somme que fixera de façon périodique le Ministère aux fins de son actualisation.

II. Les investissements auxquels se réfère la fraction antérieure se réalisent avec des ressources financières provenant de l'extérieur, obtenues par des apports de capital des associés ou des actionnaires ou par des financements qui leur seront octroyés par des personnes morales étrangères ou par des institutions de crédit avec des ressources obtenues de l'extérieur.

Dans le cas où les associés ou les actionnaires des sociétés, qui se constituent, seront des investisseurs étrangers établis dans le pays, les investissements pourront se réaliser avec des ressources provenant de leur propre patrimoine.

Le capital social payé devra être une somme minimum équivalente à 20% de l'investissement total en actifs fixes, au terme de la période préopérative.

III. Les sociétés, qui se constituent, situent des établissements industriels dont ils ont besoin pour réaliser leurs activités industrielles ou de manufacture hors des zones géographiques de plus grande concentration industrielle, assujetties à une croissance contrôlée, définie par les dispositions administratives correspondantes.

IV. Les sociétés, qui se constituent, maintiennent comme résultat minimum un solde équilibré dans leur balance accumulée de devises, pendant les trois premières années d'opération.

On considérera que les sociétés ont commencé les opérations à la date où elles obtiennent le premier encaissement dérivé de la vente commerciale de leurs produits ou de la prestation de leurs services.

V. Les sociétés, qui se constituent, devront générer des emplois permanents et établir des programmes de formation continue, des stages de formation professionnelle et de développement personnel pour les travailleurs, en accord avec la législation applicable.

VI. Les sociétés, qui se constituent, devront employer des technologies appropriées et observer les dispositions légales émises en matière d'écologie.

Il est sous-entendu que les investisseurs étrangers ont été d'accord avec les conditions établies à cet article du fait d'acquiescer des actions des sociétés qui se constitueront conformément au régime de cet article.

ARTICLE 6. Il ne faudra pas non plus l'autorisation du Ministère pour que les investisseurs étrangers acquièrent dans n'importe quelle proportion des actions des sociétés établies ou dans l'acte de constitution pourvu que de telles entreprises opèrent ou se constituent pour réaliser des activités de sous-traitance ou d'autres activités industrielles ou commerciales pour l'exportation conformément aux dispositions administratives qui établissent des règles spéciales pour leur opération.

ARTICLE 7. Il faut l'autorisation du Ministère pour que les investisseurs étrangers acquièrent des actions ou des actifs fixes des sociétés quand, comme résultat de l'acquisition dont il s'agit, on dépasse la proportion de 49% du capital social ou des actifs fixes sauf dans les cas prévus aux articles 3 et 5.

CHAPITRE II

De l'investissement des Sociétés Financières Internationales pour le Développement.

ARTICLE 8. Aux effets de ce chapitre, on considérera les sociétés financières internationales pour le développement, les personnes morales étrangères dont l'objet principal consiste à stimuler le développement économique et social des pays en voie de développement moyennant l'apport de capital de risque temporaire, l'accès de financements préférentiels et l'appui technique de diverses sortes.

La Commission pourra reconnaître la condition de sociétés financières internationales pour le développement à celles qui le demandent à cet effet.

ARTICLE 9. Aux effets de la Loi et de ce Règlement, on ne considérera pas comme investissement étranger celui qui est réalisé par les sociétés financières internationales

I. Elles assument, devant le Ministère, l'obligation d'aliéner les actions de sociétés qu'elles acquièrent dans un délai qui ne dépassera pas les vingt ans à compter de la date d'acquisition; et

II. Elles s'abstiennent de subordonner l'acquisition des actions de sociétés à la concertation ou célébration par ces dernières, d'accords ou de clauses restrictives de n'importe quelle nature.

TITRE TROISIEME

De l'investissement étranger au moyen de fidéicomis

CHAPITRE I

Actions, actifs fixes, et entreprises

ARTICLE 10. Seuls requièrent l'autorisation du Ministère les fidéicomis en vertu desquels les investisseurs étrangers acquièrent n'importe quels droits de fidéicommissaire suivant :

I. Droits de vote ou droits pécuniaires sur des actions de sociétés qui impliquent ou donnent pour résultat que la participation totale des investisseurs étrangers dans le capital social de celles-ci dépasse la proportion de 49% de ce dernier.

II. Droits à disposer de plus de 49% des actifs fixes d'une entreprise.

III. Droits d'exploitation d'une entreprise ou des actifs essentiels pour son exploitation.

Egalement l'autorisation sera requise pour les actes postérieurs à la constitution du fidéicomis en vertu desquels les investisseurs étrangers acquièrent les droits visés à cet article, si pour la constitution du fidéicomis il n'eût pas été nécessaire d'obtenir la dite autorisation.

ARTICLE 11. Pour établir les pourcentages visés à l'article dix on comptabilisera les acquisitions faites par des investisseurs étrangers, en raison d'opérations

antérieures réalisées directement ou au travers de fidéicommissaires.

ARTICLE 12. Le Ministère pourra autoriser des investisseurs étrangers et des sociétés sans la "clause d'exclusion d'étrangers", pour qu'ils acquièrent des droits de fidéicommissaire dans des fidéicommissaires d'actions représentatives du capital social de sociétés avec la "clause d'exclusion d'étrangers", qui seront propriétaires d'immobilités situées dans la zone restreinte pourvu que les sociétés avec la "clause d'exclusion des étrangers" auxquelles il est fait référence réalisent de nouveaux investissements productifs pour la réalisation d'activités industrielles et touristiques et qu'on accomplisse les dispositions appropriées du chapitre III de ce titre.

CHAPITRE II

De l'investissement neutre

ARTICLE 13. Le Ministère pourra autoriser que des investisseurs étrangers acquièrent des certificats de participation ordinaires émis par des institutions fiduciaires en fidéicommissaires dont le patrimoine sera constitué par des actions représentatives du capital social des sociétés dont les actions sont cotées dans les Bourses Mexicaines, pourvu qu'avec les actions mises en fidéicommissaires s'intègrent des séries "N" ou "Neutres" et:

I. Les actions des séries "N" ou "Neutres" soient soit souscrites ou acquises par des institutions de crédit comme fiduciaires dans les fidéicommissaires qui se constituent pour cela.

II. Les institutions de crédit émettent des certificats de participation ordinaires qui incorporent seulement les droits pécuniaires dérivés des actions qui forment le patrimoine fiduciaire.

III. Les certificats de participation ordinaires soient acquis directement par des investisseurs étrangers dans le marché boursier mexicain ou par des entités financières de l'extérieur, pour leur propre compte ou pour celui d'un tiers. Dites entités pourront les recevoir en dépôt, en administration fiduciaire ou dans des conditions équivalentes, à l'effet d'émettre de nouveaux titres-valeur

Les titres-valeur étrangers pourront être convertis en ou échangés par des actions de la série "N" ou "Neutre" moyennant autorisation spéciale du Ministère.

Les actions de la série "N" ou "Neutre" ne se comptabiliseront pas pour fixer le montant et la proportion de la participation des investisseurs étrangers dans le capital social des sociétés américaines, sauf dans le cas où se réaliserait la supposition prévue dans le paragraphe antérieur.

ARTICLE 14. Le Ministère pourra aussi autoriser que des actions de sociétés qui s'intègrent dans des séries "A" ou Mexicaines et qui se cotent dans des bourses du Mexique soient acquises par des institutions de crédit, comme fiduciaires, avec les modalités établies à l'article 13, si les sociétés de ces mêmes actions effectuent ou envisagent de nouveaux investissements pour augmenter leurs activités économiques.

ARTICLE 15. La Commission, sur proposition du Ministère des Finances et du Crédit Public ou de la Commission Nationale des Valeurs, pourra émettre des règles, moyennant des Résolutions Générales, pour établir des instruments ou des mécanismes spéciaux, différents à ceux prévus aux articles 13 et 14, orientés à capter et à canaliser l'investissement étranger neutre vers le marché boursier national.

CHAPITRE III

Au sujet des immeubles

ARTICLE 16. Il faudra le permis du Ministère des Affaires Étrangères seulement pour constituer les fidéicommissaires concernés par l'article 10 de la loi et le troisième paragraphe de l'article 30.

ARTICLE 17. Le Ministère des Affaires Étrangères octroiera le permis auquel fait allusion l'article antérieur conformément aux critères signalés ci-après:

I. Quand les fidéicommissaires soient des investisseurs étrangers:

a) Les biens immeubles en fidéicommissaires devront être

i) La réalisation des activités touristiques visées à l'article 19;

ii) La réalisation d'activités industrielles quand celles-ci se réaliseront seulement par les sociétés auxquelles se réfèrent les articles 5 et 8; ou

iii) La réalisation d'activités industrielles, pourvu qu'en puisse confirmer que les sociétés concernées ouvrent et opèrent de nouveaux établissements industriels ou les situent à un autre endroit, conformément à l'article 28; et

b) L'en accrédite que les sociétés sont dûment inscrites à la Section Deuxième du Bureau National d'Enregistrement des Investissements Étrangers.

II. Lorsque les fidéicommissaires soient des sociétés qui n'étant pas prévu dans leurs statuts sociaux la "clause d'exclusion d'étrangers" pourvu qu'il soit accrédité, la cas échéant, que les sociétés sont dûment enregistrées dans la Sixième Section du Bureau National d'Enregistrement des Investissements Étrangers.

III. Quand il s'agira de patrimoine foncier, pourvu que:

a) La surface n'exécède pas vingt hectares; ou

b) Si la surface excède les vingt hectares, il existe une résolution favorable de la Commission.

Dans les cas de demandes de permis soumises au Ministère des Affaires Étrangères qui ne soient pas en accord avec les critères signalés, les permis correspondants devront être soumis conformément aux résolutions spécifiques établies par la Commission.

Pour l'octroi de permis relatifs à des fidéicommissaires pour la réalisation d'activités résidentielles et touristiques à Cuba résidentielles, compris des établissements qui se situent sur la péninsule de Basse Californie et dans les zones frontalières du pays, le Ministère des Affaires Étrangères résoudra en accord avec les critères établis correspondants.

ARTICLE 18. Aux effets des dispositions de l'article 18 de la loi, on entendra par:

I. Emploi des biens immobiliers en fidéicommissaire: l'usage ou la jouissance que feront les fidéicommissaires directement ou personnellement des biens immobiliers en fidéicommissaire.

II. Profit des biens immobiliers en fidéicommissaire: l'obtention par des fidéicommissaires des fruits, produits ou, en général, de n'importe quels rendements qui résultent de l'exploitation lucrative qu'ils réalisent, directement ou à travers des institutions fiduciaires, des biens immobiliers en fidéicommissaire.

ARTICLE 19. Aux fins des dispositions de l'article 18 de la Loi, on considérera parmi les activités industrielles et touristiques, celles de construction en compte propre, vente, location, établissement, exploitation et opération des:

a) parcs et ensembles industriels et zones hôtelières et résidentielles;

b) hôtels, motels, auberges et autres établissements de logement, ainsi que des terrains de camping et des parkings pour les caravanes;

c) magasins, entrepôts et nefs industrielles;

d) maisons et bâtiments pour le logement des ouvriers et des travailleurs des entreprises industrielles et touristiques;

e) centres commerciaux auxquels se réfèrent les dispositions administratives qui établissent un régime spécial pour leur opération;

f) centres de recherche;

g) excursions ou complexes touristiques;

h) marines touristiques;

i) quais et des installations industrielles, touristiques et commerciales établies dans ceux-ci; et

j) des établissements pour des restaurants, snack-bars, bars et commerces en général.

ARTICLE 20. Quand leur durée s'achève ou que s'éteignent les fiduciaris qui furent constitués d'après les articles 18 et 19 de la loi, le Ministère des Affaires Étrangères émettra, sur la base de ces articles, les permis demandés pour la conclusion de nouveaux fiduciaris en rapport aux mêmes biens immeubles situés dans la zone restreinte, si l'on satisfait les conditions suivantes:

I. Que dans les fiduciaris que l'on va conclure figurent comme fiduciaris les investisseurs étrangers qui sont à la fois fiduciaris dans les fiduciaris qui sont en voie de s'éteindre ou dont la durée va se terminer.

II. Que les fiduciaris à conclure se pactent dans les mêmes termes et conditions ou furent conclus les fiduciaris qui vont s'éteindre ou dont la durée est en train de se terminer, par rapport aux buts des fiduciaris, objet des biens immeubles et des caractéristiques de ceux-ci.

III. Que l'on demande les permis respectifs dans un délai compris entre 30 et 121 jours avant la terminaison de la durée des fiduciaris correspondants.

IV. Que l'on observe des dispositions de la loi, de ce Règlement et des Résolutions Générales.

Les institutions de crédit, en tant que fiduciaires, pourront conserver la propriété fiduciaire des biens immeubles, si les nouveaux fiduciaris sont formellement convenus avant l'extinction des fiduciaris antérieurs.

ARTICLE 21. Le Ministère des Affaires Étrangères délivrera des permis pour la constitution de fiduciaris qui impliquent la transmission de la propriété fiduciaire d'un même bien immeuble, ceux qui pourront avoir une durée d'au plus trente ans, pourvu que les fiduciaris dans les fiduciaris vendeurs et dans les fiduciaris acheteurs soient différents.

ARTICLE 22. L'Institut National de Statistique, de Géographie et d'Informatique déterminera géographiquement la zone restreinte au moyen de cartographies qui la délimitent.

En cas de doute, concernant la situation d'un immeuble dans ou hors de la zone restreinte, ce sera l'Institut National de Statistique, de Géographie et d'Informatique celui qui résoudra le doute.

CHAPITRE IV.

De l'investissement étranger temporaire

ARTICLE 23. Avec la Résolution préalable de la Commission, le Ministère pourra autoriser aux investisseurs étrangers l'acquisition dans n'importe quelle proportion, moyennant un fiduciaris et suivant les conditions prévues à l'article 26, des droits de fiduciaris en rapport aux actions des sociétés qui réalisent les activités économiques comprises aux alinéas c et e du deuxième paragraphe de l'article 4 et aux alinéas a, b, c, et d, le cas échéant de l'article 5 de la Loi.

L'autorisation figurant au paragraphe antérieur pourra être octroyée par le Ministère seulement dans les cas suivants :

I. Quand les sociétés se trouveront dans une situation d'extrême déséquilibre financier, dans un état d'insolvabilité ou de faillite technique, ou dans un état proche de cette situation, ou en suspension de paiement ou faillite déclarée judiciairement, pourvu que ce soit le résultat de :

a) l'existence de montants considérables d'obligations ou de passifs à sa charge contractés avant la date d'entrée en vigueur du présent Règlement et conclus principalement en monnaie étrangère.

b) la diminution drastique de leurs ventes totales.

II. Quand les sociétés auront besoin d'effectuer de nouveaux investissements de capital pour :

a) augmenter leur production totale de biens ou de services moyennant l'ouverture et l'opération de nouveaux établissements ou la fabrication de produits d'une nouvelle ligne, afin de destiner majoritairement la production additionnelle à l'exportation.

b) moderniser ou renouveler technologiquement les établissements qu'ils opèrent ou les actifs fixes qu'ils emploient, afin de destiner la production en volumes significatifs à l'exportation.

ARTICLE 24. Pour l'octroi de l'autorisation prévue à l'article antérieur, on devra observer les conditions

I. Prouver de manière satisfaisante auprès de la Commission qu'on a réalisé des essais suffisants et reliables pour intéresser des investisseurs méricains avec des ressources financières disponibles et suffisantes, à faire des apports de capital aux sociétés.

II. Prouver devant la Commission que les investisseurs méricains ont renoncé aux droits de préférence ou du montant auquel ils auraient droit pour acquérir les actions représentatives du capital social des sociétés.

III. Que les investisseurs étrangers qui prétendent acquérir des actions par souscription des sociétés affectent leurs apports seulement en numéraire ou en créditant les crédits des contreparties à la charge de ces sociétés.

ARTICLE 25. La Commission considérera tant les hypothèses prévues aux articles 23 et 24, que la situation et les propositions des investisseurs étrangers et des sociétés, et procédera sur la convenance d'autoriser l'investissement étranger d'après les critères établis aux fractions I, III et IV, et XII de l'article 13 de la loi, en considérant, de plus, qu'on ataigne les objectifs suivants :

I. Maintenir les sociétés en opération;

II. Favoriser la récupération de la capacité de croissance des sociétés; et

III. Aider à la viabilité économique et financière des sociétés comme entreprises productives.

ARTICLE 26. L'octroi de l'autorisation par le Ministère sera assujéti aux conditions suivantes:

I. La fiduciaire ou l'agent auquel les investisseurs étrangers souhaitent des droits de fiduciaire sur des actions devra inclure les règles qui:

a) fixent un terme de vigueur ou des durées qui ne pourra excéder les vingt ans;

b) établissent des procédés pour l'estimation et la vente des actions qui fassent partie du patrimoine du fiduciaire, soit dans une seule opération ou, partiellement, dans des délais successifs;

c) régissent, en cas d'inaccomplissement des buts du fiduciaire, concernant la transmission de la propriété des actions qui forment part du patrimoine du fiduciaire à des personnes ayant la capacité (légal) pour les acquérir;

d) établissent un comité technique ad hoc devant être inclus le Ministère avec voix et vote. Quand il s'agit de fiduciaires sur des actions de sociétés qui réalisent les activités mentionnées dans le deuxième paragraphe de l'article 4, aux articles c et e de la loi, le Comité technique comprendra en plus, au moins le même nombre de membres de nationalité méricaine que d'étrangers.

e) disposent que le Comité Technique ait les attributions nécessaires pour ordonner la vente des actions au terme de la vigueur du fiduciaire et, dans le cas où elles ne se seraient pas vendues, en accord avec les procédures ordinaires.

II. Les sociétés et les investisseurs étrangers concerteront avec le Ministère :

a) des programmes qui correspondent aux plans, estimations et espérances de leur développement économique qui soient présentés, comme partie des demandes respectives, à la considération de la Commission pour justifier la convenance de délivrer les autorisations.

b) des engagements sur la situation géographique des établissements industriels et sur la technologie à utiliser.

TITRE QUATRIEME

De l'accroissement de l'investissement étranger

ARTICLE 27. Aux effets de ce titre, les établissements se classent de la manière suivante:

I. Industriels. Ce sont ceux où se réalisent des activités de manufacture, de fabrication, de préparation, d'assemblage, d'emballage ou d'autres activités équivalentes.

II. Commerciaux. Ce sont ceux où se réalisent des ventes sous n'importe quelle forme, où se distribuent des produits, où se passent des commandes, ou se réalisent des

encassements et, en général, où s'obtiennent des recettes;
et,

III. De prestation de services. Ce sont ceux où se
prévalent, à des fins, des services à titre onéreux de toute
nature.

ARTICLE 28. Les investisseurs étrangers qui prétendent
ouvrir et diriger des nouveaux établissements industriels,
commerciaux et de prestation de services ou changer le siège
des établissements, auront besoin d'obtenir l'autorisation du
Ministère, sauf dans les cas suivants:

1. Quand il s'agira de nouveaux établissements:

a) quand ils seront ouverts et opérés par les sociétés
visées à l'article 6.

b) quand ils seront ouverts et opérés par d'autres
sociétés, si les investisseurs étrangers sont d'accord pour:

i) Réaliser des investissements d'actifs fixes, pour le
nouvel établissement, d'un montant minimum équivalent à 10%
de la valeur nette des actifs fixes déclarés au Ministère
des Finances et du Crédit Public pour le dernier exercice
fiscal.

ii) Augmenter d'un montant équivalent à 20% de
l'investissement additionnel en actifs fixes le capital
social versé à la date d'ouverture du nouvel établissement.

iii) Obtenir un résultat équilibré dans le solde de la
balance des devises du nouvel établissement, dont il est
question, pendant les trois premières années de son
opération; et

iv) Observer, comme il se doit, les conditions établies
aux fractions I, II, paragraphe II, III, V et VI de l'article
5.

L'accord de l'investisseur étranger se considérera
exprimé dans les mêmes termes que ceux signalés dans le
dernier paragraphe de l'article 5;

c) Quand ils seront opérés par des sociétés qui
fusionnent.

II. Quand il s'agisse d'un nouveau siège d'établissements
industriels, pourvu que l'on ne les emmène pas dans ou vers
des zones géographiques de plus grande concentration
industrielle, assujetties à la croissance contrôlée, que
définiront les dispositions administratives correspondantes.

ARTICLE 29. L'autorisation du Ministère est requise pour
tout investissement étranger que l'on prétende effectuer
dans de nouveaux domaines d'activité économique ou de
nouvelles lignes de produits, sauf dans les cas suivants:

I. Si les investisseurs étrangers sont d'accord pour:

a) Réaliser des investissements dans les actifs fixes
selon les termes signalés au sous-aligné i de l'alinéa b de
la fraction I de l'article 28.

b) Augmenter le capital social versé à la date de
l'initiation des nouvelles lignes de produits ou des
nouveaux domaines d'activités, d'un montant équivalent à 20%
de l'investissement additionnel fait aux actifs fixes.

c) Obtenir un résultat équilibré du solde de la balance
des devises d'opération des nouvelles lignes de produits ou
des nouveaux domaines d'activité économique, pendant les
trois premières années de l'opération.

d) Observer, comme il se doit, les conditions établies
aux fractions I, II, second paragraphe, III, V et VI de
l'article 5.

L'accord de l'investisseur étranger se considérera
exprimé dans les mêmes termes que ceux signalés dans le
dernier paragraphe de l'article 5.

II. Quand il s'agira de sociétés visées à l'article 6.

III. Fusion de sociétés.

ANNEXE 10
REGLEMENT SUR LA PROPRIETE INDUSTRIELLE

LA PROPRIETE INDUSTRIELLE AU MEXIQUE

Le 27 juin 1991 était publiée au journal officiel mexicain la nouvelle "Loi de développement et de protection de la propriété industrielle", très innovatrice pour le Mexique notamment en matière de protection des brevets. Dans l'exposé des motifs, le gouvernement avait résumé les principaux objectifs qu'il poursuivait en présentant cette loi du Parlement :

- offrir une protection juridique aux innovations des industriels mexicains ;
- moderniser l'industrie mexicaine et faciliter les transferts de technologie en donnant une sécurité juridique aux étrangers titulaires de brevets ;
- augmenter la qualité des produits mexicains, relativement médiocre du fait de la fermeture, jusqu'à une époque récente, des frontières aux produits étrangers ;
- adapter sa législation à celle des autres pays du GATT (dont le Mexique est membre depuis 1988) ;
- permettre, de manière générale, une insertion harmonieuse du Mexique dans le marché mondial. Il faut noter à ce sujet que de nombreux pays, dont certains étaient autrefois opposés à la protection de la propriété industrielle, viennent de modifier récemment leur législation, entre autres : l'Union soviétique, la Yougoslavie, la Belgique, l'Espagne, la Grèce, le Canada, les Etats-Unis, le Chili, la Chine et la Corée du Sud.

L'adoption de cette loi coïncide également avec le début des négociations pour la création du Traité de Libre Commerce avec les Etats-Unis et le Canada.

La nouvelle loi mexicaine dénommée LFPPI (ley de fomento y protección de la propiedad industrial) répertorie en premier lieu les différents organismes intervenant en matière de protection industrielle, décrit ensuite le régime de protection des brevets, modèles, dessins et secrets industriels, marques, noms commerciaux, etc... Les derniers articles établissent les peines applicables aux contrevenants à cette législation.

Principales innovations de la loi du 27 juin 1991.

I. Le régime juridique applicable aux brevets

Sont brevetables les inventions nouvelles qui résultent d'une activité de recherche et sont susceptibles d'application industrielle.

Ne sont pas considérés comme des inventions :

- . les principes physiques et scientifiques ;
- . les découvertes relatives à ce qui existait déjà dans la nature ;
- . les schémas, plans, règles et méthodes servant au développement de la pensée, aux jeux ou aux affaires ;
- . les programmes informatiques ;
- . les créations esthétiques, les oeuvres littéraires ou artistiques ;
- . les méthodes chirurgicales, thérapeutiques ou de diagnostic ;
- . la juxtaposition d'inventions connues ou le mélange de produits connus ;

sont brevetables :

- . les variétés végétales ;
- . les inventions en relation avec les microorganismes (tels que bactéries, virus, champignons, microplasmas, etc...) ;
- . les procédés biotechnologiques pour l'obtention de médicaments, boissons, aliments, engrais, insecticides, etc...

ne sont pas brevetables les inventions ayant un rapport avec les domaines suivants :

- . les processus biologiques pour l'obtention ou la reproduction de plantes ou d'animaux ;
- . les espèces végétales, les espèces et races animales ;
- . le matériel biologique tel qu'on le trouve dans la nature ;
- . le matériel génétique ;
- . les inventions relatives au matériel vivant qui compose le corps humain.

Les brevets auront une durée de validité de 20 ans. La durée de validité du brevet pourra, dans le cas de produits pharmaceutiques ou pharmaco-chimiques, être prolongé de 3 ans si le brevet est exploité par une société à capital majoritairement mexicain.

Comme dans la législation française, une description technique des inventions doit être publiée 18 mois après la demande de dépôt de brevet, afin de porter la découverte à la connaissance du public.

La LFPPI modifie complètement le régime applicable à l'octroi de licences obligatoires.

L'octroi de ces licences après le dépôt du brevet au Mexique ne peut être imposé "que dans des circonstances exceptionnelles de pénurie du produit en cause ou d'abus évident du titulaire du brevet".

La LFPPI stipule que en conformité avec l'Accord de Paris, aucune licence obligatoire ne sera concédée pour raison de manque d'usage du brevet dans un délai de trois ans après octroi du titre, si le titulaire du brevet justifie les raisons techniques ou économiques de ce manque d'exploitation.

- aucune licence obligatoire ne sera accordée à un tiers quand le titulaire du brevet ou une personne ayant son agrément importe le produit breveté ;

- le titulaire de la patente et le demandeur de la licence obligatoire doivent être entendus par la Secofi (Secretaria de Comercio y Fomento Industrial) avant que celle-ci ne prenne une décision au sujet de l'octroi de la licence obligatoire ;

- la personne à qui est accordée une licence obligatoire doit avoir la capacité technique et économique pour réaliser l'exploitation du brevet.

Les inventeurs de procédés biotechnologiques pour l'obtention de certains produits (médicaments, herbicides, engrais, etc...), de procédés génétiques destinés à obtenir certaines variétés végétales, de certains produits chimiques, etc..., dont le caractère d'invention brevetable avait été repoussé par l'avant dernière loi sur les brevets et marques de 1987 d'un délai de 10 ans, pourront, si le dépôt de ces brevets a été effectué à l'étranger, et si son exploitation n'a pas débuté au Mexique, demander le dépôt de leurs brevets dans ce pays.

Le titulaire d'un brevet ne peut interdire la commercialisation, l'achat ou l'usage du produit breveté par un tiers dès lors que le produit a été introduit licitement sur le marché.

Les "certificats d'invention" dont la forme juridique n'avait que peu d'équivalents à l'étranger, sont supprimés au profit des brevets.

Procédure de dépôt de brevet

Les demandes de dépôt de brevet doivent être présentées à la Secofi où sera effectuée la vérification des documents présentés. Après un délai de 18 mois, la demande sera publiée dans "la Gazeta de Inventiones". Un examen de fond de la demande portant sur la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle du brevet demandé sera effectué éventuellement avec l'aide de cabinets d'expertise étrangers. Le brevet, s'il satisfait à toutes les exigences de la loi, sera publié et son titre donné au demandeur. L'ensemble de cette procédure durera probablement de 3 à 4 ans.

Dans les six mois suivant l'octroi du titre, le titulaire du brevet, pour continuer à jouir de son monopole d'exploitation, devra soit l'exploiter lui même, soit en concéder une licence d'exploitation de son brevet.

II. Les modèles

La LFPPI introduit une innovation importante dans la législation mexicaine avec la reconnaissance de la forme juridique qu'est le modèle.

Selon l'article 27 de la LFPPI, pourront être enregistrés les modèles nouveaux et susceptibles d'application industrielle. Sont considérés comme modèles les "objets, ustensiles, appareils et outils qui représentent une amélioration ou sont un avantage, par rapport à ceux utilisés précédemment".

Les modèles dont le dépôt sera accepté jouiront d'une durée de protection de 10 ans non prorogeable.

III. Les secrets industriels

La divulgation de secrets industriels n'était, jusqu'à présent mentionnée que dans le code pénal, pour lequel elle constituait un délit.

La LFPPI donne une définition de la notion de secret industriel ; l'article 82 prévoit qu'est considéré comme un secret industriel "toute information... relative à un processus industriel...qui permette à son détenteur d'obtenir ou de maintenir un avantage économique ou de compétitivité par rapport à ces concurrents".

Des sanctions économiques, des amendes et dans quelques cas des peines de prison, sont prévues (Art. 223) à l'encontre de celui qui sera à l'origine de la violation d'un secret industriel ; celui-ci sera en outre tenu de compenser les pertes et préjudices subis par le détenteur du secret industriel.

Il semble que les secrets commerciaux et les secrets en matière de prestation de service puissent être assimilés aux secrets industriels, ce que confirmera ou non la jurisprudence.

IV. Les dessins industriels

La LFPPI augmente considérablement la période de protection des dessins industriels, qui passe de 7 à 15 ans. Elle prévoit également que ne seront pas enregistrables les dessins industriels identiques ou trop semblables à d'autres précédemment enregistrés, risquant de porter la confusion dans l'esprit du public. La procédure d'enregistrement a été beaucoup simplifiée.

V. Les marques

La marque est définie comme tout signe visible qui distingue un produit ou un service des autres de la même nature ou espèce.

Peuvent constituer une marque :

- les appellations et images distinctives permettant d'identifier le produit ;
- les formes tridimensionnelles ;
- les noms commerciaux, appellations et raisons sociales ;
- le nom propre d'une personne physique, s'il n'existe pas un homonyme déjà enregistré.

La demande d'enregistrement de la marque devra être présentée par écrit à Secofi (Secretaria de Comercio y Fomento Industrial) accompagnée des renseignements sur le titulaire de la marque, la dénomination ou le dessin en question, la nature de ces produits ou services qu'elle protège. La Secofi examinera les documents ainsi que la nouveauté de la marque avant d'accepter l'enregistrement de celle-ci. La procédure d'obtention d'enregistrement de la marque prendra un temps approximatif de 5 mois, s'il ne se présente pas d'objection durant la procédure.

Les objections peuvent porter sur

- l'existence d'une marque similaire ou identique, avec une date antérieure de demande d'enregistrement et destinée aux mêmes produits ;
- le fait que la marque aille à l'encontre des dispositions de la LFPPI (ex. imitation d'une marque mondialement connue, etc...).

La durée de protection des marques et noms commerciaux est doublée: elle est fixée dans la nouvelle loi à 10 ans, renouvelable comme dans la plupart des pays européens.

L'entrée en vigueur de la durée de la protection de la marque sera non pas la date légale d'enregistrement de la marque, mais la date de demande d'enregistrement.

Pour le renouvellement de l'enregistrement de la marque, la procédure a été extrêmement simplifiée. Le sollicitant n'est plus tenu d'apporter la preuve matérielle de l'usage continu de la marque dans les 10 années antérieures ; il suffira d'une déclaration du titulaire de la marque pour que le renouvellement soit accepté, à moins que la Secofi ou une personne y ayant intérêt n'apporte la preuve du contraire. Ainsi la Secofi ne sera amenée à effectuer d'examen de fond que dans des cas exceptionnels.

Pour faciliter au plan international la protection des marques, aux termes de la nouvelle loi, la Secofi se reconnaît le droit de refuser l'enregistrement des marques notoirement connues, même si son usage est demandé pour d'autres produits et services que ceux qui l'ont fait connaître. En outre, le délai donné au titulaire étranger d'une marque pour obtenir l'annulation d'un enregistrement obtenu frauduleusement par une autre personne au Mexique est porté à un an.

La LFPPI protège les titulaires des marques contre la piraterie ; cependant la protection de la marque ne va pas qu'à interdire l'importation de marchandises étrangères fabriquées par le titulaire légitime de la marque à l'étranger. Cette disposition a pour but de protéger les consommateurs mexicains contre les possibles discriminations internationales en matière de prix de la part des titulaires de marques enregistrées.

VI. Autres innovations de la LFPPI

- Création d'un institut mexicain de la propriété industrielle ; celui-ci a pour fonction d'aider et d'apporter un appui technique à la Secofi, et d'orienter le public en matière de propriété industrielle ;

- La LFPPI annule la loi de contrôle et d'enregistrement des transferts de technologie et de l'usage et exploitation des brevets et marques du 11 janvier 1982 et son règlement d'application du 9 janvier 1990 ; de cette façon, le gouvernement mexicain renonce à contrôler les conditions dans lesquelles sont effectuées les accords de licences des brevets ou de marques entre particuliers. Ne demeure applicable en la matière que la loi sur les monopoles.

ANNEXE 11 - LISTE RELATIVE A LA DEMANDE FRANÇAISE

**PROGRAMME REGIONAL ONUDI DE MODERNISATION DE L'INDUSTRIE DE BIENS D'EQUIPEMENT
PROMOTION DE PROJETS DE PARTENARIAT ENTRE ENTREPRISES FRANÇAISES ET MEXICAINES**

LISTE PROVISOIRE D'ENTREPRISES FRANÇAISES INTERESSEES

ENTREPRISE	EQUIPEMENT, MATERIEL OU TECHNOLOGIE	COLLABORATION RECHERCHEE
CITROEN INDUSTRIE	Machines à roder pour l'industrie automobile	<ul style="list-style-type: none">- Représentation commerciale, avec possibilité d'intégration partielle locale, installation, maintenance- Profil de l'entreprise constructeur (ou filiale d'un constructeur étranger) d'équipements de filtration ou d'abrasifs (meules et baires) utilisés dans les techniques de rodage
THERMCO	Fours et équipements pour la fusion des métaux non ferreux	<ul style="list-style-type: none">- Représentation et intégration locale au cas où les perspectives de marché (intérieur et d'exportation) le justifieraient
CAP II	Installations de <ul style="list-style-type: none">- climatisation industrielle,- climatisation à haute filtration destinée aux "salles blanches"- climatisation avec stérilisation pour salles d'opération	<ul style="list-style-type: none">- Représentation et intégration locale- Profil : entreprise de fabrication ou d'installation d'équipements analogues complémentaires

SATIM

Presses hydrauliques et
oleopneumatiques pour diverses
applications (voir
documentation)

- Representation et integration locale avec
transfert de technologie
Selon perspectives du marche (interieur et
d'exportation)

GRUPO FEL-JOB

Equipements divers pour les TP
(chargeurs, pelles
excavatrices, minipelles et
miniexcavatrices, etc...)
Voir documentation

- Representation et integration locale selon
perspectives du marche (interieur et
d'exportation)

ERMONT

Equipements pour la
construction et la maintenance
des routes Centrales de
production de produits
bitumeux (voir documentation)

- Representation et integration locale
d'equipements

AUDUREAU-OMFORT

Chariots elevateurs et
chariots industriels avec des
applications diverses (voir
documentation)

Representation avec integration et/ou
adaptation des equipements au marche (chariots
embarques)
Transfert de technologie possible

CENTRE TECHNIQUE
FRANCAIS DU CUIR, DE LA
CHAUSSURE ET DE LA
MARROQUINERIE

Technologie pour le traitement
des eaux et residus provenant
des tanneries

Transfert de technologie

ANNEXE 12 - LISTE RELATIVE A LA DEMANDE MEXICAINE

PROGRAMME REGIONAL ONUDI DE MODERNISATION DE L'INDUSTRIE DE BIENS D'EQUIPEMENT

PROMOTION DE PROJETS DE PARTENARIAT ENTRE ENTREPRISES FRANÇAISES ET MEXICAINES

LISTE PROVISOIRE D'ENTREPRISES MEXICAINES INTERESSEES

ENTREPRISE	EQUIPEMENT, MATERIEL OU TECHNOLOGIE	COLLABORATION RECHERCHEE
INDUCA S A de CV	Matériels de manutention de produits en vrac (transporteurs à bande, à godets, de sacs, etc...)	Transfert de technologie pour les matériels suivants : <ul style="list-style-type: none">- transporteurs vibratoires,- transporteurs à raclettes,- alimentateurs,- distributeurs et obturateurs rotatifs
PMF S A de CV	Chaudières industrielles moyennes (24 tonnes vapeur/h)	Transfert de technologie concernant des équipements anticontaminants applicables aux chaudières, ainsi que des équipements périphériques permettant d'augmenter le rendement global
INDUSTRIAS DEL HIERRO S A de CV	Chaudronnerie lourde pour les équipements pétroliers, énergétiques ; équipements ferroviaires	Transfert de technologie concernant des matériels destinés à la réparation des roues, centrales d'enrobage, épandeurs gravillonneurs, etc
BOMBAS Y CONTROL DE FLUIDOS S A de CV	Pompes	Représentation de pompes de process, de dosification et pour l'industrie alimentaire

SAE S A de CV

Matériels divers de
maintenance

Représentation de rayonnages de stockage, de
transporteurs à bande, de machines pour
emballage et cerclage